

LES QUESTIONS AGRAIRES EN POLOGNE

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 30 novembre 1935

PAR

Stanislas JAGUSZ

Président : M. LESCURE

Assesseurs : M. NOGARO ;

M. ROGER PICARD.

Imprimerie GEORGES SUBERVIE

21, Rue de l'Embergue, 21

RODEZ

**Les Questions Agraires
en Pologne**

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Université de Paris -- Faculté de Droit

LES QUESTIONS AGRAIRES EN POLOGNE

THESE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

le 30 novembre 1935

PAR

Stanislas JAGUSZ

Président : M. LESCURE

Assesseurs : M. NOGARO ;

M. ROGER PICARD.

Imprimerie GEORGES SUBERVIE

21, Rue de l'Embergue, 21

RODEZ



INTRODUCTION

Les questions que nous nous sommes proposé d'examiner dans cet ouvrage existent sous différents aspects à peu près dans tous les pays du monde.

Elles se présentent ici sous la forme de la dépopulation des campagnes, de la pénurie de la main-d'œuvre agricole, là, au contraire, sous la forme du surpeuplement des campagnes, de l'injuste répartition de la propriété foncière, du mauvais rendement du sol, de l'émiettement de la petite propriété, etc...

A cette foule de problèmes revêtant une caractère tout particulier, selon le pays qu'on envisage, il faut tère tout particulier selon le pays qu'on envisage, il faut ajouter celui, très important, de l'heure actuelle, né de la crise agricole.

Pour ce qui est de notre étude, nous nous bornerons à tracer dans ses grandes lignes l'évolution de la propriété du sol en Pologne, en général, et de celle de la propriété paysanne en particulier.

Ceci nous a amené, par la force même des choses, à l'examen des différents problèmes sociaux, économiques et politiques qui s'y rattachent.

Dans la première partie de notre travail, nous allons exposer l'évolution qu'a subi le régime agraire actuel de la Pologne.

Ce régime, jusqu'à la fin du Moyen Age, se développa à peu près de la même manière que dans les pays occidentaux.

Mais le renforcement de la position politique de la noblesse, et un mouvement économique tendant à augmenter la production du blé destiné à l'exportation ont modifié la direction de ce développement pour aboutir

à la concentration des terres dans les mains des grands propriétaires aux dépens de la petite tenure.

L'étendue de celle-ci se rétrécit davantage à la suite de l'accroissement de la population.

Au début du XIX^e siècle, les exploitations paysannes essuient un nouvel échec, sous l'influence du capitalisme moderne qui s'infiltré aussi dans le domaine de l'agriculture.

Les paysans furent, de plus en plus, dépossédés de leurs terres que l'on rattacha aux grandes propriétés.

Ce procédé fut largement appliqué dans les provinces centrales, à partir de l'abolition du servage en 1807.

Au cours de l'affranchissement des paysans, on accapara de nouveau des portions d'exploitations paysannes, surtout dans les provinces occidentales, au profit de la grande propriété.

A l'issue de cet affranchissement, des problèmes comme ceux de la liquidation des servitudes et des terres en possession commune, du remembrement des terres dispersées, ne furent résolus que dans les provinces occidentales.

La deuxième partie de notre ouvrage est consacrée aux différents aspects des problèmes agraires qui ont surgi à la fin du XIX^e siècle et au commencement du XX^e siècle, à la suite de l'évolution du régime agraire qui nous intéresse.

A cette époque-là, nous assistons à une modification assez importante de la propriété foncière, au profit de la petite propriété.

Pourtant, la grande propriété couvrait encore, à la veille de la reconstitution de la Pologne, à peu près la moitié de la superficie du pays, tandis que la petite propriété s'émiettait davantage du fait de l'accroissement de la population, surtout dans les provinces méridionales.

La situation de la population paysanne devint de plus en plus précaire. Les lopins de terre dont le rendement était très médiocre, s'avéraient insuffisants pour entretenir les familles nombreuses.

Du fait que les villes et les centres industriels, dont

le développement est toujours lent, sont impuissants à absorber la population paysanne prolétaire et semi-prolétaire, nous sommes en présence d'un surpeuplement très prononcé des campagnes.

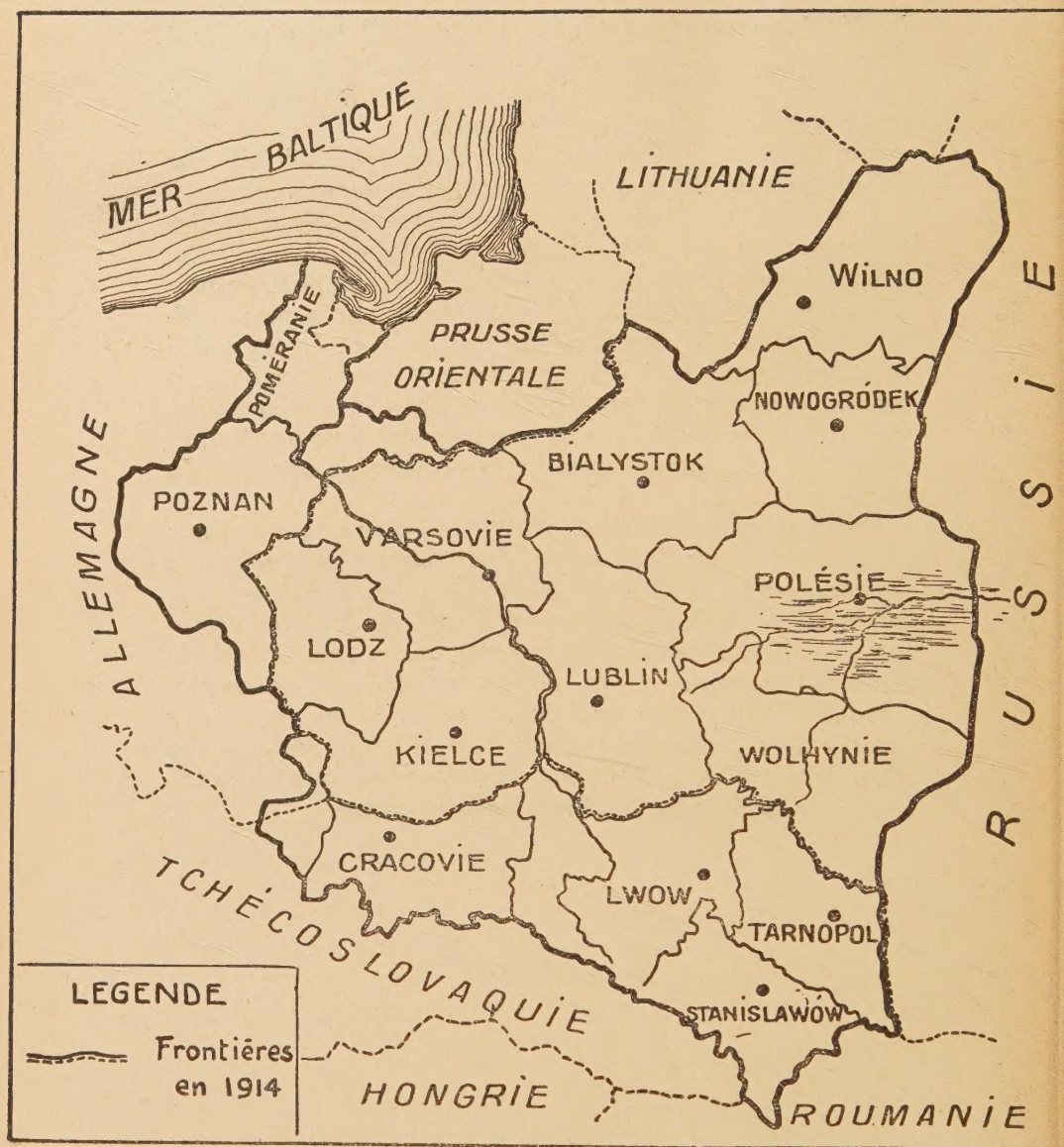
L'émigration qui se produisit dans cette période, ne fut qu'un palliatif aux maux sociaux et économiques.

Des problèmes sociaux et économiques, très difficiles à résoudre, se dressèrent devant la Pologne reconstituée.

Qu'il nous suffise, ici, de rappeler les plus importants : modification profonde et dans un sens plus équitable et plus démocratique de l'assiette de la propriété foncière, liquidation des servitudes et des terres en possession commune, remembrement des terres dispersées, améliorations des vastes terrains en vue de colonisation intérieure et augmentation de la production agricole du pays.

Enfin, dans la troisième partie de notre ouvrage, nous nous efforcerons tout d'abord de passer en revue les mouvements agraires de quelques pays étrangers qui ont hâté la réalisation des réformes agraires en Pologne; ensuite, d'examiner ces réformes et leurs résultats dans le domaine de la propriété foncière polonaise.

Pour faciliter la compréhension du texte, le lecteur pourra se reporter à la carte ci-après, qui indique les départements de la Pologne actuelle ainsi que les frontières de 1914 entre les Etats co-partageants.



PREMIÈRE PARTIE

L'évolution du régime agraire actuel

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION AGRAIRE AVANT L'AFFRANCHISSEMENT

DES PAYSANS

Aux temps primitifs, les groupes de familles (en polonais *rôd*) exerçaient une influence profonde sur le développement agraire et la vie sociale en Pologne.

La propriété foncière du *rôd* aurait été, selon les savants polonais, le premier stade de l'organisation agraire. Le *rôd* aurait attribué à chaque famille un lot de terres à cultiver qui se trouvait d'habitude, soit au bord des rivières et des lacs, soit au milieu des forêts.

Avec le temps, un mouvement vers la propriété individuelle se fait sentir. D'abord ce sont des objets usuels qui deviennent propriété individuelle, même sous le régime du *rôd*. Ensuite, les terres défrichées par les efforts d'une famille n'appartiennent qu'à elle seule. Après la décomposition du *rôd*, les habitations et les instruments de travail deviennent à leur tour propriété individuelle.

Ce sont les pâturages qui restèrent le plus longtemps propriété commune. Et c'est là un trait caractéristique non seulement des temps primitifs, mais aussi des siècles suivants et même des temps modernes.

L'apparition de la propriété individuelle créa certaines inégalités d'abord économiques, ensuite sociales. Peu à peu on vit se dégager de l'ensemble de la population des familles plus riches, ayant de plus grandes étendues de terres, de nombreux troupeaux et beaucoup d'esclaves.

L'établissement de l'Etat, la conversion au christianisme, le renforcement de l'autorité du souverain peu à peu contribuèrent à l'anéantissement des prérogatives des *rôd's*. Et l'on vit alors les courtisans, la suite ducale et le clergé passer au premier rang.

Les terres cultivées par les familles qui se sont séparées du *rôd* appartiennent au souverain, car il n'y a à cette époque que deux sources du droit et de la propriété : le souverain et le *rôd*. Bientôt, ce dernier ayant été décomposé et anéanti, il ne reste plus que la volonté suprême du souverain.

Celui-ci accorda des privilèges, tout d'abord aux couvents et aux évêques, ensuite aux chevaliers. Ces privilèges eurent une grande influence sur le développement de l'organisation agraire du Moyen Age.

Au début, le souverain n'accorda que le droit à la perception des revenus, et il l'accorda dans quelques villages seulement. Les privilèges donnant droit à la terre, aux villages et à la population ne furent accordés que plus tard, à peu près vers le XII^e siècle.

Comme l'entretien des chevaliers qui formaient la suite militaire du souverain exigeait beaucoup de ressources, le souverain se décida à organiser le service militaire d'une autre façon. Au lieu d'entretenir les chevaliers auprès de lui, il les dota, à l'instar du clergé, de grandes étendues de terres libres sous forme de *jure militari*. Les premières dotations étaient seulement viagères; postérieurement, elles furent héréditaires.

L'étendue de terres concédées par le souverain était très variable.

Les chevaliers, en général, n'exploitaient pas leurs terres; ils ne mettaient eux-mêmes en valeur que de petites superficies de terrains environnant leurs châteaux. Le reste, c'est-à-dire la majeure partie des terres, était cultivé par la population libre ou esclave contre redevances en nature ou en service.

Tandis qu'auparavant l'organisation agraire avait pour base les petites exploitations dans lesquelles les propriétaires disposaient entièrement du fruit de leur travail, après l'établissement de l'Etat polonais, le

régime agraire commença, surtout grâce aux privilèges, à s'appuyer sur la grande propriété qui se divise en petites exploitations.

La réorganisation économique postérieure fait disparaître peu à peu les petits cultivateurs indépendants qui, ayant la pleine propriété de leurs terres, étaient placés en dehors de la grande propriété. Au sein de celle-ci se forment de nouvelles catégories de population rurale, suivant le degré d'aisance économique et le caractère juridique. On peut y distinguer les anciens propriétaires héréditaires, expropriés par le clergé ou par les chevaliers, puis les fermiers libres et les serfs.

Mais cette distinction va en s'effaçant au fur et à mesure que le sort de la population esclave s'améliore et que la situation des différentes catégories de la population libre s'aggrave. Enfin, on en arrive à ne plus distinguer dans la population rurale qu'une seule catégorie, la catégorie des paysans.

Ce processus atteint son point culminant à la fin du XII^e siècle et au commencement du XIII^e siècle, c'est-à-dire à l'époque de la faiblesse du pouvoir royal.

Les paysans ne possèdent plus de terres propres, ils n'ont que l'usufruit des propriétés appartenant soit au roi, soit aux seigneurs ecclésiastiques ou laïcs, auxquels ils doivent des redevances en nature, très rarement en espèces, et la corvée.

Malheureusement ces redevances n'étaient pas nettement déterminées, aussi étaient-elles souvent augmentées arbitrairement par les seigneurs.

Et ce n'est que sous l'influence de la colonisation allemande qu'un changement se produisit en ce qui concerne la nature des redevances et leur montant.

Cette colonisation fut provoquée par de grandes dévastations causées par les guerres et les invasions tartares. Pendant cette période, le pays était très dépeuplé, le manque de bras pour travailler les champs se faisait cruellement sentir.

Les couvents, puis les seigneurs recrutaient des colons en Flandre, en Allemagne et tout particulièrement dans les provinces trop peuplées de la Pologne occidentale.

Les colons, en s'engageant, posaient certaines conditions; ils n'acceptaient de coloniser les terres qu'en vertu d'une convention nettement définie. Pour cette raison, leur situation était plus avantageuse que celle de la population rurale indigène. L'exploitation du terrain n'était plus déterminée par la seule volonté du seigneur, mais par un contrat librement débattu. Ce contrat énumérait les droits et les obligations de l'entrepreneur de colonisation (*soltys*), et ceux des colons. Le *soltys* était doté d'habitude d'un lot de terres labourables, deux ou trois fois plus grand que celui d'un simple colon. Les prairies et les pâturages étaient communs pour tout le village nouvellement créé. En outre, le *soltys* était bailli du village. Il devait au souverain le service militaire, ce qui le rendait presque égal au chevalier.

Cette nouvelle organisation procurait aux seigneurs de tels avantages qu'ils se décidèrent à l'introduire dans les villages polonais.

Le paiement des redevances s'effectua en espèces, la corvée et les prestations en nature ne jouant désormais qu'un rôle tout à fait secondaire.

Les villages nouvellement créés, ou ceux qui étaient passés sous le nouveau régime, étaient exemptés des redevances au profit du roi et étaient soustraits à la juridiction royale.

La réorganisation du système des redevances, les nouvelles méthodes de culture (1), l'amélioration générale des conditions de la vie rurale, l'autonomie administrative et juridictionnelle, la fertilité des terres et l'accroissement des villes qui constituent des débouchés considérables pour l'agriculture, tout cela a grandement contribué au relèvement du niveau économique et social de la population rurale au cours du xiv^e siècle. Mais ce bien-être des paysans polonais ne dura pas long-

(1) Ces nouvelles méthodes de culture étaient apportées par les colons allemands. Leur trait caractéristique est le système des trois champs (*Dreifeldwirtschaft*) et l'assolement obligatoire (*Flurzwang*).

temps. Des nuages devaient bientôt obscurcir le soleil de cette prospérité momentanée.

Déjà vers la fin du xiv^e et tout particulièrement au cours du xv^e siècle, ainsi qu'au commencement du xvi^e siècle, se produisit un changement profond dans l'organisation agraire et politique du pays, changement dont les conséquences devaient peser lourdement sur le sort de la population paysanne au cours des siècles suivants.

La noblesse, à cette époque, substitua au système de la redevance en argent, consacré par la colonisation allemande, une organisation basée sur de grandes exploitations en faire valoir direct. Ces exploitations étaient mises en valeur au moyen du travail corvéable. Le territoire d'une grande exploitation était dominé par le château du seigneur. L'exploitation qui comprenait d'habitude un grand domaine était divisée en réserves ou succursales en allemand, *Vorwerke*, et en polonais *folwarki*). Sur ces propriétés s'élevaient des bâtiments d'exploitation : greniers, granges, étables, etc... La majeure partie de la superficie était occupée par les terres de culture. Celles-ci ne formaient pas un tout cohérent, elles étaient souvent entremêlées avec les champs que possédaient les paysans.

Les forêts appartenaient aux seigneurs; les paysans avaient seulement certains droits d'usage.

Quelles sont les causes de ces changements d'organisation agraire en Pologne? Il y en a deux.

D'abord, la puissance politique de la noblesse qui possède une forte part de l'autorité, puis le mouvement économique.

A partir de la deuxième moitié du xiv^e siècle, l'exportation du blé polonais accuse un grand développement vu les demandes venant des pays de l'Europe occidentale. Dantzig est le point de départ du commerce extérieur de la Pologne (1).

(1) Cf. Henri SÉE : *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux xviii^e et xix^e siècles*, p. 124 :

« A chaque mauvaise récolte de l'Ouest, l'exportation des blés et

L'exportation du blé par Dantzig se dirige d'abord vers la Suède, ensuite vers l'Angleterre, tout particulièrement à partir des grandes disettes de 1390 et 1391. Dès ce moment, la Pologne devient ce qu'on appelle le « Grenier de l'Europe », et Dantzig assume le rôle de grand exportateur du blé polonais, en augmentant sa prospérité et ses richesses.

Dantzig et la Prusse occidentale, occupés dès le xiv^e siècle par les chevaliers de l'Ordre teutonique, sont rattachés de nouveau à la Pologne en vertu du traité de Thorn (1466). C'est un événement dont l'importance politique et économique fut considérable pour la Pologne et pour Dantzig.

Grâce à ce traité, la Pologne acquit la possession de l'embouchure de la Vistule et le libre accès à la mer, ce qui lui permettait d'amorcer des relations commerciales avec les pays de l'Europe occidentale.

De cet état de choses, Dantzig tira de gros avantages. Tandis qu'en 1428 on n'enregistre que 110 navires ayant abordé à Dantzig, en 1476 on en compte déjà 634 et en 1490, ce chiffre passe à 720.

Le principal produit de l'exportation était le blé. Parmi les pays acheteurs de blé polonais, outre les pays déjà mentionnés, il faut signaler la Hollande, l'Ecosse, la France.

En 1490, on a exporté plus 24.000 tonnes de blé; en 1492, plus de 26.000 tonnes. Mais ce n'est que le début. Le grand épanouissement de l'exportation eut lieu au cours du xvi^e siècle et au début du xvii^e siècle, où non seulement les pays occidentaux, mais aussi les pays du

du bétail de la Pologne augmentait. Ce pays n'a pas fait réellement de progrès économique, la culture est très négligée, purement extensive. Mais cependant une grande exportation des produits agricoles était possible.

Le noble, tout-puissant, a seul le droit d'exporter librement ses blés; il force le paysan à manger du pain d'avoine ou d'orge et il vend à l'étranger tout le froment et le seigle, même lorsque sévit la famine. Que la récolte soit bonne ou mauvaise, le noble exporte à Dantzig son blé et son bois, qu'il échange pour du vin, des vêtements, des objets de luxe. »

Sud, comme le Portugal, l'Espagne et l'Italie achetèrent de grandes quantités de blé polonais. En 1608, on exporta environ 180.000 tonnes; en 1618, plus de 230.000 tonnes.

Ce développement du commerce du blé et la puissance politique des nobles furent les principaux facteurs du changement qui se produisit dans l'organisation agraire de la Pologne. Tandis qu'au xiv^e siècle, le paysan est encore le seul producteur de blé (surtout pour les besoins du pays) au cours du xv^e, la noblesse commence à s'intéresser plus vivement à l'agriculture. Stimulée par les prix élevés du blé qui trouvait de vastes débouchés dans les pays occidentaux, elle entreprend d'agrandir les petites exploitations adjacentes à ses demeures.

Les grandes exploitations seigneuriales se multiplièrent en premier lieu aux environs des fleuves navigables et des grandes routes, à cause de la facilité d'exportation du blé vers le port de Dantzig. Aussi les seigneurs laïcs furent-ils les pionniers du mouvement vers l'agrandissement des grandes exploitations; les domaines royaux et ecclésiastiques ne se transformèrent en grandes exploitations en faire valoir direct que fort lentement et plus tard.

Cette extension s'effectua tout d'abord par le défrichement des forêts et par l'adjonction des terres abandonnées par les paysans.

Toutefois, on vit bientôt se former de grandes propriétés seigneuriales par voie de rachat forcé (les seigneurs contraignant les baillis à leur céder leurs terres) et par dépossession des paysans, malgré la régularité avec laquelle ceux-ci s'acquittaient de leurs redevances.

Cela, parce que les redevances n'étaient plus à la mode; ensuite, parce que, à cette époque, les prix du blé montant et le pouvoir d'achat de la monnaie baissant, les seigneurs avaient tout intérêt à mettre eux-mêmes en valeur des superficies de terre toujours plus grandes. Il s'agit maintenant, d'une part, d'augmenter autant que possible les réserves seigneuriales aux

dépens des exploitations paysannes (1) et d'autre part, de tirer les plus gros profits du travail corvéable.

Les conséquences désastreuses de pareils procédés se feront sentir ultérieurement en ce qui concerne la structure agraire.

Tandis que dans les pays de l'Europe occidentale ce sont plutôt les redevances en argent qui dominent dans les rapports entre le seigneur et le paysan, en Pologne, au contraire, c'est la corvée qui prévaut. Or, les seigneurs des pays occidentaux avaient un grand intérêt à ce que les exploitations de leurs paysans soient aussi grandes et aussi indépendantes que possible, car leurs possesseurs étaient plus capables de s'acquitter envers les propriétaires. Il en résulte que l'habitude se prend de ne pas partager l'exploitation entre les successeurs, mais au contraire de la transmettre intacte à l'un des enfants contre indemnité accordée aux autres.

Les seigneurs polonais se soucient peu que les exploitations paysannes soient fortes. D'une part il les diminuent par voie de dépossession pour augmenter leurs propriétés ; d'autre part, ils encouragent les partages successoriaux, donc l'émiettement de ces exploitations.

Les seigneurs envisagent la question au point de vue de la production du blé. Ils s'efforcent de multiplier le nombre des familles paysannes sur de petits lopins de terre, afin que ces familles ne puissent travailler que sur les vastes terres de leurs seigneurs. Les résultats de cet égoïsme de classe sont saisissants à l'heure actuelle. Tandis que, dans l'Europe occidentale, surtout en France, nous sommes en présence d'une quantité assez considérable de moyennes exploitations paysannes de 20 à 50 hectares qui existent depuis des siècles, en Pologne, ce type d'exploitations, comme nous le verrons plus loin, est très rare.

(1) Il est à remarquer que les paysans étaient dépossédés le plus souvent de leurs terrains les plus fertiles. C'est donc de cette époque que date le fait que les terres paysannes sont moins fertiles que celles des grandes propriétés. Le même phénomène s'observera au début du XIX^e siècle, au moment de l'affranchissement.

A partir du xvi^e siècle, un grand abîme se creuse entre le bien-être de la noblesse et la misère de la population paysanne. Les paysans sont réduits à cette époque au rang de simples usufruitiers de leurs petites tenures et assujettis à la corvée au profit du seigneur.

Ce nouveau système d'organisation de la grande propriété, basée sur les grandes exploitations seigneuriales, se forme au cours de plusieurs siècles en causant les plus grands préjudices à la population rurale et à la structure agraire.

L'Etat, au lieu d'enrayer dès le début l'extension des domaines seigneuriaux, subordonne de plus en plus sa politique aux intérêts des nobles.

Ayant besoin de bras pour cultiver leurs domaines, les seigneurs augmentent de plus en plus les journées de la corvée, jusqu'ici peu nombreuses. Le sort des paysans empire. Aussi pour l'améliorer quittent-ils leurs petites exploitations et s'enfuient-ils vers les régions du Sud-Est de la Pologne dont la colonisation venait de commencer.

Les seigneurs, pour parer à cette fuite, obtiennent du roi et des Diètes les restrictions juridiques qui ont à la suite asservi définitivement la population rurale.

Parmi ces mesures, il faut signaler la privation de la liberté personnelle et l'attachement forcé des paysans à la terre (*glebae adscripti*). C'est la loi de 1496 qui — suivant l'expression de M. A. Swietochowski (1) — a construit pour le peuple des campagnes une grande et forte prison sociale dont la porte a été ouverte par Thadée Kosciuszko et fermée de nouveau par les puissances copartageantes.

Pour priver les paysans de la protection des tribunaux royaux, devant lesquels ils pouvaient exposer leurs griefs contre les abus des seigneurs, on leur retire, à partir de 1518, le droit d'exposer leurs doléances.

Par contre, dans les domaines royaux où travaille 15 % de la population rurale, la situation des paysans

(1) *Histoire des paysans polonais*, tome I, p. 178.

est bien meilleure. Le droit de l'usufruit y est héréditaire.

Cette situation est aussi meilleure que celle des paysans dans la Prusse et n'a rien de comparable avec l'esclavage complet de la Russie.

La meilleure preuve en est que les paysans prussiens soumis à la *Leibeigenschaft* quittent en masse leurs champs et leurs seigneurs pour s'établir en Pologne, où ils jouissent de certaines libertés et de quelques privilèges en colonisant des terrains dévastés ou peu peuplés (1).

L'évolution agraire de la Pologne jusqu'au xvi^e siècle suivit presque la même marche que celle des pays de l'Europe occidentale. Mais, à partir de cette époque, les différences commencent à grandir et à s'affirmer. Tandis qu'en France, par exemple, le pouvoir royal, s'appuyant sur la bourgeoisie, met un frein aux exigences des seigneurs, en Pologne, la bourgeoisie faisant défaut, l'omnipotence de la noblesse était au-dessus de tout.

En France, le servage proprement dit n'existe plus déjà aux xvii^e et xviii^e siècles. On trouve dans ce pays une propriété paysanne grevée de services et de redevances au profit des seigneurs. Cette propriété se divisait en petites et moyennes exploitations qui faisaient obstacle à la grande concentration de la propriété rurale. Voilà la marche de l'évolution du régime agraire en France, dès le Moyen Age. Au contraire, en Pologne, dès le Moyen Age, nous sommes en présence d'une énorme concentration de la propriété agricole

(1) Cf. Georg.-Friedrich KNAPP : *Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den aelteren Theilen Preussens*, 2^e partie, p. 3 : « Die Kgl. Hofkammer zu Koelln an der Spresß berichtet unterm 31 Juli 1708 an den Koenig, dass Sr. Majestaet eigenbehoerige Unterthanen aus dem Koenigreich Preussen, aus dem Herzogthum Hinterpommern und aus der Neumark zum grossen Theil entweichen, Haus und Hof verlassen, um sich in Polen festzusetzen, wo man ihnen allerhand Freiheiten und Vortheile goennt, um das verodeete Land wieder zu bevoelkern. Damals also lag es so, dass die Domaenenbauern des Koenigs deren Grundherr der Koenig selber war, in Polen eine guentigere Lage zu erwartne hatten. »

dans les mains des propriétaires nobles aux dépens des exploitations paysannes.

A la fin du ^{xvii}e et au début du ^{xviii}e siècle, non seulement le sort des paysans est devenu grave, mais aussi celui de l'agriculture elle-même. La Pologne, surnommée le grenier de l'Europe, subit sous le règne de la dynastie de Saxe, de 1697 à 1763, une crise formidable. L'exportation du blé devient minime.

Tandis qu'au début du ^{xvii}e siècle, comme nous l'avons montré plus haut, l'exportation annuelle par Dantzig dépasse 230.000 tonnes, elle tombe à 6.984 tonnes en 1715 et à 4.784 tonnes en 1737.

Cette crise économique, sociale et politique à la fois, a provoqué dans certains esprits l'idée d'améliorer le sort des paysans et l'organisation politique de la République. De plus en plus, on s'inquiète de la révision des rapports agraires entre les seigneurs et les paysans.

La population rurale du domaine royal profite en premier lieu de ces tentatives heureuses. On y supprime les corvées en leur substituant les redevances en argent et en grains. On procède aussi à la réorganisation administrative des villages et à la protection juridique des paysans. Des réformes analogues commencent à être réalisées de bon gré par quelques seigneurs plus éclairés et par les villes.

Mais la grande majorité des paysans asservis n'en tire aucun avantage, car une réforme qui eût embrassé toute la population n'aurait pu être réalisée qu'en vertu d'une loi. Or, au sein des Diètes, formées exclusivement par les nobles, on voyait prédominer des tendances hostiles à tout changement. Et c'est seulement sous l'influence des difficultés extérieures qu'on vota, en 1768, les lois, dites Cardinales, qui contiennent quelques dispositions ayant trait aux paysans.

L'article 19 de ces lois constitutionnelles est ainsi conçu :

L'intégrité des droits du seigneur dans les terres nobiliaires, héréditaires, telle qu'elle est établie par les statuts, ne pourra jamais être abolie ou diminuée. Cependant, le droit de vie et de mort sur un sujet n'est point compris dans ces droits; le sujet accusé d'un

crime doit être traduit en jugement devant les juges territoriaux, ou criminels, ou bien ceux des cités, dans les principales villes.

L'article suivant va plus loin :

De même qu'un noble pour assassinat d'un noble, un paysan pour le meurtre d'un paysan sont passibles du dernier supplice, de même si un noble commet un meurtre sur un paysan, non par cas fortuit, mais volontairement, le noble ne pourra pas racheter sa faute par une offre d'argent pour le prix du sang répandu; il sera soumis à la décision des juges compétents qui devront lui infliger le dernier supplice.

Ainsi, les prescriptions précitées n'attestent point d'un changement d'attitude de la noblesse quant aux réformes agraires. Au contraire, dans le premier alinéa de l'art. 19, la noblesse a fait souligner avec force « *l'intégrité des droits du seigneur* ». Cette intégrité « *ne pourra jamais être abolie ou diminuée* ».

Le projet du code d'Andrée Zamoyski, de 1778, allait beaucoup plus loin. Il comprenait quelques dispositions assez avantageuses pour les paysans, par exemple l'octroi de la liberté individuelle à une partie de la descendance des serfs, la possibilité de se défendre contre les torts causés par les seigneurs, et enfin quelques facilités pour l'acquisition des droits emphytéotiques de la terre. La Diète de 1780 a rejeté sans lecture ce projet et c'est justement à cause des dispositions qui tendaient à améliorer le sort de la population servile.

Au sein de la Diète de Quatre Ans (1788-1791), quelques nonces montrèrent une attitude assez favorable au sujet de la question paysanne; mais la Diète ne lui consacra aucune séance. On n'en parlait qu'à propos d'autres matières. Dans les discours des nonces, sonnaient même parfois des paroles nobles et chaudes; la majorité de la Diète néanmoins, s'opposait violemment aux réformes proposées et la minorité, quoique fort désireuse d'améliorer la situation du peuple, ne voulait y apporter aucune réforme radicale.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la Constitution du 3 mai 1791, œuvre de la Diète de Quatre Ans qui a une si grande importance pour la Pologne au point de vue de l'organisation politique, ne donne que fort peu

aux paysans. Son article 4 intitulé « *Colons et autres habitants de la campagne* » contient les dispositions suivantes :

Comme c'est de la main laborieuse des cultivateurs que découle la source la plus féconde de la richesse nationale; comme leur corps forme la majeure partie de la population de l'Etat, et que, par une suite nécessaire, c'est lui qui constitue la force principale de la République; la justice, l'humanité ainsi que notre propre intérêt bien entendu, sont autant de motifs puissants qui prescrivent de recevoir cette classe d'hommes précieuse sous la protection immédiate de la loi et du Gouvernement; à ces causes, statutions que désormais, toutes conventions arrêtées authentiquement entre les propriétaires et leurs colons, stipulant en faveur de ces derniers, quelques franchises ou concessions sous telles ou telles clauses, soit que les dites conventions aient été conclues avec la communauté entière, ou séparément avec chaque habitant de village, deviendront pour les deux parties contractantes, une obligation commune et réciproque et cela suivant l'énonciation expresse desdites clauses, et la teneur du contrat garant de cet accord, sous la protection du Gouvernement. Ces conventions particulières et les obligations qu'elles imposeront, une fois qu'elles seront acceptées par un propriétaire de biens-fonds, seront tellement obligatoires pour lui, ses héritiers ou les acquéreurs des dits fonds, qu'ils n'auront le droit d'y faire seuls et par eux-mêmes aucune espèce de changements.

Respectivement, les colons ne pourront déroger à ces conventions, ni se dégager des obligations auxquelles ils se seront soumis de plein gré, quelle que soit la nature de leurs possessions, que de la manière et suivant les clauses stipulées dans le contrat mentionné; lesquelles clauses seront obligatoires pour eux, pour toujours et pour un temps, suivant l'énoncé du dit contrat.

Ayant, par ces moyens, assuré aux propriétaires de biens-fonds tous les émoluments et avantages qu'ils ont droit d'exiger de leurs colons, et voulant encore encourager, de la manière la plus efficace, la population dans les domaines de la République, nous assurons la liberté la plus entière aux individus de toutes les classes, tant aux étrangers qui viendront s'établir en Pologne, qu'aux nationaux qui, après avoir quitté leur patrie, voudraient rentrer dans son sein. Aussi, tout homme, étranger ou national, dès l'instant qu'il mettra le pied sur les terres de Pologne, pourra, librement et sans aucune gêne, faire valoir son industrie de la manière et dans tel endroit que bon lui semblera; il pourra arrêter à son gré et pour le temps qu'il le voudra, telles conventions que bon lui semblera, relativement à l'établissement qu'il désirera former, sous clause de paiement en argent ou en main-d'œuvre; il pourra encore se fixer, à son choix, à la ville ou à la campagne; enfin, il pourra ou rester en Pologne, ou la quitter, s'il le juge à propos, après avoir préalablement satisfait à toutes les obligations qu'il y aura volontairement contractées.

Cette loi, à vrai dire, n'assure que « tous les émoluments et avantages aux propriétaires » et « la liberté la plus entière aux individus de toutes les classes, tant aux étrangers qui viendront s'établir en Pologne, qu'aux nationaux qui, après avoir quitté leur patrie, voudraient rentrer dans son sein ». Quant à « la majeure partie de la population », « la source la plus féconde de la richesse nationale », la Constitution du 3 mai 1791 la laisse à l'abri de conventions dont la conclusion dépend du bon gré des seigneurs.

J. Michelet (1) en parlant des réformes de cette époque, fait des réflexions assez saisissantes. « Dans les temps tellement changés — dit-il — il fallait un changement d'institutions profond, radical.

Par des réformes extérieures, superficielles, on ne créait aucune force qui pût résister. On se contenta d'une réforme politique, au moment où la Pologne ne pouvait être sauvée que par une révolution sociale. »

Thadée Kosciuszko, généralissime de l'insurrection polonaise de 1794, fait de nouvelles tentatives de réformes agraires et sociales à la fois. Dans un manifeste — ordonnance du 7 mai 1794 — il dit : « La destinée de la Pologne dépend de la destruction de la double force employée par nos ennemis, celle du glaive et celle de l'intrigue. C'est ici que je dénonce à la nation les moyens perfides que les Moscovites emploient pour nous perdre. Ils cherchent à exciter contre nous le peuple des campagnes. » Et plus loin : « J'avoue avec douleur que le traitement inhumain que le peuple des campagnes éprouve dans quelques endroits, fournit le prétexte plausible aux Moscovites de calomnier la nation entière. »

« Je reçois fréquemment des plaintes de la part des soldats et des nouvelles recrues; non seulement, disent-ils, leurs femmes et leurs enfants ne reçoivent aucun adoucissement, mais on semble encore aggraver leur situation, comme pour les punir de ce que leurs époux et leurs pères servent la République. »

(1) *La Pologne Martyre*, p. 62. Paris, 1861.

Kosciuszko déclare donc avec force : 1° « l'homme opprimé a un refuge assuré auprès des Commissions du bon ordre dans chaque palatinat » ; 2° « le persécuteur et l'opprimeur des défenseurs de la patrie seront punis comme ennemis et comme traîtres à la patrie ». Les réformes introduites dans les rapports agraires par le généralissime Kosciuszko peuvent être résumées comme suit : 1° le peuple reste sous la protection du Gouvernement national et jouit de cette protection ; 2° chaque paysan est libre de sa personne, il peut s'établir où bon lui plaira, pourvu qu'il fasse à la commission du bon ordre de son palatinat la déclaration du lieu où il projette de s'établir, qu'il paye ses dettes, s'il en a, et qu'il acquitte les impositions publiques qu'il devra ; 3° les jours de travail que les paysans doivent aux propriétaires sont réduits presque à moitié ; 4° les autorités locales devront veiller à ce que les exploitations de ceux qui servent la République ne se détériorent pas, et à ce que la terre ne reste nulle part inculte ; 5° ceux qui auront requis en ban sont dispensés de toute corvée pendant le temps qu'ils resteront sous les armes ; 6° aucun propriétaire ne peut ôter au paysan le champ qu'il possède, lorsqu'il remplit les obligations qui y sont attachées ; il faut, pour le déposséder, que le propriétaire prouve, devant la juridiction locale, que le paysan ne satisfait pas à son obligation.

D'autres dispositions contiennent des sanctions contre les seigneurs et leurs commis au cas où ils s'efforceraient d'opprimer le peuple ou de « saboter » les réformes proclamées.

Tandis que la constitution de 1791 a voulu résoudre la question paysanne par voie d'évolution en retardant sa réalisation jusqu'aux calendes grecques, le généralissime Kosciuszko a voulu la résoudre par des voies plus radicales, même révolutionnaires.

La noblesse polonaise craignait Kosciuszko, le prenant pour un Jacobin, qui la guerre finie, voudrait doter les paysans de terres seigneuriales. Pour cette raison la noblesse ne s'est point empressée de donner à l'insurrection de 1794 un appui suffisant.

Ce sont surtout les pauvres paysans qui, sous le commandement de Kosciuszko combattirent avec un enthousiasme inouï pour la cause nationale.

Les dispositions du Manifeste de Kosciuszko furent réellement mises en vigueur et améliorèrent à certains points de vue le sort des paysans.

Elles furent abolies par les Etats copartageants dès la défaite de l'insurrection.

CHAPITRE II

L'AFFRANCHISSEMENT DES PAYSANS, SES MODES ET SON INFLUENCE SUR LES PROBLÈMES AGRAIRES ACTUELS

Généralités

Après le démembrement de la Pologne, la réalisation des réformes agraires incombe à la Prusse, à la Russie et à l'Autriche. Les rapports agraires se développeront désormais d'une façon différente et selon des conditions particulières dans chaque partie de la Pologne, elles dépendront de la politique générale des Etats co-partageants.

Autant la Russie, où les paysans sont soumis à un esclavage presque complet, s'intéresse peu aux réformes à effectuer et laisse les rapports agraires dans le même état qu'avant les partages en supprimant les réformes de Kosciuszko, autant l'Autriche et la Prusse, dès le premier partage, se préoccupent vraiment du problème agraire polonais, à propos des réformes effectuées dans leurs propres pays. Ces réformes sont stimulées par les idées d'émancipation propagées par les philosophes du XVIII^e siècle et par les théories des physiocrates ainsi que par les besoins économiques.

Il était nécessaire d'abord d'accorder autant que possible le régime agraire, basé sur le système féodal, avec les exigences de l'Etat du XIX^e siècle et ensuite, d'adapter les rapports agraires à l'évolution économique qui, sous la forme du capitalisme moderne, se faisait jour dans l'agriculture comme dans les autres branches de l'économie nationale.

§ 1. — LA POLOGNE SOUS LA DOMINATION PRUSSIENNE

L'Etat prussien, en entrant en possession du territoire polonais, n'y introduit pas de grandes réformes, au moins avant 1807. Il se réserve seulement le contrôle des rapports entre les propriétaires et les paysans.

En outre, des édits spéciaux interviennent pour régler la question de la colonisation obligatoire des terrains désertés par les serfs.

Malheureusement, en introduisant ces réformes, la Prusse visait déjà à cette époque un but essentiellement politique : celui de la colonisation du territoire polonais par la population allemande. Le roi Frédéric le Grand organisa un système de germanisation qui servira de modèle à Bismark.

Il dota largement ses favoris et les dignitaires prussiens de terres qui appartenaient auparavant aux rois de Pologne. Sous prétexte de peupler le pays, il fit venir des colons allemands en quantité considérable en leur accordant les plus gros avantages.

Mais ce n'est là qu'un prélude aux réformes agraires proprement dites, qui ne commenceront en Prusse qu'après la défaite d'Iéna et de Friedland.

En vertu du traité de Tilsit (1807) une partie de la Pologne prussienne fut libérée et fit partie du Duché de Varsovie. Sur ce territoire, les paysans acquérèrent en 1807 la liberté individuelle.

Poussée par l'exemple du Duché, la Prusse se décida la même année à entreprendre de larges réformes. Mais l'abolition des corvées et des droits seigneuriaux ne fut décrétée que quatre ans après, en vertu de l'édit de régularisation du 10 septembre 1811.

Selon les dispositions de cet édit, les paysans, ayant la possession héréditaire de leurs exploitations, pouvaient demander la régularisation et acquérir la pleine propriété de leurs tenures en abandonnant à leurs seigneurs un tiers des terres qu'ils cultivaient.

Les paysans, simples fermiers, devenaient, eux aussi,

propriétaires, mais à condition de céder aux seigneurs la moitié de leurs terres.

Après la chute de Napoléon, la réaction de la noblesse contre les réformes prévues dans l'édit de 1811 se manifesta violemment. Sous la pression des grands propriétaires, l'Etat prussien fit un pas en arrière en publiant, le 29 mai 1816, une déclaration qui modifiait l'édit de 1811 en excluant de la régularisation certaines catégories de paysans qui cultivaient leurs petits lopins de terre en n'utilisant que leurs propres bras et ceux des membres de leur famille. L'édit de régularisation était désormais applicable seulement aux paysans qui employaient pour la mise en valeur de leurs champs, au moins un attelage.

L'ordonnance du 7 juin 1821 réglementa le rachat des corvées.

Les réformes dont nous avons parlé tout à l'heure ne concernaient pas cette partie de la Pologne prussienne qui était rattachée au Duché de Varsovie, à savoir la Poznanie.

Pour celle-ci, qui revint à la Prusse après le Congrès de Vienne, on promulgua, le 8 avril 1823, une loi qui contenait les dispositions essentielles des lois de 1811, 1816 et 1821.

Les quelques modifications qu'elle apportait étaient très favorables aux paysans et comportaient une plus grande intervention de l'Etat au cours de la régularisation.

En Poznanie, non seulement les exploitations des paysans obligés à la corvée avec un attelage étaient soumises à la régularisation, mais aussi les exploitations de petites dimensions, dont les possesseurs étaient tenus à la corvée, quel que soit leur moyen de travailler les champs. De cette façon, une partie assez considérable des paysans ayant peu de terres se trouva dans une meilleure situation que les paysans de même catégorie dans les autres provinces polonaises.

La loi de 1823 prit pour base de régularisation une indemnité réciproque. Elle prit en considération, d'une part les charges des paysans envers leurs seigneurs,

d'autre part, les obligations des seigneurs à l'égard des paysans. L'indemnité put être réalisée soit en terrains, soit en espèces, soit en blé, soit en bétail, soit enfin en travail. Ce dernier mode d'indemnisation ne pouvait être assuré que pour une durée de 24 ans.

La manière suivant laquelle la régularisation des rapports agraires devait être effectuée, fut déterminée par les seules parties en cause.

C'est seulement au cas où les seigneurs et les paysans ne pouvaient se mettre d'accord que les autorités intervenaient.

Les conventions établies soit de gré à gré, soit par l'intermédiaire de la Commission de régularisation, devaient être présentées à l'approbation de la Commission générale qui les soumettait à un examen approfondi pour vérifier si les dites conventions ne contenaient pas des clauses contraires à la loi ou à la bonne et rationnelle répartition des exploitations agricoles.

L'édit de 1823, assez favorable aux paysans, suscita, du côté des grands propriétaires, un vif mécontentement. Au point que le roi de Prusse fut, en 1836, contraint de le modifier à l'instar de la loi de 1816. Dorénavant la régularisation fut applicable aux seuls paysans assujettis à la corvée avec attelage, c'est-à-dire aux paysans ayant des exploitations de grande étendue.

C'est la révolution de 1848 qui apporta la délivrance complète de toutes les catégories de paysans. Sous l'influence de l'agitation révolutionnaire, une nouvelle législation agraire fut élaborée et la question du rachat des charges foncières fut mise de nouveau à l'étude.

Le 2 mars 1850, on promulgua trois lois portant la même date.

La première réglait les rapports entre les seigneurs et les paysans.

En vertu de cette loi, toutes les prestations et servitudes étaient rachetables. Les paysans n'étaient plus obligés de dédommager les seigneurs par l'abandon d'une partie de leurs terres. Ils payaient désormais une rente en argent.

Cette loi étaient applicable à toute espèce de tenure

paysanne : aussi bien à celles que les paysans faisaient valoir au moyen d'un attelage qu'à celles qu'ils cultivaient de leurs propres bras.

Afin de pouvoir réaliser cette réforme, la deuxième loi de 1850 intervint pour créer une institution de crédit foncier, sous forme d'une banque de rente (Rentenbank) qui prêtait les sommes destinées à payer les seigneurs.

La troisième loi du 2 mars 1850 complétait et modifiait les règlements ayant trait à l'indivision.

Toutes les réformes concernant l'affranchissement des paysans ne furent achevées que vers 1870.

En Haute-Silésie, on donna aux réformes agraires à peu près la même suite qu'en Poznanie. Mais comme la situation de la population rurale de cette province était moins favorable que celle de la Poznanie et les redevances beaucoup plus lourdes, les paysans devaient consentir au cours de la régularisation à des sacrifices très pénibles.

Le trait caractéristique des réformes accomplies dans les provinces polonaises, sous la domination prussienne, c'est la suppression des servitudes, remembrement des terres et la création d'un grand nombre d'exploitations paysannes indépendantes. A cet égard, les provinces polonaises de l'ouest se distinguent favorablement, à l'heure actuelle, des autres provinces polonaises soumises à l'Autriche ou à la Russie.

A l'issue de la régularisation, on comptait 26.471 exploitations de ce genre en Poznanie et 8.954 en Prusse occidentale.

La superficie du sol attribué en moyenne par les lois sur la régularisation à une exploitation paysanne de la catégorie dont nous parlons s'élevait en Poznanie à 55 morgs prussiens (14,3 ha. environ) et en Prusse Occidentale à 77 morgs prussiens (19,8 ha. environ). Les exploitations paysannes sont plus grandes en Prusse Occidentale qu'en Poznanie. Cela s'explique, d'une part, par le fait que les paysans possèdent, en général, de plus grands lots de terre avant l'affranchissement en Prusse Occidentale, d'autre part, et surtout, par la cession des terres faites aux propriétaires au cours de

l'affranchissement. Tandis qu'en Poznanie les paysans devaient abandonner aux seigneurs, au cours de la régularisation, à peu près 15 % de leurs terres, ils n'en ont cédé qu'environ 11 % en Prusse Occidentale.

Outre les exploitations en cause, on libéra de la corvée, en vertu de la loi du 2 mars 1850, environ 89.000 petits paysans en Poznanie et environ 32.000 en Prusse Occidentale.

Les défauts des réformés accomplies dans la Pologne sous la domination prussienne sont les suivants : d'abord les paysans devaient abandonner aux propriétaires nobles, au cours de la régularisation, une partie assez considérable de leurs champs. La propriété noble s'accrut à proprement parler de deux façons : par la reprise d'une grande partie des terres paysannes et par une indemnité due pour les biens régularisés. En outre, le nombre des petits paysans qui contractèrent des charges écrasantes pour se libérer et furent obligés de vendre leurs exploitations en partie ou en totalité aux seigneurs était très grand. Tandis que la condition des paysans mieux dotés en terre s'éleva après l'affranchissement; la situation des paysans possédant de petits lopins de terre empira sensiblement. Ils avaient acquis la liberté, il est vrai, mais ils avaient perdu une partie notable de leurs terres. L'affranchissement des paysans, dans les provinces occidentales, donna le jour à une grande armée de prolétaires agricoles qui, privés de terres et de ressources, durent travailler les champs des propriétaires nobles et quitter le sol natal pour gagner leur vie dans les pays d'outre-mer et dans les provinces allemandes de l'Ouest où l'industrie se développa très rapidement.

§ 2. — LA POLOGNE SOUS LA DOMINATION AUTRICHIENNE

La politique agraire autrichienne accusa une grande activité dans les provinces polonaises dès le premier partage et jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

En 1772, on ordonna aux seigneurs de dresser les listes des prestations paysannes, afin de mieux connaître leur volume et leur importance. On introduisit à cette époque une distinction entre les terres seigneuriales dites désormais « domaniales », et celles des paysans dites « rusticales ».

Une lettre-patente de Marie-Thérèse, du 3 juin 1775, interdit aux seigneurs d'augmenter les corvées et autres prestations.

Dès son avènement, le fils de Marie-Thérèse, Joseph II, introduisit de plus sérieuses réformes. Il supprima, en 1782, le servage absolu en le remplaçant par le servage modéré. En même temps, les corvées furent réduites très sensiblement. Certaines catégories de paysans purent désormais quitter leurs seigneurs.

Mais c'est la loi du 2 juin 1787 qui modifia surtout la répartition future de la propriété du sol.

Elle décida que les terres possédées par les paysans au 1^{er} novembre 1786 ne sauraient désormais leur être reprises par les seigneurs.

C'est là la garantie de la possession héréditaire de la terre qui se transformera, à son tour, en pleine propriété au cours de l'affranchissement.

La loi du 2 juin 1787 n'avait pourtant pas touché au régime des corvées, qui subsistait intact.

Joseph II voulut aussi l'abolir. Inspiré par les théories des physiocrates, il tenta, en 1789, une nouvelle réforme dans le but de remplacer les corvées par des redevances en argent, qui devaient être évaluées de la même façon que l'impôt foncier, c'est-à-dire en prenant pour base le revenu brut.

La noblesse s'émut et s'opposa violemment à cette réforme. Joseph II y renouça. Une lettre-patente de 1790 retira le projet de 1789. A partir de cette date, la politique agraire de l'Autriche tomba dans le marasme pendant un demi-siècle. On se bornait à préparer des enquêtes officielles. A cet état de choses s'ajouta une stagnation générale de l'agriculture. Les provinces polonaises, séparées de la République et rattachées à

l'Autriche, perdirent toutes leurs voies de communication. Le blé ne trouva plus de débouchés.

En dépit des réformes réalisées à la fin du XVIII^e siècle, la situation de la population paysanne était misérable. Les effets de ces réformes ne correspondaient pas, en effet, aux espoirs et à la confiance mis dans les prescriptions juridiques. Le pessimisme devant les résultats des réformes se révèle dans les divers comptes rendus des chefs des districts. Les terres, dans cette partie de la Pologne, étaient cultivées d'une façon extensive et arriérée.

Les progrès qui se manifestent en agriculture dans les provinces centrales et occidentales de la Pologne, par suite de la substitution du travail salarié au travail corvéable, sont loin d'être enregistrés dans les provinces méridionales attachées à l'Autriche.

La corvée jouait là un grand rôle. Les seigneurs s'efforçaient de tirer d'elle des avantages de plus en plus gros. Dans les régions occidentales de la Pologne autrichienne, à cette époque, 26 % seulement des paysans avaient une quantité de terre suffisante pour satisfaire aux besoins de leurs familles, 44 % étaient des demi-prolétaires, ayant de petits lopins de terre dispersés, 18 % des closiers et 12 % des domestiques.

Ces circonstances et les intrigues de l'Autriche qui mettait en œuvre le mot d'ordre « *divide et impera* » firent que les rapports entre les seigneurs et les paysans s'aggravèrent. Bientôt la lutte des classes éclata. Le point culminant de cette crise sociale est la jacquerie de 1846, laquelle est due en grande partie à la misère toujours croissante de la population des campagnes, à l'entêtement de la noblesse dans son opposition aux réformes radicales ainsi qu'aux intrigues du Gouvernement autrichien qui voulait dresser les paysans contre les insurgés polonais. A la suite de ces événements et de la révolution de 1848, les lettres-patentes du 17 avril 1848 et du 15 août 1849 intervinrent pour supprimer définitivement la corvée et les autres prestations.

En vertu de ces lois, les paysans furent libérés sans qu'aucune indemnité fût donnée aux seigneurs.

Mais ils durent abandonner les servitudes pastorales sur les terres des seigneurs.

On affranchit, dans cette partie de la Pologne, 545.936 paysans de toutes les catégories, selon l'état de possession de 1786.

Les réformes accomplies au cours de l'affranchissement des paysans étaient contraires à la bonne répartition des exploitations agricoles dans les provinces du Sud.

Elles étaient réalisées sous la pression des facteurs révolutionnaires et à la hâte, sans apporter de modification dans la répartition du sol, comme en Pologne prussienne, sans séparer les terres domaniales des terres paysannes, sans réunir les terres en dispersion parcellaire et enfin sans liquider la propriété commune des pâturages et des servitudes. Les effets de ces réformes se font particulièrement sentir à l'heure actuelle.

§ 3. — LA POLOGNE SOUS LA DOMINATION RUSSE

L'occupation russe, après le troisième partage (1795) de la Pologne, s'étendait sur les territoires de l'Est, le centre de la Pologne ayant échu à l'Autriche et à la Prusse.

Par le traité de Tilsit (1807), Napoléon créa le Duché de Varsovie qui comprenait tout d'abord une partie considérable de la Pologne prussienne avec la Poznanie et Varsovie comme capitale, puis, après la guerre avec l'Autriche, une partie de la Pologne autrichienne.

A la suite du traité de Vienne (1815) la Poznanie revint à la Prusse et le reste du Duché de Varsovie, surnommé le Royaume de Pologne, forma désormais, avec les territoires de l'Est, la Pologne russe.

Pour bien comprendre l'évolution du régime agraire dans cette partie de la Pologne, il nous semble opportun d'examiner tout d'abord les réformes agraires dans les provinces centrales (Royaume de Pologne) et ensuite dans les provinces orientales de la Pologne.

A. — PROVINCES CENTRALES

Le traité de Tilsit du 7 juillet 1807 créa le Duché de Varsovie. L'article V de ce traité dit que les provinces faisant partie de ce Duché « seront possédées en toute propriété et souveraineté par Sa Majesté le Roi de Saxe et régies par *des constitutions* ». Conformément à cette disposition, le « Moniteur Français » de 1807 publia le statut constitutionnel du Duché de Varsovie dont l'article IV est ainsi conçu : « L'esclavage est aboli; tous les citoyens sont égaux devant la loi; l'état des paysans est sous la protection des tribunaux. »

Le décret du roi de Saxe du 21 décembre 1807 développa les prescriptions de l'art. IV du statut. Ce décret n'est pas de mince importance pour l'évolution agraire des provinces centrales.

Il contient des lois donnant aux seigneurs la possibilité de déposséder la population rustique de ses terres.

Avant la publication de ce décret, le paysan avait un droit à la terre basé sur les coutumes. Le propriétaire ne pouvait, en principe, le déposséder lorsqu'il s'acquittait de ses obligations.

Maintenant, le paysan peut être, à tout moment, chassé par le seigneur.

Celui-ci ne tarda pas à profiter de cette possibilité. D'abord, il imposa aux paysans des conditions plus onéreuses suivies d'une menace de dépossession; ensuite, il réalisa sa menace, reprit la terre et l'exploita directement au moyen de la main-d'œuvre salariée.

Ce dernier procédé reçut une large application, surtout à partir de 1815, c'est-à-dire à partir de la constitution du Royaume de Pologne.

A cette époque, un changement profond s'opéra dans le système de la production agricole (1). On vit se développer de plus en plus la culture de la pomme de terre, l'élevage des moutons et des vaches laitières,

(1) Sous l'influence des efforts réformateurs d'Arthur Young en Angleterre et d'Albert Thaer en Allemagne.

dont le lait trouvait un débouché facile dans les villes et les centres industriels. Les progrès de l'agriculture poussèrent les seigneurs à substituer aux travailleurs corvéables des travailleurs salariés et des valets de ferme dont le travail donnait un plus grand rendement.

La corvée et son pendant, le système de l'assolement triennal, cessèrent d'être à la mode.

Les seigneurs profitèrent donc largement des dispositions du décret de 1807. Ils évincèrent de plus en plus les paysans de leurs exploitations. Parfois, les paysans, eux-mêmes, quittèrent leurs champs, ne pouvant plus supporter les charges devenues trop lourdes.

Les villages, jadis peuplés et bien bâtis, se vidaient et les seigneurs formaient de nouveaux domaines avec les terres reprises au monde villageois.

Les conséquences de cette transformation économique furent la misère et la prolétarianisation de la population des campagnes.

Sur la base de cette évolution capitaliste générale se produisirent à la fois le développement des progrès agricoles et l'appauvrissement de la population rurale.

Les différences économiques et sociales qui s'étaient déjà manifestées dans les provinces polonaises avant les partages, au début du xix^e siècle, s'accroissent considérablement sous l'influence de divers procédés relevant de la politique agraire d'une part, de l'évolution capitaliste, favorisée par cette politique, d'autre part.

A cette époque, nous sommes déjà en présence de trois types d'organisation agraire.

Le premier se fait jour sous la législation prussienne, dans la Pologne occidentale. Il se caractérise par l'agrandissement des domaines seigneuriaux aux dépens des petites exploitations paysannes et par un développement rapide du prolétariat agricole, ce qui permet aux grands propriétaires de trouver facilement des travailleurs salariés pour faire valoir leurs domaines de façon intensive.

Dans les provinces occidentales il y avait déjà, à cette

époque, environ 24 % de valets de ferme sur le total de la population paysanne.

Le deuxième type apparaît dans les provinces méridionales. Sous l'influence de la législation autrichienne à la suite de l'évolution antérieure, se forme ce qu'on appelle le demi-prolétariat, c'est-à-dire une classe composée d'un grand nombre de paysans qui possèdent de petits lopins de terre. Il y en avait, à l'époque envisagée, environ 44 % sur le total de la population paysanne de ces provinces.

Enfin, le troisième type se rencontre dans le reste du pays et surtout dans le Royaume de Pologne où l'opposition n'est pas encore très accentuée entre le prolétariat proprement dit, représenté par les domestiques et valets de ferme, et le demi-prolétariat, représenté de façon beaucoup plus importante par les petits propriétaires (1).

Au Congrès de Vienne (1815), l'Empereur Alexandre I^{er} s'engage à octroyer au Royaume de Pologne une constitution. Mais cette constitution n'apporta aucun changement dans les rapports entre les seigneurs et les paysans.

Sollicité en 1814 par l'ami du peuple, Thadée Kosciuszko, Alexandre I^{er} inspira au Gouvernement du Royaume de Pologne quelques réformes à introduire.

Mais, devant l'opposition de la noblesse, le Gouvernement se borna à supprimer, en 1817, quelques corvées dans les domaines de l'Etat et à instituer en 1820 une taxe destinée à remplacer la corvée par une redevance en argent.

On ne faisait rien pour améliorer la situation de la population paysanne dans les propriétés des seigneurs.

Thadée Kosciuszko prit de nouveau la parole. Il fit insérer dans ses volontés dernières, le 2 avril 1817, les dispositions suivantes :

Convaincu — dit-il — que le servage est contraire au droit naturel et à la prospérité des Etats, je déclare sa suppression complète, pour toujours, dans mon domaine de Siechnowicze, situé en Lithuanie,

(1) L. GRABSKI : *Histoire de la Société Agricole*, t. I, pp. 17 et suiv.

dans le département de Brest, aussi bien en mon propre nom qu'au nom des futurs possesseurs.

Je proclame donc les paysans du village appartenant au susdit domaine, libres citoyens du pays et pleins propriétaires des terres qu'ils ont jusqu'ici possédées. Je les libère de toutes les prestations, redevances et servitudes personnelles auxquelles ils étaient jusqu'à présent astreints.

A l'instar de Kosciuszko, quelques nobles esprits comme Staszic, supprimèrent la corvée dans leurs domaines. Mais ce sont là des cas très exceptionnels.

Pendant l'insurrection polonaise de 1830, le Gouvernement national élaborait un projet de vastes réformes dans les domaines de l'Etat. Après un examen approfondi au sein de la Commission, on soumit ce projet à la Diète. Mais celle-ci ne s'intéressait pas sérieusement à la question agraire; elle l'envisageait plutôt au point de vue politique comme un moyen de propagande en faveur de la cause nationale parmi les paysans.

L'insurrection étouffée, la Diète fut supprimée et le projet oublié. Après 1830, l'évolution capitaliste et les transformations agraires se poursuivirent avec une rapidité extraordinaire.

La dépossession des terres continua et provoqua la misère de la population paysanne.

A la même époque, les émigrés polonais en France sans distinction de convictions politiques se préoccupèrent réellement de la question paysanne. C'est à ce moment que naquit la grande idée de fonder la Pologne sur le Peuple. A partir de ce moment, cette idée se trouve dans toutes les luttes pour l'indépendance, dans la littérature et dans la poésie.

Ce *leitmotiv* ne devait pas être négligé après la restauration de la Pologne et tout particulièrement lors des débats sur les réformes agraires que nous étudions dans la deuxième partie.

Après l'insurrection de 1830 les domaines de ceux qui y avaient pris part furent confisqués. La loi du 16 octobre 1835 créa, avec 30 domaines confisqués, les premiers majorats pour dignitaires russes. Cette loi obligeait ceux-ci à régler la situation de leurs paysans au plus tard dans les six années suivantes.

Entre 1841 et 1846, on dota de terres les paysans des domaines de l'Etat. Le besoin de réformes semblables se fit sentir dans les domaines privés.

C'est l'ukase du 7 juin 1846 qui intervint pour protéger les paysans contre les abus du décret de 1807.

Cette loi eut une grande portée pour l'avenir des rapports agraires dans les provinces centrales. Elle servit de base à la dotation en terres des paysans et à la répartition future des exploitations agricoles paysannes.

En vertu de l'ukase de 1846 les agriculteurs habitant les bourgs et les villages et cultivant au moins trois morgs (1) polonais de terres étaient en droit, s'ils accomplissaient leurs devoirs, de posséder leurs champs. Dorénavant, les seigneurs ne pouvaient arbitrairement ni les déposséder, ni diminuer leurs terres, ni augmenter leurs prestations. Les paysans étaient libres de quitter leurs exploitations s'ils le jugeaient à-propos. Dans ce cas-là, les propriétaires ne pouvaient pas adjoindre la terre désertée à leurs domaines, mais ils devaient la faire cultiver par d'autres paysans.

Les prestations qui n'avaient pas un titre légal devaient être supprimées. La loi prévoyait aussi une juridiction spéciale pour trancher les conflits entre paysans et propriétaires.

En même temps que l'ukase, fut publiée une décision du Conseil d'Administration du Royaume de Pologne supprimant 121 petites prestations mal définies ou affiliées aux prestations sans titre légal.

Cette décision ordonnait aux propriétaires d'inscrire dans les registres de prestations les paysans possédant des exploitations d'une étendue supérieure à 3 morgs. Ces registres devaient contenir et bien préciser l'étendue de terres cultivables de chaque paysan, le nombre de servitudes dont il profitait ainsi que les corvées et différentes prestations auxquelles il était astreint.

Les données ainsi recueillies et comparées avec les statistiques ont démontré que sur 2.972.000 paysans, il

(1) 1 morg polonais = 56 ares.

y en avait 1.804.000 qui possédaient en 1846 de plus ou moins grands lopins de terre et qu'il y en avait 1.168.000 qui en étaient complètement dépourvus. Voilà les résultats de l'évolution capitaliste de 1807 à 1846 tendant à une prolétarianisation de la population rurale.

Parmi les paysans dotés de terres, il faut distinguer deux catégories : ceux dont les exploitations dépassaient 3 morgs et ceux possédant une étendue de terres inférieure à 3 morgs. Le nombre des exploitations de la première catégorie s'élevait en 1845 à 233.578 et le nombre de celles de la deuxième catégorie atteignait 36.920 (1).

Dans les provinces centrales, à la veille de l'affranchissement, le régime agraire se caractérise d'une part par un très petit nombre d'exploitations au-dessous de 3 morgs, exploitations dont le nombre va en diminuant et passe de 36.920, en 1846, à 26.166 en 1859 et d'autre part, par une population rurale sans terres importantes, dont le chiffre s'élève, en 1859, à 36 % de la population totale des campagnes.

Nous allons voir dans un instant quelles sont les modifications apportées à ce régime par l'affranchissement.

A la suite de l'insurrection polonaise du 22 janvier 1863, le Gouvernement National publia deux décrets sur l'affranchissement.

L'un de ces décrets prévoyait que tous les paysans devaient acquérir la pleine propriété des terres qu'ils cultivaient sans aucune indemnité. Les propriétaires seraient remboursés sur les fonds nationaux.

Le deuxième décret attribuait à chaque paysan sans terres qui combattrait l'ennemi trois morgs de terre des domaines de l'Etat.

Le Gouvernement russe, pour étouffer l'insurrection, a publié de son côté, le 2 mars 1864, des ukases sur l'affranchissement.

Ces ukases, complétés par plusieurs lois du Comité

(1) L. GRABRBI, *op. cit.*, pp. 17 et suiv.

de Régularisation publiées entre 1864 et 1866 avaient trait également à l'organisation autonome des paysans.

En vertu des ukases de 1864, les paysans furent reconnus propriétaires des terres qu'ils possédaient.

Ils étaient obligés de payer au fisc un impôt foncier correspondant à l'équivalence des terres acquises. Cet impôt était aussi considéré comme l'équivalent des prestations dues autrefois aux propriétaires.

Ceux-ci étaient donc indemnisés au moyen de cet impôt.

Passons maintenant à l'examen des catégories de paysans dotés de terres, en vertu des ukases de 1864.

Dans les domaines de l'Etat, ils sont au nombre de 121.555, dans les propriétés des villes au nombre de 85.251 et dans les domaines privés au nombre de 220.943.

Les ukases de 1864 ne se sont pas bornés à doter de la pleine propriété les catégories des paysans que nous avons passées en revue tout à l'heure.

Pour s'attirer les sympathies de la population des campagnes, le Gouvernement russe a étendu les dispositions des ukases à toute la population rurale, même aux paysans sans terres dont le nombre s'était accru jusqu'à atteindre 36 % de la population totale des villages.

Pour satisfaire ce prolétariat agricole composé de valets de ferme, de closiers, de journaliers, etc..., les ukases ont créé environ 200.000 exploitations nouvelles.

L'étendue des exploitations créées de la sorte était très petite et inférieure à 6,7 morgs chacune.

La plupart des exploitations nouvellement créées se distinguaient des anciennes exploitations paysannes par la moins grande fertilité des terres; celles-ci étant souvent stériles ou en jachères.

Toutes ces réformes furent réalisées sans souci de la séparation des terres de la petite et de la grande propriété, sans remembrement des terres en dispersion parcellaire, sans liquidation des servitudes et terres en possession commune.

On évita de s'occuper de ce qui constituait et consti-

tue encore à l'heure actuelle un grand défaut de la structure agraire.

B. — PROVINCES ORIENTALES

Les provinces de l'Est échurent à la Russie à la suite des trois premiers partages de 1772, 1793 et 1795 et la région de Biaystok à la suite du traité de Tilsit (1807).

Dans ces provinces, les rapports agraires se développèrent désormais sous l'empire des lois russes. Les paysans russes, véritables esclaves, avaient subi en 1775, un ukase de Catherine II qui permettait de les vendre comme de simples marchandises. Ainsi la situation de la population rurale des provinces polonaises s'aggrava considérablement à la suite des partages.

Mais les poussées révolutionnaires et les réformes accomplies dans les pays de l'Europe occidentale portèrent des fruits même en Russie. En 1803, une loi fut édictée autorisant les propriétaires à accorder, s'ils le voulaient, la liberté aux paysans. En 1818, on réduisit le nombre des jours corvéables.

Les propriétaires polonais les plus éclairés de ces provinces se préoccupaient vivement du sort de la population paysanne et demandaient au tsar l'affranchissement du peuple des campagnes.

Les prestations des paysans dans les provinces polonaises étaient en général inscrites dans des inventaires datant de temps immémoriaux, tout particulièrement dans les domaines de l'Etat.

Cette coutume, très favorable aux paysans, inspira en 1844 au Gouvernement russe l'idée de dresser des inventaires semblables à titre obligatoire dans tous les domaines.

Des Comités spéciaux furent créés qui avaient pour objet de vérifier et d'unifier les inventaires, surtout dans les domaines privés. La loi prétendait protéger ainsi le peuple contre l'augmentation excessive des prestations. Dans les provinces polonaises du Nord, comprenant les Gouvernements de Wilno, Grodno, Kowno, Minsk et Witebsk, les inventaires furent approuvés pro-

visoirement, entre 1845 et 1847, par les Gouverneurs, pour 6 mois. Dans les provinces polonaises du Sud-Est, comprenant les Gouvernements de Podolie, de Wołyń et de Kief, on édicta, le 29 décembre 1848, des lois spéciales qui prévoyaient les mesures à prendre pour dresser les inventaires. Ces inventaires devaient constater et légaliser le volume des prestations paysannes et l'étendue des terres que les paysans cultivaient. Ils devaient, en outre, établir l'étendue des terrains faisant l'objet de possession individuelle. A cette fin, les paysans étaient répartis en quatre catégories : 1° ceux qui étaient astreints à la corvée avec attelage; 2° ceux qui possédaient de petits lopins de terre et devaient la corvée sans attelage; 3° les paysans n'ayant que de petits terrains autour de leurs maisons, et enfin 4° les paysans sans terre.

Dès l'avènement du tsar Alexandre II, la noblesse polonaise des Gouvernements de Wilno, Kowno et Grodno prit l'initiative de lui soumettre un projet sur l'affranchissement des paysans dans tout le pays. Le tsar fut très favorable à ce projet et remercia la noblesse polonaise de l'exemple qu'elle donnait à toute la Russie.

A la suite de cette initiative, l'élaboration du projet de réformes fut confié à une Commission nommée par Alexandre II et composée de Nicolas Milioutine, du prince Tcherkasky et de Georges Samarine. Mais le véritable auteur et inspirateur du manifeste publié le 19 février 1861 et décidant l'affranchissement des paysans fut Milioutine.

Ainsi, en vertu de l'ukase du 18 juin 1866, les paysans des domaines de l'Etat furent émancipés et dotés de terres; en vertu des ukases du 20 juin 1858 et du 25 août 1859, ce fut le tour des paysans des apanages; enfin le manifeste du 19 février 1861 prit la même mesure pour les serfs des seigneurs.

Les prescriptions de détail furent précisées par des lois successives. Pour les paysans des seigneurs, elles furent publiées dans les lois dites locales.

En vertu du manifeste de 1861, les paysans avaient droit à la possession héréditaire de certaines terres, qui

correspondaient en qualité et en étendue à leur jouissance actuelle; de même, ils avaient le droit de racheter les terres dont ils étaient dotés. Les paysans devenaient propriétaires après la conclusion d'un contrat passé avec leurs seigneurs (1).

Pour régler les détails des réformes dans les provinces polonaises, on publia les lois dites locales : l'une relative aux Gouvernements du Sud (Kief, Podolie et Wohynie), l'autre visant les Gouvernements du Nord (Wilno, Grodno, Kowno et une partie de Witebsk).

En vertu de la première loi, les paysans acquéraient la possession héréditaire de toutes les terres qui étaient énumérées dans les inventaires de 1848. Toutes les terres reprises par les seigneurs entre 1848 et 1861 devaient être restituées. La loi locale légalisait l'état de choses défini dans les inventaires.

Les terres que les familles paysannes possédaient en jouissance individuelle devenaient désormais leur propriété individuelle. Elles pouvaient être transmises aux héritiers par voie de succession; et les terres dont la jouissance avait appartenu jusqu'ici à la commune devaient rester à la disposition de la commune. La commune pouvait à son gré doter de ses terres les paysans sans terre.

En vertu de la deuxième loi relative aux régions du Nord, on attribuait aux paysans la part qu'ils cultivaient. Ils reçurent là des lots plus grands qu'ailleurs, chaque famille détenait en moyenne 14 déciatines (2) au lieu de 12 antérieurement possédées, soit une augmentation de 24 %, tandis que dans les régions du Sud la moyenne du lot atteignait 8 déciatines au lieu de 6 à 7 avant l'affranchissement.

A la suite de l'Insurrection polonaise (1863) le rachat des redevances qui était auparavant facultatif pour les provinces polonaises devint obligatoire à partir des lois du 1^{er} mars 1863 pour les régions du Nord et du 30 juil-

(1) J. LESCURE : *Les origines de la Révolution russe*, pp. 104 et suiv.

1 déciatine = 1,09 hectares.

let et 2 novembre de cette année pour les régions du Sud.

Dans les provinces polonaises de l'Est nous avons vu tout à l'heure que le servage subsista jusqu'en 1861. Ce fait permit aux paysans de conserver des exploitations assez grandes. L'évolution capitaliste qui a dépossédé tant de paysans dans les provinces polonaises du Centre n'a exercé aucune influence sur les provinces orientales. L'émancipation y était suivie d'une dotation immédiate en terre.

Néanmoins, les réformes agraires accomplies dans les provinces polonaises de l'Est n'ont point touché aux servitudes, à la dispersion parcellaire et à la propriété commune.

DEUXIÈME PARTIE

Les Différents Aspects des Problèmes Agraires en Pologne

CHAPITRE PREMIER

LES DÉFAUTS DE LA STRUCTURE AGRAIRE ET DE LA PRODUCTION AGRICOLE

§ 1. — CHANGEMENTS SURVENUS DANS LA REPAR- TITION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE A LA FIN DU XIX^e ET AU COMMENCEMENT DU XX^e SIÈCLE.

Généralités

Dans l'intervalle de temps compris entre l'affranchissement des paysans et la restauration de l'Etat polonais, un changement s'opéra dans toutes les provinces polonaises dans le sens de la diminution de la grande propriété foncière et de l'agrandissement de la petite propriété.

C'est le morcellement de la grande propriété, avec ou sans l'intervention de l'Etat, qui a le plus contribué à la diminution de la superficie agricole des grandes exploitations.

Parmi les causes qui ont favorisé ce morcellement, il faut signaler en premier lieu le grand accroissement de la population paysanne au cours de la période envisagée.

La deuxième cause est le lent développement des villes et l'absence presque complète de l'industrie dans la plupart des provinces polonaises. Or, la population rurale, à la suite de son accroissement, n'avait pas de

débouchés suffisants. L'agriculture restait la seule branche d'activité qui donnât au peuple des campagnes les maigres moyens de vivre au jour le jour. La terre devint, par la force même des choses, l'objet unique des préoccupations du pauvre paysan polonais. La soif de la terre le poussait à payer des prix supérieurs à la valeur réelle du lot acheté. Bref, la demande atteignait son degré le plus élevé.

En était-il de même dans le domaine de l'offre? La réponse affirmative à cette question se dégage de la troisième cause du morcellement que nous abordons maintenant.

Ce sont les crises agricoles qui ont obligé les grands propriétaires à vendre certaines parties de leurs domaines pour parer aux difficultés momentanées ou permanentes.

Voilà les causes naturelles pour ainsi dire, économiques et sociales pour la plupart, qui ont nécessité le morcellement de la grande propriété.

Il y en avait d'autres relevant du domaine de la politique des Gouvernements respectifs qui sont intervenus dans les rapports agraires et ont favorisé, sinon imposé, le morcellement des domaines.

Appartiennent à cette catégorie les mesures entreprises par le Gouvernement prussien visant la germanisation des provinces polonaises par voie de colonisation intérieure, les procédés du Gouvernement russe qui facilita le morcellement de la grande propriété au moyen de crédits accordés aux paysans.

Nos observations préliminaires sur les changements dans la répartition de la propriété du sol ne seraient pas complètes si nous nous bornions à mentionner la diminution de la superficie de la grande propriété et l'agrandissement de l'étendue de la petite.

Il faut signaler encore un fait très important qui a aggravé et compliqué la question agraire en Pologne. C'est le morcellement de la petite propriété. En même temps que la petite propriété foncière augmentait sa base d'exploitation aux dépens des domaines, elle se morcelait elle-même. Le surpeuplement agricole avait

une influence décisive sur les partages successoriaux des exploitations paysannes, surtout dans les provinces méridionales, où il n'y avait, depuis 1868, aucune entrave à la liberté de tester et dans les provinces centrales où la loi n'interdisait les partages des terres paysannes qu'au-dessous de 3 hectares 36 ares.

1. — *Provinces occidentales*

Les années qui suivirent l'affranchissement et surtout la période de 1860 à 1885, furent très difficiles pour la population paysanne. Les conditions très onéreuses de l'affranchissement, les impôts très lourds, le crédit hypothécaire extrêmement cher, tout cela a grandement contribué à décourager le petit paysan, serf hier encore. En outre, le niveau de l'instruction étant encore assez bas ne permettait guère à celui-ci de se débrouiller et d'intensifier la culture de ses champs.

Dans ces conditions, il lui était difficile de joindre les deux bouts. Par conséquent, il s'endettait de plus en plus. Enfin, il devait vendre certaines parties de son patrimoine pour faire face à ses besoins d'argent. Dans cette pénible période, les petits propriétaires vendirent de la sorte environ 50.000 hectares de terre aux grands propriétaires.

Comme le nombre de la population paysanne avait rapidement augmenté, les partages des petites exploitations se multipliaient de plus en plus. Pour cette cause, le chiffre des exploitations parcellaires s'accroissait, la misère pénétrait dans les chaumières.

Les faits dont nous parlons ont provoqué un véritable exode de la population rurale vers les pays d'outre-mer, puis vers les provinces occidentales de l'Empire allemand.

Toutes les tentatives polonaises faites pour encourager ou créer une industrie dans les provinces de Poznan et de Poméranie se heurtaient à la politique de l'Allemagne qui considérait les provinces polonaises comme un débouché pour ses produits industriels, et une source inépuisable de ravitaillement à bon marché pour ses

viles, ses centres industriels et miniers ainsi que pour ses troupes (1).

Bref, le développement agricole, dans l'époque qui suivit l'affranchissement des paysans, fut nuisible à la petite propriété. La meilleure preuve en est que le prix de l'hectare des terres paysannes est plus bas que celui de l'hectare des terres de la grande propriété. Vers l'année 1885, l'étendue des terres appartenant à la grande propriété était supérieure de 20 % à celle de la petite.

Mais à partir de cette date, les paysans prirent le dessus. L'exode de la population rurale à l'étranger priva les grands domaines de la main-d'œuvre à bon marché; la baisse des prix du blé et la hausse des prix des produits d'élevage favorisèrent le développement et le redressement rapide de la propriété paysanne. De plus, à la fin de cette époque, nous sommes en présence d'une puissante intervention de l'Etat prussien qui, sous prétexte de politique agraire, s'efforce d'atteindre des buts purement politiques. Ce sont donc les facteurs les plus importants de changement dans la répartition de la propriété du sol et dans le sens de l'augmentation de la superficie de la petite propriété. En même temps que ce changement à l'intérieur de la petite propriété se produisit, un agrandissement du nombre des exploita-

(1) M. le vicomte de Guichen, dans son rapport intitulé : « La Pologne au point de vue diplomatique et économique dans le passé et le présent », rapport présenté à la séance de l'Académie des Sciences Morales et Politiques du 24 janvier 1920, démontre que « ce n'est pas seulement au point de vue politique que la Prusse sentait l'urgente nécessité de s'opposer, ne serait-ce qu'à une apparence de reconstitution de la Pologne. » Le problème purement économique ne la préoccupait pas moins. « La reconstitution d'une Pologne intégrale et indépendante ne sera pas moins funeste à l'agriculture allemande. Disons même que cette légitime reconstitution porte à la Prusse, économiquement et au point de vue alimentaire surtout, un coup tel, qu'elle peut l'empêcher pendant des générations de renouveler l'essai d'une guerre. Au cours du grand conflit, en effet, une partie notable du ravitaillement alimentaire allemand et surtout prussien lui est venu des provinces polonaises. La Pologne prussienne constituait, en effet, pour toute la Prusse, un véritable grenier à blé. »

tions indépendantes et moyennes de 2 à 20 hectares. Cette catégorie de la propriété paysanne augmenta rapidement aux dépens des propriétés au-dessus de 100 à 200 hectares. Les puissants organes de l'Etat prussien, aussi bien que les Associations polonaise de morcellement se préoccupaient tout particulièrement de la formation des exploitations paysannes moyennes.

Les tableaux (1) présentés ci-dessous nous permettent de mieux saisir l'importance du changement qui contribua à l'amélioration incontestable de la structure agraire dans les provinces polonaises de l'Ouest, malgré le danger de germanisation qu'il a amené.

Sur 100 hectares de superficie, les catégories des exploitations ci-dessous mentionnées occupaient :

1882

Provinces	au-des- sous de 2 ha	de 2 à 5 ha	de 5 à 20 ha	de 20 à 50 ha	de 50 à 100 ha	de 100 à 200 ha	au des- sus de 200 ha
Prusse occiden- tale.	2,5	3,1	14,0	19,9	13,4	9,5	37,6
Poméranie.	2,8	3,5	13,5	15,7	7,1	5,3	52,1
Posnanie.	2,4	3,3	14,1	14,4	5,4	5,2	50,2
Silésie.	5,0	11,0	26,9	18,2	4,5	6,0	28,4

1895

Provinces	au-des- sous de 2 ha	de 2 à 5 ha	de 5 à 20 ha	de 20 à 50 ha	de 50 à 100 ha	de 100 à 200 ha	au des- sus de 200 ha
Prusse occiden- tale.	2,8	3,6	17,2	19,9	12,8	9,1	34,6
Poméranie.	3,0	3,4	15,7	15,8	7,0	5,1	50,0
Posnanie.	2,8	3,7	20,8	15,1	5,4	5,1	47,1
Silésie.	4,6	10,8	24,1	17,1	4,5	5,9	28,0

Les provinces de la Prusse Occidentale et de la Posnanie attirent notre attention tout particulièrement. C'est là que se donna l'assaut de la Commission Prus-

(1) D'après « Statistisches Jahrbuch für den preussischen Staat » de 1913, p. 107.

sienne de Colonisation créée en 1886. Là aussi, le morcellement de la grande propriété par les associations polonaises prit une envergure extrêmement grande.

Tandis qu'en 1882, les exploitations paysannes de 2 à 20 hectares n'occupaient que 17,1 pour 100 hectares de la superficie, en Prusse Occidentale, et 22,4 pour 100 hectares en Posnanie, elles occupaient en 1895, 20,8 pour 100 hectares dans la première province et 24,5 dans la deuxième. En 1907, ces chiffres sont passés à 27,8 pour 100 hectares dans le premier cas, et à 31,7 dans le second. La superficie de la grande propriété se rétrécit considérablement. L'évolution dans ce sens fut assez lente en Silésie où il y avait beaucoup de grandes propriétés sous forme de fidéicomis.

Ce mouvement agraire est dû, nous l'avons dit, aux causes naturelles et plus encore aux conditions artificielles créées par la politique générale allemande, visant la germanisation des provinces polonaises. Les desseins de cette politique du « Drang nach Osten » sont trop évidents. « In dem wirtschaftlichen Erstarken der Polen lag fortan die Hauptgefahr — dit M. Laubert (1) — Sie zu erkennen bedurfte es des Genius eines Bismarck ».

On s'efforce donc, par des mesures économiques, d'aboutir à des fins politiques. Il s'agit, d'une part, de former les nouveaux noyaux allemands composés de colonies de petits propriétaires, placés au milieu des exploitations agricoles polonaises; d'autre part, de conserver et de consolider les grandes propriétés allemandes qui passaient jusqu'ici trop souvent aux mains des paysans polonais.

La grande époque de la germanisation du sol polonais commença le 26 avril 1886, avec le vote de la loi concernant l'encouragement de la colonisation allemande dans les provinces de la Prusse Occidentale et de Poznan (Gesetz, betreffend die Beförderung deutscher Ansiedelungen in den Provinzen Westpreussen und

(1) « Die preussische Polenpolitik von 1772-1914 », p. 121. Preussische Verlagsanstalt g. m. 6.5, Berlin.

Posen). La loi ordonnait également la création de l'Ansiedelungskommission; elle mettait à sa disposition 100 millions de marks.

L'Ansiedelungskommission avait pour objet d'acheter les grandes propriétés polonaises en premier lieu, les grands domaines allemands seulement au cas où il y aurait danger de les voir passer aux Polonais. Les terres ainsi acquises devaient être morcelées entre les paysans et les ouvriers allemands, de façon à établir autant que possible des agglomérations allemandes sous forme de communes entières avec des écoles, des églises, etc...

La loi prévoyait tantôt le fermage des exploitations, tantôt l'acquisition en pleine propriété contre le paiement du prix de vente au comptant ou en annuités amortissables.

Les fonds de colonisation fixés en 1886 à 100 millions, furent augmentés en 1898 de 100 millions, en 1902 de 150, en 1908 de 275 et en 1913 de 230 millions, c'est-à-dire que, en 1913, ces fonds atteignaient une somme de 955 millions de marks.

L'Ansiedelungskommission avait acquis jusqu'en 1915, dans les deux provinces polonaises, environ 454.000 hectares. Sur ces terrains acquis, la Commission de Colonisation avait organisé et cédé aux colons, fin 1915, environ 22.000 exploitations.

En outre, on a cédé environ 32.000 hectares, à titre de donations, aux communes, églises et écoles; environ 53.000 hectares sont passés aux domaines et forêts de l'Etat et enfin 103 familles d'ouvriers ont reçu des maisons avec jardins.

Autant la loi du 26 avril 1886 contenait de desseins purement politiques consistant en « Staerkung des Deutschtums » contre soi-disant, « polonisierende Bestrebungen », autant les lois du 27 juin 1890 et du 7 juillet 1891 portant les dispositions concernant les biens de rente (Rentengüter), avaient un but économique, tout au moins dans les premières années de leur application; elles visaient à la création de petites et moyennes

exploitations paysannes par voie de morcellement des domaines.

Les Commissions générales et les Banques de rente (Rentenbanken) qui existaient depuis l'affranchissement des paysans, assumaient maintenant la mise en exécution des lois sur les biens de rente.

Dans la période de 1891 à 1895, les Commissions générales aidaient efficacement non seulement les simples particuliers acheteurs de terres, mais aussi les Coopératives et les Banques polonaises de morcellement. A partir de cette époque, les Commissions générales changèrent de conduite vis-à-vis des Polonais et de la colonisation. On n'établissait les Polonais que dans le cas où il n'y avait aucun danger pour le « Deutschtum ».

Entre 1891 et 1906 on créa dans les deux provinces polonaises 4.699 biens de rente, dont 2.767 polonais et 1.932 allemands, d'une étendue totale de 55.361 hectares. Parmi les biens de rente ainsi créés, il y en avait 218 au-dessous de 2 hectares $1/2$, 768 de 2 hectares $1/2$ à 5 hectares, 1.655 de 5 à 10 hectares, 1.626 de 10 à 25, et 432 au-dessus de 25 hectares.

Les Polonais acheteurs des biens de rente étaient déjà en majeure partie des propriétaires d'exploitations au-dessous de 2 ha. dont le nombre, à cette époque, atteignait un chiffre de 225.000. A la fin du xix^e siècle, ils laissaient leurs petits lopins aux soins de leurs femmes et de leurs enfants et ils s'en allaient eux-mêmes à l'étranger pour gagner de l'argent. En poussant les économies jusqu'à l'extrême, ils revenaient enrichis au bout de quelque temps et capables d'acheter un lot de terre pour augmenter leur patrimoine trop exigü. En effet, pour un paysan polonais il n'y a qu'un but dans la vie, c'est de posséder à tout prix et en pleine propriété une exploitation agricole. Pour cette raison, les paysans polonais savaient triompher, au bout de quelques années, des paysans allemands qui commençaient à vendre aux premiers leurs exploitations.

Pour enrayer les progrès des Polonais dans le domaine du morcellement, le Gouvernement prussien dut

publier, en 1904, une loi tout à fait spéciale, dite d'établissement.

Désormais, les Polonais qui voulaient construire une habitation sur les terres achetées, devaient se munir d'un certificat délivré par les autorités de la région et attestant que la construction de la maison et d'autres bâtiments n'était pas contraire à la loi du 26 avril 1886 ayant pour but la « Staerkung des Deutschtums gegen poloniesierende Bestrebungen ».

D'autre part, pour consolider la petite et la grande propriété allemande, on créa à Poznan une banque, dite Caisse allemande pour les classes moyennes (Deutsche Mittelstandkasse) et une banque allemande des paysans à Dantzig (Deutsche Bauernbank). Les propriétaires d'exploitations endettées s'engageaient, contre des prêts très avantageux les libérant de leurs dettes, à reconnaître en faveur de ces institutions de crédit le droit de préemption en cas de vente.

La protection de la grande propriété allemande par tous les moyens possibles et la formation de grands fidéicommiss allemands était en flagrante contradiction avec les mesures soi-disant économiques tendant à morceler la grande propriété.

En 1899, il n'y avait en Posnanie que 43 fidéicommiss, en 1912, il y en avait déjà 76. En Prusse Occidentale, le nombre des fidéicommiss était passé de 21 en 1899 à 35 en 1912. En Haute-Silésie, on faisait les mêmes observations. Les fidéicommiss à eux seuls, y occupaient en 1912 environ 22 % de la superficie totale. Ce sont de grands domaines dont la moitié était d'une étendue au-dessus de 10.000 hectares chacun (1).

A côté de ces énormes latifundia, nous voyons en Haute-Silésie un grand nombre d'exploitations parcellaires.

Comme le Gouvernement prussien trouvait les plus grandes difficultés à acheter les terres polonaises, il essaya d'appliquer le moyen le plus efficace, à savoir l'expropriation. En 1908, on publia une loi en vertu de

(1) *Encyclopédie polonaise*, pp. 55-81, 1919.

laquelle l'Etat avait droit d'acquérir certains terrains, par voie d'expropriation, jusqu'à concurrence de 70.000 hectares dans les arrondissements où le maintien de l'élément allemand ne pouvait être assuré qu'en consolidant et arrondissant la propriété allemande par la création de colonies.

Voilà les procédés de la politique prusienne pour la germanisation des provinces polonaises par voie de formation de la petite et moyenne propriété allemande et de consolidation des domaines allemands. Les institutions d'attaque, telles que la Commission de Colonisation, les Commissions Générales et les banques allemandes aussi bien que les organisations de défense comme les Sociétés et Banques polonaises de morcellement contribuèrent à la diminution de la grande propriété. Grâce à cette évolution, la structure agraire, dans les provinces polonaises de l'Ouest, changea sensiblement dans le sens de la démocratisation de la propriété foncière et de la formation d'exploitations paysannes moyennes.

2. — *Provinces Centrales*

Les conditions de l'affranchissement étaient plus favorables aux paysans dans les provinces centrales que dans les provinces de l'Ouest et du Sud. Ceux-ci avaient reçu plus de terres qu'ils n'en avaient à la veille de la réforme. De plus, les paysans corvéables avaient tiré tous les profits provenant de la conservation des servitudes. Il n'y avait rien de semblable dans les provinces occidentales et méridionales de la Pologne. Dans les premières, les paysans devaient céder non seulement une partie des terres qu'ils cultivaient, mais aussi contracter des charges très onéreuses, ce qui les obligea, au lendemain de l'affranchissement, de vendre aux grands propriétaires environ 45.000 hectares de leurs terres.

Dans les provinces méridionales, les paysans reçurent sans doute les terres qu'ils cultivaient au moment de l'affranchissement, mais sans aucune indemnité, ils perdirent les servitudes pastorales et les servitudes forestières contre une maigre indemnité en argent.

D'autre part, la situation économique de la Pologne russe était toute différente de celle de la Pologne prussienne et de celle de la Pologne autrichienne.

Ces deux dernières étaient incorporées à des organismes économiques puissants et plus développés que celui de l'ancienne Pologne. C'est pourquoi leur rôle était de servir de débouché, de Hinterland pour ainsi dire, à la production des industries allemandes et autrichiennes. Les provinces centrales étaient annexées à la Russie, dont l'extension économique était inférieure à celle de l'ancienne Pologne. Aussi ces provinces jouissaient-elles de conditions très favorables au développement économique et tout particulièrement industriel.

Pour cette raison, les villes dont le nombre allait croissant, les centres industriels et les bassins miniers absorbaient la population rurale manquant de terres, ce qui permettait d'améliorer les conditions de vie de cette population. En même temps, les villes et les centres industriels servaient de débouchés aux produits de l'agriculture et de l'élevage.

La petite propriété sut tirer des avantages appréciables de cette situation; ses capacités d'achat augmentèrent.

La grande propriété éprouva en même temps des difficultés de plus en plus grandes dans son développement. Parmi ces difficultés, il faut signaler la concurrence des blés russes, qui jouissaient de tarifs différentiels de transport; l'établissement par l'Allemagne de droits de douane très élevés sur les blés de provenance russe et polonaise et enfin la crise agricole qui sévit de 1880 à 1890. A côté de ces malaises de nature extérieure, la grande propriété en ressentait d'autres d'origine intérieure qui étaient : l'état déplorable des moyens de transport, le manque d'institutions et de Sociétés agricoles capables de faciliter le commerce des céréales. Dans ces conditions, l'agriculture rapportait de moins en moins, les prix du blé baissaient, les grands propriétaires s'endettaient. Un seul moyen restait à la disposition des grands propriétaires : la vente de leurs domai-

nes. Voilà les facteurs qui contribuèrent au morcellement de la grande propriété et à l'agrandissement de la petite.

L'accroissement considérable de la population augmentait chez les paysans le désir de posséder des terres. Les transactions se multiplièrent.

A ces faits, il faut ajouter encore l'activité de la Banque des Paysans et la liquidation des servitudes. Les chiffres que nous allons citer nous permettront de mieux apprécier l'importance des changements survenus dans la répartition de la propriété du sol.

Au lendemain de l'affranchissement des paysans, vers 1870, les exploitations paysannes occupaient 4.545.604 ha.; en 1909, ce nombre passa à 6.014.985 hectares. Ainsi l'étendue des terres paysannes avait augmenté d'un million et demi d'hectares. Il faut distinguer dans ce chiffre 1.002.660 hectares achetés directement, entre 1870 et 1904, par les paysans aux grands propriétaires; 132.484 hectares achetés entre 1904 et 1909 avec le concours de la Banque des Paysans, enfin les terres soit acquises par les paysans à titre d'indemnité au cours de la liquidation des servitudes, soit achetées par les paysans entre 1904 et 1909 sans le concours de la Banque des Paysans.

En outre, vers 1873, à peu près 130.118 et en 1909, 324.155 hectares appartenaient aux habitants des bourgs; la petite noblesse possédait 394.236 hectares en 1873 et 741.799 hectares en 1909. C'est pour présenter un tableau d'ensemble de la petite propriété, vers 1870, que nous ajoutons à la propriété paysanne d'une étendue de 4.545.604 hectares, celle des habitants des bourgs et celle de la petite noblesse. De cette façon, nous aurons au total 5.069.958 hectares appartenant à la petite propriété. Ce chiffre s'éleva en 1909 à 7.080.939 hectares avec une augmentation de 2.010.981 hectares de 1870 à 1909. Les terres provenant du morcellement de la grande propriété représentent à elles seules 1.445.586 hectares; les terres échues à la petite propriété, à la

suite de la liquidation des servitudes, s'élèvent à 565.395 hectares (1).

En même temps que le morcellement de la grande propriété, une transformation se produisit au sein de la petite propriété.

Le nombre des grandes exploitations paysannes diminua et celui des petites exploitations augmenta.

Le tableau que nous donnons ci-dessous fera mieux ressortir cette évolution de la petite propriété foncière.

Année	Total des exploitations paysannes	Exploitations au-dessous de 1 ha 1/2	Exploitations de 1 ha 1/2 à 7 ha 1/2	Exploitations paysannes au-dessus de 7 ha 1/2
1870. . .	592.817	129.197	240.922	222.698
	100 %	21,8 %	40,6 %	37,6 %
1904. . .	778.445	126.295	506.592	145.588
	100 %	16,2 %	65,1 %	18,7 %

Vers l'année 1870, il y avait dans les provinces centrales, ou plus précisément dans le Royaume du Congrès, 592.817 exploitations paysannes d'une étendue moyenne de 8,5 ha. chacune. Parmi ces exploitations, il y en avait 21,8 % au-dessous de 1 ha. 1/2, 40,6 % de 1 ha. 1/2 à 7 ha. 1/2 et 37,6 % au-dessus de 7 ha 1/2. Dans la période de 1870 à 1904 s'effectua un changement très important.

Le nombre total des exploitations s'élevait, en 1904, à 778.445, avec une augmentation de 185.628. Le nombre des exploitations de 1 ha. 1/2 à 7 ha. 1/2 fit plus que doubler. Le chiffre des exploitations au-dessous de 1 ha. 1/2 et tout particulièrement des exploitations au-dessus de 7 ha 1/2 diminua très sensiblement. L'étendue moyenne d'une exploitation, qui était de 8,5 hectares en 1870, tomba, en 1904, à 6,4 hectares.

Examinons maintenant les exploitations appartenant aux habitants des bourgs et à la petite noblesse. Le nombre des exploitations de la première catégorie est passé de 58.438, vers 1870, à 83.995 en 1904, avec une

(1) Les données statistiques sont citées d'après « Les rapports agraires au Royaume du Congrès », pp. 54 et suiv.

augmentation de 43,7 %. L'étendue moyenne de chacune de ces exploitations diminua presque deux fois; de 5,2 hectares en 1870, elle tomba à 2,8 hectares en 1904. C'est le nombre des exploitations au-dessous de 7 ha. 1/2 qui a surtout augmenté, tandis que celui des exploitations au-dessus de 7 ha. 1/2 a sensiblement diminué.

Quant aux exploitations de la petite noblesse, leur nombre s'est aussi accru. De 33.360 en 1873, il passa à 53.028 en 1904.

Parmi les facteurs qui ont puissamment contribué à la diminution des domaines, nous avons signalé le rôle de la Banque des Paysans. Voici un court aperçu de son activité.

Fondée en 1883, elle n'a commencé son travail dans les provinces polonaises du centre qu'aux environs de l'année 1890.

Au début de son action, elle accordait seulement des prêts aux acheteurs. Puis la Banque des Paysans achetait des terres pour son propre compte, afin de les morceler.

L'activité de cette banque purement économique, de 1890 à 1895, se transforma de plus en plus, après 1895, en une action politique; elle devint un instrument de colonisation des provinces polonaises par les paysans russes, à l'instar de la Commission de Colonisation Prussienne.

Quoi qu'il en soit, les résultats de son activité au point de vue strictement économique, plus précisément au point de vue agraire, sont assez appréciables. De 1890 au 1^{er} janvier 1914, la Banque des Paysans a accordé 85.706.429 roubles, à titre de prêts, à 132.280 paysans, pour acheter 666.942 hectares de terres. Pour son propre compte, elle a acheté, dans la même période, 93.126 hectares de terres, dont 49.390 hectares ont été morcelés avant le 1^{er} janvier 1914.

Pour terminer nos observations sur l'évolution agraire vers la démocratisation de la propriété foncière dans les provinces centrales, à la fin du xix^e siècle et au commencement du xx^e siècle, voici encore quelques chiffres

ayant trait à la répartition du sol entre les grandes catégories de propriétés, à la veille de la Guerre mondiale. La superficie totale de la propriété foncière comprenait, à cette époque, 12.281.971 hectares, ainsi répartis : 7.080.939 hectares, soit 57,6 %, appartenaient à la petite propriété; la grande propriété privée possédait 3.903.655 hectares, soit 31,8 %; l'Etat et les majorats 1.072.943 hectares, soit 8,8 %; enfin 224.434 hectares, soit 1,8 %, appartenaient aux villes et aux différentes institutions publiques telles que les églises, fondations, écoles, etc...

3. — *Provinces Méridionales*

Si les rapports agraires dans les provinces occidentales et à certains égards dans celles du centre, se développèrent après l'affranchissement des paysans sous l'influence plus ou moins grande de l'Etat, ce ne fut, certes, pas le cas pour les provinces du Sud soumises à la domination autrichienne. L'action du Gouvernement n'y existait presque pas. Le facteur qui eut une influence décisive sur les changements dans la répartition de la propriété foncière des provinces méridionales, fut le surpeuplement agricole. « La vieille théorie de Malthus — dit M. Z. Ludkiewicz — combattue par les économistes, a trouvé en Galicie sa meilleure justification » (1).

L'accroissement des produits alimentaires n'y correspond plus à celui de la population. L'industrie, qui pourrait absorber une grande partie de la population rurale, y fait défaut. Les progrès de la technique agricole, qui se manifestaient au cours du xix^e et au début du xx^e siècle dans les autres provinces polonaises, étaient inconnus en Galicie.

La plupart des grands propriétaires se désintéressaient de leurs domaines et en laissaient tous les soins aux intendants qui n'avaient très souvent aucune instruction agricole. De plus en plus, les affaires publiques les attiraient. En 1883, sur 150 députés à la Diète de Galicie, il y avait 105 grands propriétaires terriens.

(1) La question agraire en Galicie, p. 1.

Une autre preuve que les grands propriétaires ne pensaient nullement au progrès dans les domaines agricoles, c'est l'absence de leurs fils dans les hautes écoles d'agriculture. La section agricole de l'Université de Cracovie a compté, en 1904, 53 % d'étudiants venus des provinces centrales, 28 % des provinces orientales soumises à la Russie et seulement 16 %, soit 19 étudiants, venus des provinces méridionales soumises à l'Autriche. Sur ces 19 étudiants, 13 seulement étaient fils de grands propriétaires, de fermiers et d'intendants (2).

Dans ces conditions, le rendement du sol qui, en Galicie, était égal, au milieu du xix^e siècle, à celui des provinces occidentales, et beaucoup plus grand que celui des provinces centrales, devint, au début du xx^e siècle, presque deux fois inférieur à celui des premières et égal à celui des secondes.

Le résultat de cet état de choses fut la stagnation économique et, pour les grands propriétaires, la nécessité de vendre leurs terres à la population paysanne; leur but était de se procurer ainsi des revenus plus importants que ceux du sol.

Dans la même période, sous l'influence du surpeuplement des campagnes, les exploitations paysannes s'émiettèrent dans une proportion bien supérieure à celle des autres provinces polonaises. Elles devinrent de plus en plus insuffisantes pour nourrir et occuper une famille. De cette façon, les provinces méridionales se trouvèrent dépourvues de grandes exploitations paysannes indépendantes. D'autre part, comme le morcellement n'atteignait que les domaines d'étendue moyenne, entre 100 et 500 hectares, il n'y eut plus aucune continuité entre la grande propriété et la petite tenure paysanne. C'est pour cette raison que cette partie de la Pologne offre un exemple très frappant de contrastes : d'une part, des exploitations paysannes très petites et de faible rapport, d'autre part, d'immenses latifundia.

Le développement de ces derniers fut favorisé par la

(2) F. BUJAK : « Galicie », tome I, p. 155.

législation autrichienne, non seulement dans les provinces polonaises, mais dans toute l'Autriche. Dans l'intervalle de 1852 à 1902, des lois spéciales furent appliquées qui changèrent les conditions juridiques de la chasse au détriment de l'agriculture et de la petite tenure. De vastes étendues furent de plus en plus accaparées par les riches qui y créaient d'immenses latifundia exclusivement destinés à la chasse.

Ces amateurs de chasse achetaient de plus en plus des bois, des prés et des pâturages aux petits et moyens propriétaires pour y constituer d'énormes domaines de plaisance. « Les vallées entières et les montagnes qui les dominent sont abandonnées et le gibier y prend la place du bétail » (1).

La formation des latifundia se produisit non seulement dans les montagnes et les vallées, mais elle embrassa aussi les plaines fertiles, surtout dans les régions orientales des provinces du Sud de la Pologne. Ces latifundia n'étaient point susceptibles d'être morcelés comme les petits et les moyens domaines. Au contraire, ils restèrent intacts bien qu'ils ne fussent que d'un faible rapport.

Les propriétaires des latifundia, se recrutant en majorité parmi les capitalistes et les gens de la haute noblesse, ne voyaient dans la possession de leurs vastes domaines que la base de leur rang social. Ils ne voulaient ni les diminuer, ni les morceler pour ne pas diminuer leur rôle dans la société et leur prestige à la Cour impériale.

Les Gouvernements autrichiens étaient loin d'intervenir pour protéger la petite tenure et, par là, améliorer la structure agraire du pays; au contraire, ils semblaient favoriser les défauts qui apparaissaient dans la répartition de la propriété du sol.

Cette mauvaise répartition, liée à l'accroissement extraordinaire de la population rurale à la fin du

(1) Walther SCHIFF : « La nouvelle législation agraire en Autriche », *Bulletin mensuel des institutions économiques et sociales*, 1913, n° 5.

xix^e siècle, d'une part, a provoqué un grand exode des paysans à l'étranger, d'autre part a augmenté chez eux la demande de terres. Comme cette demande ne correspondait guère à l'offre, les prix d'achat montaient sans cesse en dépassant presque toujours la valeur réelle des lopins achetés.

Dans ces conditions, la vie et le développement des petites exploitations paysannes étaient très difficiles et même précaires. Le paiement des dettes contractées se faisait par voie de sous-consommation.

Les paysans qui avaient réalisé quelques économies à l'étranger revenaient chez eux pour acheter, à n'importe quel prix, un morceau de terre, les uns, ceux qui possédaient déjà de petits lopins, pour les arrondir, les autres, ceux qui n'avaient rien, pour devenir propriétaires et élever leur rang social. Le désir du paysan polonais d'avoir une exploitation agricole est un facteur psychologique d'une importance primordiale pour l'établissement du prix de la terre. Autant les paysans français et surtout les paysans suisses, danois et allemands envisagent une exploitation agricole surtout au point de vue de son rapport, autant le paysan polonais n'attache presque aucune considération à ce facteur; il achète un lopin de terre pour satisfaire à ses besoins sociaux, pour élever son rang et pour se procurer une base solide de travail et d'existence.

Voilà les motifs de cette « soif de terre » chez les paysans polonais; ils sont ainsi capables de payer des prix au-dessus de toute estimation raisonnable. D'autre part, chez les grands propriétaires, non seulement un malaise les oblige à vendre, mais aussi des motifs de spéculation. Le propriétaire qui n'assume pas la direction de son domaine ne fait rien pour augmenter le rendement de la production agricole.

Celle-ci, médiocre, ne permet pas de réaliser des gains considérables. Dans ces conditions, le propriétaire préfère vendre son domaine en entier ou en partie pour toucher les intérêts du capital ainsi réalisé et déposé à la banque. Voilà le vrai motif de l'offre des terres, dans bien des cas. La spéculation qui sévit à propos de la

vente des terres est stimulée par de nombreux intermédiaires qui tirent de gros bénéfices en achetant les domaines aux grands propriétaires et en les revendant aux paysans.

L'absence presque complète de politique agraire de l'Etat autrichien a permis à ces intermédiaires, d'une part de causer les plus grands préjudices à une répartition rationnelle des terres, d'autre part de faire contracter aux paysans des charges très onéreuses.

Le tableau (1) suivant nous permet de mieux comprendre le degré de morcellement de la grande propriété foncière, dite propriété tabulaire, à la suite des ventes dont nous avons expliqué les causes ci-dessus.

Année	Superficie de la propriété tabulaire en hectares	Pourcentage de la superficie totale du pays
1852/66. . . .	3.322.159	42,4 %
1889.	3.090.974	39,4 %
1902.	2.916.630	37,2 %

La diminution de la grande propriété, au cours des années de 1852 à 1902, représente une étendue de 405.529 hectares. Dans la seule période de 1889 à 1902, la grande propriété a diminué de 174.344 hectares. Ces chiffres comprennent, en sus du morcellement proprement dit, les résultats de la liquidation des servitudes qui s'est effectuée en vertu de la lettre-patente du 5 juillet 1853. Les grands propriétaires ont dû abandonner de ce chef 159.569 hectares, entre 1853 et 1889, et environ 5.000 hectares, dans l'intervalle de 1889 à 1902. Le morcellement proprement dit a atteint son point culminant dans les années de 1902 à 1912. La grande propriété a été diminuée dans cette période de 253.307 hectares. Dans les seules années 1910, 1911 et 1912 on a morcelé

(1) M. T. BRZESKI : « Le morcellement de la propriété tabulaire en Galicie », dans « Les Nouvelles statistiques », tome XXIII, fascicule II, Lwow, 1912, p. 4.

95.000 hectares, soit environ 32.000 hectares par année. Le total des terres, cédées par la grande propriété à la petite propriété, entre 1852 et 1912, par suite du morcellement proprement dit, en raison de la liquidation des servitudes et pour d'autres causes s'élève à 628.035 hectares, soit 18,9 % de la superficie totale des domaines (1).

Au fur et à mesure que la demande des terres s'accroissait, les prix s'élevaient et les paysans des provinces du Sud, plus pauvres que ceux des provinces précédemment étudiées, trouvaient très dures les conditions d'achat et, par suite, devaient emprunter aux usuriers. Aucune aide ne leur était fournie ni par le Gouvernement, ni par les autorités locales.

Celles-ci s'efforçaient, il est vrai, à l'instar de la Prusse, d'organiser, vers 1905, des biens de rente. Mais les fonds manquant, les résultats de cette tentative furent fort insignifiants.

Jusqu'à la fin de 1912, on a créé à peine 707 fermes d'une étendue de 7.923 hectares.

A côté de ces facteurs qui eurent une grande influence sur le changement dans la répartition de la propriété foncière, il faut signaler aussi le morcellement de la propriété paysanne au-dessus de 5 hectares.

Voici les chiffres qui en font foi.

En 1847/59, il y avait dans les provinces méridionales 793.970 exploitations paysannes ainsi réparties :

Année	Au-dessous de 2 morgs	De 2 à 5 morgs	De 5 à 10 morgs	De 10 à 20 morgs	Au-dessus de 20 morgs	Total exploitations des paysannes.
1847/59	215.997 27,2 %	133.035 16,7 %	193.071 24,3 %	185.422 23,4 %	66.422 8,4 %	793.970 100 %

Il y en a déjà 1.008.541 en 1902. Ce nombre était réparti entre les différentes catégories d'exploitations,

(1) Z. LUDKIEWICZ : « Politique agraire », IV^e édit., pp. 231 et 232.

correspondant à peu près aux catégories ci-dessus mentionnées, de la façon suivante :

Année	Au-dessous de 1 ha.	De 1 à ha	De 1 à 5 De 2 ^a h	De 5 à 10 ha	Au-dessus de 10 ha.	Total des exploitations paysannes.
1902	193.238 10,1 %	233.263 23,1 %	376.574 37,3 %	150.471 14,9 %	54.995 5,6 %	1.008.541 100 %

Quoique les catégories des exploitations envisagées ne soient pas uniformes dans les deux cas, il est facile de constater que le nombre et le pourcentage des exploitations de 1 à 5 hectares ont considérablement augmenté et que ceux des exploitations au-dessous d'un hectare et au-dessus de 5 hectares ont sensiblement diminué.

Ces observations justifient parfaitement les remarques présentées plus haut sur l'évolution de la structure agraire dans les provinces méridionales. Le nombre des exploitations au-dessous d'un hectare a diminué grâce aux terres achetées par les propriétaires de cette catégorie au cours du morcellement des domaines. Les exploitations de la catégorie en question, agrandies, ont monté au rang des exploitations de 1 à 5 hectares.

Celles qui avaient plus de 5 hectares, au contraire, grâce à la liberté de partages, en cas de succession *ab intestato*, tout particulièrement à partir de la loi de 1868, se sont émiettées de plus en plus et sont tombées, de ce fait, au rang d'exploitations de 1 à 5 hectares.

Voilà pourquoi le morcellement de la propriété paysanne moyenne a pris une envergure extraordinaire et incompatible avec l'évolution de cette propriété dans les autres provinces polonaises.

4. — Provinces Orientales

Les provinces de l'Est représentaient un vaste terrain de russification, surtout après l'affranchissement des paysans.

Le Gouvernement russe, aidé de la Banque des Pay-

sans, entreprit une action semblable à celle du Gouvernement prussien.

D'autre part, les insurrections fournirent au Gouvernement russe l'occasion de saisir les grandes propriétés appartenant aux insurgés polonais. La superficie des domaines ainsi pris aux Polonais et ensuite cédés aux Russes s'élève, dans les provinces de l'Est, à 514.000 hectares.

En plus de ces confiscations, il y avait des achats spéciaux de propriétés appartenant aux Polonais, propriétés qu'on achetait pour les revendre aux Russes.

Avec les lois d'exception, les Polonais ne pouvaient acheter aucune terre sur le territoire des provinces orientales de la Pologne actuelle. Au lendemain de l'affranchissement des paysans, ce n'est pas l'étendue des grandes propriétés qui change, c'est plutôt leurs titulaires : les grands propriétaires russes remplacent les grands propriétaires polonais.

Après la création de la Banque des Paysans (1883), on acheta les grandes propriétés polonaises pour les revendre aux paysans russes. L'activité de cette banque, qui se déploya dans le domaine du crédit et du morcellement de la grande propriété, fut très appréciable. De 1883 à 1915, elle consentit : dans le Gouvernement de Wilno, 4.231 prêts, pour achat de 156.151 hectares de terres; dans le Gouvernement de Grodno, 7.368 prêts, pour achat de 265.213 hectares; dans le Gouvernement de Wollhynie, 6.963 prêts, pour achat de 304.590 hectares. La grande propriété s'est donc, de la sorte, rétrécie. Néanmoins, le pourcentage de son étendue par rapport à celui de la petite propriété est le plus élevé de toutes les provinces polonaises.

Quant aux exploitations paysannes, elles sont plus grandes que dans les autres parties de la Pologne. Au cours du xix^e et au début du xx^e siècle, elles n'ont pas subi le même sort que les exploitations paysannes dans les provinces centrales et surtout dans les provinces méridionales, où l'émiettement a battu son plein. Dans les provinces orientales, il n'y a pas non plus de surpeuplement agricole.

La réforme agraire de Stolypine a donné des résultats assez appréciables surtout dans le domaine du remembrement des terres paysannes.

Mais le mode de culture très primitif et l'absence presque complète d'instruction sont des facteurs des plus néfastes pour les exploitations agricoles. Dans ces conditions, le rendement du sol est extrêmement minime et presque trois fois moins grand que dans les provinces de l'Ouest. La déplorable politique économique russe, ou plus précisément son absence complète, a nui beaucoup à la population paysanne et à la culture. Ici, comme d'ailleurs dans les provinces centrales de la Pologne, les tarifs différentiels ont causé à l'agriculture les préjudices les plus grands. Aussi la dernière convention germano-russe a-t-elle porté un coup décisif à l'agriculture de ces provinces.

Quoique les conditions naturelles soient favorables, la population assez clairsemée, et les exploitations paysannes très peu émiettées, la production agricole y est très basse et la misère du peuple très grande.

§ 2. — LA REPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ DU SOL AU LENDEMAIN DE LA RESTAURATION DE LA POLOGNE.

La constitution agraire actuelle de la Pologne, prise dans son ensemble, ressemble à celle des pays de l'Europe occidentale. Néanmoins, quand on l'envisage par rapport aux grandes provinces, on s'aperçoit qu'il y a des divergences assez considérables. En voici quelques-unes.

La structure agraire des pays de l'Europe occidentale se caractérise, en général, par la variété des catégories d'exploitations, d'une part, par la contiguïté harmonieuse entre ces catégories, d'autre part. Les petites et les moyennes exploitations paysannes sont reliées aux grandes propriétés au moyen des grandes exploitations paysannes indépendantes ayant une étendue de 20 à 50 hectares.

Il y a là pour ainsi dire, une gradation d'exploitations. La présence des grandes exploitations paysannes, faisant une passerelle entre la petite et la grande propriété, garantit l'équilibre et la stabilité de la structure agraire des pays occidentaux. Mais, tandis que cette catégorie d'exploitations existe depuis longtemps en Europe occidentale, au contraire, en Pologne, s'il y a même dans quelques provinces des exploitations dans le genre de celles dont nous parlons, elles sont d'une date récente. Nous avons déjà dit plus haut que l'évolution agraire de la Pologne d'avant les partages ne favorisait point les grandes exploitations paysannes.

Parmi les provinces de la République polonaise qui possèdent un assez grand nombre d'exploitations paysannes indépendantes, il faut signaler au premier rang les provinces occidentales. Les provinces du centre et du nord-est en ont déjà beaucoup moins. Dans les provinces du sud-est, cette catégorie d'exploitations est extrêmement rare. Les quatre régions de la République polonaise accusaient, à l'heure de leur unification, de très grandes divergences aussi bien au point de vue économique et social qu'au point de vue de leur constitution agraire. Il est donc nécessaire d'apporter aussi quelques observations sur la situation de chaque province pour mieux saisir l'ensemble de l'organisation agraire polonaise.

Le premier recensement agricole qui sert de base à l'étude de la répartition de la propriété foncière en Pologne, fut effectué le 30 septembre 1921, conjointement avec le recensement de la population. Il n'était pas exempt d'erreurs, surtout dans les départements de l'Est et du Sud, où les lacunes concernant la petite propriété sont extrêmement nombreuses. Et cela n'est pas sans motifs.

Au moment de ce recensement dans les provinces de la Pologne, une grande partie des exploitations agricoles était ruinée et des villages entiers étaient dépeuplés. Les habitants avaient été refoulés en Russie.

La population présente, dans les régions sur lesquelles se déroulèrent la Grande Guerre et la guerre polono-

bolcheviste, refusait souvent de donner des éclaircissements précis de peur de se voir obligée de payer de nouveaux impôts et de donner de nouveaux contingents.

Nous-même ayant pris une part active à ce premier recensement, en qualité de commissaire, dans une commune rurale aux environs de Brest-Litovsk, nous avons vu les paysans cacher les troupeaux dans les forêts et dissimuler l'étendue réelle de leurs terres.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que le premier recensement n'ait pas réussi et à ce que le nombre des exploitations n'ait pas été relevé exactement. Il en résulte que la superficie des exploitations agricoles ne correspond pas strictement à la superficie territoriale des unités administratives (1).

D'après le recensement du 30 septembre 1921, il y aurait en Pologne 3.261.909 exploitations agricoles (2) qui occuperaient une superficie de 30.340.669 hectares (3).

Selon les statistiques de 1921, le nombre et la superficie des exploitations agricoles seraient répartis entre les différentes catégories de la façon suivante (1) :

(1) Cf. Wiktor SCHRAMM : « La structure agraire en Pologne », p. 40. — E. SZTUM DE SZTREM : « Le recensement agricole général », Revue trimestrielle de statistique, 1928, vol. V, Varsovie. — L. Krzywicki, E. Lipinski, E. Szulc et M. Przypkowski : « Notes critiques sur le recensement du 30 septembre 1921 », publiées dans la « Statistique de la Pologne », tome XI, fasc. n^{os} 2, 3, 4 et 5.

(2) D'après l'instruction selon laquelle on procéda au recensement agricole, on entendait par exploitation chaque morceau du sol, même d'étendue minime, qui était susceptible d'être mise en valeur, sans tenir compte du titre en vertu duquel ce morceau était exploité : le fermage, le métayage ou bien la pleine propriété. Cette définition ne comprenait ni les biens publics comme routes, eaux publiques, cimetières, ni les terrains sur lesquels les bâtiments sont construits. On avait exclu aussi de ce recensement les terres en possession commune d'une étendue d'un million et demi d'hectares qui faisaient l'objet d'un recensement à part.

(3) Cette superficie, en réalité, représentait, d'après les sources plus récentes, 37.897.000 hectares.

(1) D'après l'Annuaire Statistique de la République polonaise, 1925/26, p. 104. Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas la Haute-Silésie, la ville de Wilno et les arrondissements Wilno, Troki, Oszmiana et Swienciany du département de Wilno. Ils ne comprennent pas non plus les terres en possession commune.

Catégories d'exploitations	Nombre d'exploitations	Pourcentage du nombre total d'exploitations	Superficie occupée en hectares	Pourcentage de la superficie totale
Total	3.261.909	100	30.340.669	100
De 0 à 0,5 ha	333.859	10,2	98.931	0,3
De 0,5 à 1 ha	271.986	8,3	208.444	0,7
De 1 à 2 ha	502.913	15,4	768.235	2,5
De 2 à 3 ha	379.437	11,6	962.122	3,2
De 3 à 4 ha	345.790	10,6	1.222.152	4,0
De 4 à 5 ha	276.624	8,4	1.248.286	4,1
De 5 à 10 ha	733.256	22,4	5.156.848	17,0
De 10 à 20 ha	311.529	9,5	4.190.220	13,8
De 20 à 50 ha	76.436	2,3	2.141.374	7,1
De 50 à 100 ha	11.163	0,3	754.880	2,5
Au-dessus de 100 ha	18.916	0,5	13.589.177	44,8

Ce qui saute aux yeux, lorsqu'on regarde le tableau ci-dessus, c'est le nombre extrêmement grand des petites exploitations paysannes au-dessous de 5 hectares et l'importance de la superficie qu'occupent les exploitations au-dessus de 50 hectares.

Pour permettre de saisir les nuances de la répartition de la propriété du sol dans les grandes provinces de la Pologne, nous joignons le tableau suivant, qui présente les différentes coupures d'exploitations, leur nombre et leur superficie.

LA RÉPARTITION DE LA PROPRIÉTÉ DU SOL DANS LES QUATRE RÉGIONS DE LA POLOGNE.

Catégories d'exploitations	Provinces méridionales (1)			Provinces occidentales (2)			Provinces centrales			Provinces orientales (2)		
	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares	Nombre d'exploitations	Superficie en hectares
Total	1.189.206	5.840.771	263.378	4.147.274	1.224.021	11.576.585	584.606	7.836.484				
De 0 à 0,5 ha...	159.038	47.583	68.613	21.075	84.983	24.311	21.081	5.925				
De 0,5 à 1 ha...	167.830	131.603	21.266	16.499	70.648	50.835	12.183	9.463				
De 1 à 2 ha...	315.951	485.941	25.020	37.759	114.922	173.737	46.943	70.682				
De 2 à 3 ha...	197.999	501.708	15.782	39.869	100.574	256.912	65.047	163.545				
De 3 à 4 ha...	314.382	402.190	11.528	40.873	142.849	509.638	77.002	269.449				
De 4 à 5 ha...	78.197	350.380	9.859	44.892	120.673	544.862	67.868	308.033				
De 5 à 10 ha...	120.552	819.777	36.989	271.360	384.949	2.708.482	190.699	1.356.736				
De 10 à 20 ha...	24.573	317.545	45.371	652.110	165.023	2.190.546	76.509	1.029.277				
De 20 à 50 ha...	5.208	153.064	21.529	619.136	29.807	802.173	19.850	565.656				
De 50 à 100 ha...	1.596	110.572	3.589	242.476	2.910	193.863	3.037	205.776				
Au-dessus de 100.	3.880	2.520.408	3.832	2.161.225	6.682	4.121.326	4.385	3.851.942				

(1) Y compris la Silésie de Tchéen. (2) Non compris la Haute-Silésie.

(3) Non compris le territoire de la ville de Wilno ainsi que ceux des arrondissements de Wilno, Troki, Oszmiana et Swienciany.
département de Wilno.

(Le tableau ci-dessus est dressé d'après la « Statistique de la Pologne », publiée par l'Office Central de statistique, tome XI, fasc. nos 2, 3, 4, 5.)

Afin de mieux apprécier le vrai caractère de la structure agraire en Pologne, il nous semble opportun de classer les différentes coupures de la propriété agricole selon certaines catégories.

Il y a diverses façons de classer : par l'étendue, par le revenu, par le mode d'exploitation ou par la situation sociale du propriétaire.

Cette dernière méthode est à la mode depuis le Congrès socialiste de Marseille de 1892, qui a accepté les définitions suivantes : la petite propriété est celle qui est cultivée exclusivement par le propriétaire et sa famille, la moyenne est celle qui est cultivée par le propriétaire à l'aide de bras étrangers et la grande est celle qui est donnée à bail à des fermiers ou à des métayers.

Dans notre situation, il est difficile d'accepter une autre classification (classification qui serait pourtant plus juste) que celle basée sur l'étendue. Donc, nous divisons toutes les exploitations agricoles en deux grands groupes : 1° la petite propriété au-dessous de 50 hectares, et 2° la grande au-dessus de cette limite.

Cette classification — disons-le tout de suite — se base sur la superficie des exploitations ainsi que sur le rôle du propriétaire. Elle comporte quelques observations, car les exploitations possédant la même étendue ne sont pas toutes de même valeur. Leur valeur économique peut être différente et cela suivant la nature de la terre, le caractère de la culture, le capital incorporé, etc... C'est justement ce qui a lieu en Pologne. Une exploitation de 50 hectares dans les provinces occidentales représente parfois une valeur égale à celle d'une exploitation de 500 hectares dans les provinces orientales où les procédés de culture sont très arriérés et où le rendement du sol est médiocre.

Quoi qu'il en soit, on peut dire que l'exploitation appartient à la petite propriété lorsque le travail manuel y est assuré, en principe, par le propriétaire lui-même et par sa famille.

Toute exploitation dont le propriétaire n'assume que la direction des affaires sans s'adonner au travail manuel appartient à la grande propriété.

Ces observations faites, nous allons maintenant passer en revue les différentes catégories d'exploitations aussi bien du côté de la petite que du côté de la grande propriété.

A. — LA PETITE PROPRIÉTÉ FONCIÈRE EN POLOGNE

1. — *Les exploitations dites naines*

Ce sont des lopins de terre d'une minime étendue d'habitude inférieure à un demi-hectare. Elles ne sont que l'accessoire des revenus, soit d'un ouvrier agricole, ou d'un artisan de village dans les pays purement agricoles, soit d'un ouvrier de l'industrie ou d'un intellectuel qui complètent ainsi leurs gains professionnels dans les pays industriels.

Les exploitations naines sont très nombreuses en Pologne. Il y en avait en 1921 333.859, soit 10,2 % du nombre total des exploitations.

Leur nombre serait plus élevé si la Haute-Silésie faisait partie du recensement agricole.

Presque la moitié de ces exploitations se trouve dans les provinces méridionales.

Sur un total de 1.189.206 exploitations de ces provinces, 159.038 étaient au-dessous d'un demi-hectare. Elles occupaient 47.583 hectares de la superficie.

Les exploitations de cette catégorie abondent aussi dans les provinces de l'Ouest.

On y comptait en 1921 68.613 exploitations occupant 21.075 hectares.

Les provinces du Centre ainsi que celles de l'Est contenaient moins d'exploitations de cette catégorie.

Dans les premières, on comptait 84.983 et dans les dernières 21.081.

La superficie des exploitations de 0 à 0,5 hectares était de 24.311 hectares dans les provinces du Centre et 5.925 dans les provinces de l'Est de la Pologne.

2. — *Les exploitations parcellaires de 0,5 à 2 hectares*

Tantôt elles se rapprochent des exploitations naines dont les produits sont joints aux gains professionnels

de leurs propriétaires, tantôt elles servent de base d'existence aux propriétaires et à leurs familles. En Pologne et tout particulièrement en Pologne méridionale, cette dernière éventualité est la plus fréquente.

Les exploitations parcellaires jointes aux exploitations de la catégorie de 2 à 5 hectares sont le nœud de la question agraire en Pologne tant est grand leur nombre.

Le trait caractéristique de l'exploitation parcellaire polonaise, c'est, en général, l'impossibilité d'absorber par cette exploitation, tout quantum de travail du propriétaire et de sa famille, ainsi que l'impuissance à nourrir cette famille.

Quand la culture est intensive et spéciale, par exemple maraîchère, les exploitations de cette catégorie pourraient satisfaire aux besoins d'une famille et l'absorber entièrement, surtout dans les régions où l'industrie et les villes sont développées.

Mais ce n'est pas le cas pour la Pologne. Les 774.899 exploitations parcellaires, soit 23,7 % du nombre total des exploitations, se consacrent en majeure partie à la culture des céréales et des pommes de terre.

Or, la culture des céréales n'est pas susceptible d'absorber un grand quantum de travail et n'est pas non plus d'un rendement qui puisse suffire à une famille paysanne propriétaire d'un lot de 0,5 à 2 hectares.

Les 774.899 exploitations parcellaires occupaient en 1921 à peine 3,2 % de la superficie de la Pologne.

La majeure partie des exploitations de cette catégorie appartient aux provinces méridionales dans lesquelles il y en avait 483.781, soit 63 % du total des exploitations de cette catégorie dans la Pologne tout entière. Elles occupaient 617.544 hectares de la superficie.

Dans les provinces de l'Ouest, on comptait 46.286 exploitations de cette catégorie sur une superficie de 54.258 hectares; dans les provinces centrales, 185.570 sur une superficie de 224.572 hectares; dans les provinces de l'Est, 59.128 sur une superficie de 80.145 hectares.

3. — *Les petites exploitations paysannes*

Ce sont des exploitations de 2 à 5 hectares qui absorbent davantage du travail du propriétaire et de sa famille que les exploitations parcellaires, mais elles ne l'absorbent pas entièrement. Les exploitations de cette catégorie, dans les conditions de culture intensive des pays occidentaux, sont capables, en général, de donner une existence assez convenable à une famille. Mais en Pologne, c'est seulement les exploitations situées aux environs des grandes villes, des centres industriels, ou celles qui possèdent un sol très fertile et dont l'étendue approche de 5 hectares, qui peuvent devenir un beau jour de véritables exploitations indépendantes.

C'est donc par la culture intensive et les améliorations qu'elles pourront s'élever à leur rang.

Dans les conditions actuelles de la culture, les exploitations dont nous parlons ne peuvent ni absorber tout quantum du travail d'une famille paysanne, ni satisfaire à ses besoins.

Le nombre des exploitations de 2 à 5 hectares s'élevait en 1921 à 1.001.851, soit 30,6 % du nombre total des exploitations en Pologne; elles occupaient 3.432.560 hectares, soit 11,3 % de la superficie totale.

Dans les provinces du Sud, on comptait 390.578 exploitations de cette catégorie sur une superficie de 1.254.278 hectares; dans les provinces de l'Ouest, 37.169 sur une superficie de 125.634 hectares; dans les provinces centrales, 364.096 sur une superficie de 1.311.312 hectares et dans les provinces de l'Est, 209.917 sur une superficie de 741.027 hectares.

Les provinces méridionales possèdent le plus grand nombre des exploitations de 2 à 5 hectares; les provinces centrales occupent la deuxième place; celles de l'Est en comptent un nombre très peu élevé; quant aux provinces occidentales, elles en ont un nombre très bas.

Avant de terminer l'analyse de cette catégorie d'exploitations, nous ferons quelques observations sur l'ensemble des exploitations au-dessous de 5 hectares précédemment examinées.

Cela n'est pas sans intérêt, si l'on tient compte de la quantité et du rôle néfaste de ces exploitations dans la structure agraire polonaise.

Les trois catégories d'exploitations agricoles examinées tout à l'heure comptent 2.110.609 exploitations, soit 74,5 % du nombre total des exploitations de la République Polonaise. En réalité, leur nombre est supérieur à celui que nous avons relevé (1).

Elles n'occupent que 4.508.170 hectares, soit 14,8 % de la superficie totale de la Pologne.

Si l'on ajoute à ce grand nombre d'exploitations au-dessous de 5 hectares, le nombre illimité de la population qui travaille les champs appartenant à ces exploitations, nous serons fixés sur un des principaux problèmes agraires de la Pologne.

Les exploitations au-dessous de 5 hectares ne représentent pas toutes les exploitations rurales proprement dites, comme nous l'avons marqué par ailleurs. Il y en a beaucoup parmi elles qui appartiennent à des personnes dont la profession principale est tout autre que celle d'agriculteur.

Ce sont des exploitations d'ouvriers agricoles et industriels, d'artisans de village et d'employés.

D'après le recensement de la population professionnellement active, il y avait 2.690.250 personnes indépendantes travaillant dans l'agriculture et dans les branches similaires.

Cependant, le nombre des exploitations recensées s'élevait à 3.261.909. Si nous déduisons 2.690.250 de 3.261.909, nous aurons le chiffre de 571.659 qui exprime approximativement le nombre des exploitations appartenant soit à des personnes subalternes travaillant dans l'agriculture (ouvriers, employés et autres travailleurs) ou bien à des personnes exerçant d'autres professions,

(1) Le recensement n'a pas eu lieu en Haute-Silésie, dans la ville de Wilno, et dans les arrondissements de Wilno, Troki, Oszmiana et Swienciany. Aussi faut-il compter avec les nombreuses lacunes du recensement de 1921.

par exemple ouvriers et employés d'industrie, artisans et intellectuels.

Ce sont des exploitations d'une étendue minime d'un hectare environ.

En déduisant 571.659 exploitations appartenant aux personnes dont nous avons parlé plus haut du chiffre de 2.110.609 exploitations au-dessous de 5 hectares, nous aurons le chiffre de 1.538.950 d'exploitations rurales proprement dites qui servent de base d'existence pour leurs propriétaires et pour les familles de ces propriétaires.

Le nombre d'exploitations s'élevant à 1.538.950 correspond à 1.538.950 familles qui y travaillent. Or, une famille paysanne en Pologne se compose en moyenne de six personnes. Si nous multiplions ce chiffre par 1.538.950, nous aurons le chiffre de 9.185.700.

C'est le nombre des personnes qui vivent du revenu que rapportent les 1.530.950 exploitations agricoles au-dessous de 5 hectares. Notre compte n'est pas tout à fait exact, mais il est très proche de la réalité...

Les exploitations dont on parle sont trop petites pour satisfaire aux besoins d'une telle population.

Le chiffre de 1.530.950 doit être bien retenu. Il nous fera mieux comprendre la lutte pour la réalisation de véritables réformes économiques et sociales à la fois, il nous servira de guide à travers les différentes réformes agraires déjà réalisées en Pologne ou demandant une réalisation convenable.

4. — *Les exploitations paysannes moyennes*

Cette catégorie d'exploitations embrasse les exploitations de 5 à 20 hectares. Celles-ci sont vues d'un bon œil en Pologne. Ce sont des exploitations fortes et tout à fait indépendantes. Elles sont assez grandes pour absorber le propriétaire et sa famille et leur assurer une existence convenable, mais elles ne le sont pas assez pour rendre nécessaire l'emploi permanent de la main-d'œuvre salariée. La présence de ce type d'exploita-

tions démontre que la structure agricole d'un pays est saine et rationnelle.

Le 30 septembre 1921, il y avait en Pologne 1.044.785 exploitations de 5 à 20 hectares, soit 31,9 % du nombre total des exploitations. Elles occupaient 9.347.068 hectares, soit 30,8 % de la superficie totale. Ces exploitations sont les mieux réparties dans toutes les provinces polonaises.

Dans les provinces du Sud, il y avait 145.125 exploitations de cette catégorie sur une superficie de 1.137.322 hectares; dans les provinces de l'Ouest, 82.360 sur 923.470 hectares; dans les provinces centrales, 542.972 sur 4.899.028 hectares, et dans les provinces de l'Est 267.208 sur 2.386.013 hectares.

5. — *Les grandes exploitations paysannes*

La plus haute catégorie de la petite propriété est constituée par les exploitations paysannes de 20 à 50 hectares.

Elles contribuent au bon équilibre de la structure agraire. Quant à leurs éléments économiques et sociaux, ces exploitations se caractérisent d'une part, par le travail manuel de leurs propriétaires qui sont paysans d'origine, ou par leur façon de vivre, d'autre part, par la nécessité d'employer la main-d'œuvre salariée d'une manière permanente et régulière.

« Une telle classe de grands propriétaires paysans — dit M. Truchy — est une élite qui sort de la masse paysanne. Elle donne à cette masse paysanne l'occasion de s'élever économiquement et socialement et elle lui donne l'exemple » (1).

Les économistes polonais émettent aussi de pareilles opinions.

M. B. Dederko va si loin qu'il affirme que les exploitations de ce genre seraient même les plus importantes au point de vue de leur rendement (2).

(1) Cours d'économie politique, p. 422.

(2) « La dimension la plus avantageuse des exploitations agricoles », Varsovie, 1925.

D'après le recensement de 1921, il y avait en Pologne 76.436 exploitations de 20 à 50 hectares, soit 2,3 % seulement du nombre total des exploitations de la République. Elles occupaient 2.141.374 hectares, soit 7,1 % de la superficie totale. Ce sont les provinces du Sud qui comptent le moins d'exploitations de cette catégorie. On en trouvait en 1921 5.208 sur une superficie de 153.064. Le plus grand nombre de ces exploitations se trouvait dans les provinces de l'Ouest. On en comptait 21.529 sur une superficie de 619.136 hectares. Dans les provinces centrales, on en comptait 29.808 sur une superficie de 808.173 hectares, et dans les provinces de l'Est 19.850 sur une superficie de 565.656 hectares. Pour être plus précis, il faut ajouter tout de suite que la superficie totale des provinces de l'Ouest est presque trois fois moindre que la superficie des provinces du Centre et deux fois moindre que celle des provinces de l'Est.

B. — LA GRANDE PROPRIÉTÉ

Nous entendons par grande propriété toutes les exploitations agricoles au-dessus de 50 hectares.

Du côté de la grande propriété foncière, on pourrait faire des observations semblables à celles que l'on a faites concernant la petite propriété en envisageant les exploitations soit au point de vue de leur superficie, soit au point de vue de leur valeur économique, ou bien au point de vue du rôle qu'exercent les propriétaires;

Ou bien encore en prenant en considération à la fois le premier et le troisième point de vue.

De ce fait, on pourrait distinguer dans les cadres de la grande propriété les catégories suivantes : 1° les petites exploitations de 50 à 200 hectares, en admettant que le propriétaire s'occupe lui-même de la gestion de son domaine; 2° les exploitations moyennes de 200 à 1.000 hectares où le propriétaire, le plus souvent, se fait remplacer dans la gestion des affaires par les intendants; 3° les grandes exploitations de 1.000 à 5.000 hectares et enfin, 4° latifundia au-dessus de 5.000 hectares.

Selon le recensement de 1921, il y aurait en Pologne 30.079 exploitations d'une superficie supérieure à 50 hectares chacune. Ces exploitations, au point de vue de la quantité, ne représentent que 0,8 % du nombre total des exploitations de la République polonaise. Néanmoins, la superficie qu'elles occupent s'élève à 14.344.057 hectares, soit 47,2 % de la superficie totale. C'est donc presque la moitié de la superficie totale relevée au cours du recensement de 1921.

Dans les provinces du Sud, le nombre des exploitations au-dessus de 50 hectares s'élevait en 1921 à 5.476. Elles embrassaient une superficie de 2.630.980 hectares (1). Le nombre des exploitations au-dessous de 50 hectares s'élevait en même temps à 1.183.730 (1) et elles occupaient une superficie de 3.209.791 hectares.

Dans les provinces de l'Ouest, le nombre des exploitations au-dessus de 50 hectares s'élevait à 7.421; elles occupaient 2.403.701 hectares de superficie, tandis que 255.957 exploitations au-dessous de 50 hectares occupaient seulement 1.743.573 hectares. Nous constatons donc que le pourcentage de la superficie occupée par la grande propriété dans les provinces occidentales de la Pologne était supérieur à celui de la petite propriété.

Dans les provinces du Centre, on comptait 9.592 exploitations au-dessus de 50 hectares; elles occupaient 4.315.189 hectares de superficie. Les 1.214.429 exploitations au-dessous de 50 hectares occupaient 7.261.396 hectares.

Ici nous sommes en présence d'un pourcentage plus élevé des terres de la petite propriété, fait que nous avons déjà observé dans les provinces du Sud.

Dans les provinces de l'Est, la répartition des terres entre les exploitations de la grande et de la petite propriété se présente sous un aspect analogue à celui que nous avons rencontré dans les provinces de l'Ouest.

Les 7.422 exploitations au-dessus de 50 hectares occupaient une superficie de 4.057.718 hectares, tandis que

(1) Y compris la Silésie de Cieszyn.

577.184 exploitations au-dessous de 50 hectares n'occupaient que 3.778.666 hectares.

§ 3. — LA DISPERSION PARCELLAIRE, LES SERVITUDES ET LES TERRES EN POSSESSION COMMUNE.

1. — *La dispersion parcellaire et les enclaves*

La dispersion parcellaire remonte en Pologne à l'époque du Moyen Age. La forme actuelle des pièces de terre séparées a commencé à se modifier vers la fin du ^{xiii}e siècle et au début du ^{xiv}e.

Dans cette période, la colonisation dite allemande apporte de nouvelles méthodes de culture de la terre ainsi qu'un nouveau système de disposition et de répartition des terrains agricoles.

Les colons d'un village nouvellement créé, ou établi sur la base du droit germanique, partageaient leurs terres en trois parties distinctes. Chacun de ces colons recevait sa quote-part dans les trois morceaux.

Au fur et à mesure que la population s'accrut, on partagea les parcelles déjà existantes entre les successeurs. Au cours des siècles, le nombre des pièces de terre allait s'accroissant et leur étendue allait diminuant.

Ce qui caractérise la dispersion parcellaire en Pologne, c'est la longueur très grande des lots. Ils ont parfois quelques kilomètres et leur largeur n'atteignant souvent que deux ou trois mètres.

Ce phénomène s'explique très facilement par le fait qu'on partageait les pièces de terre suivant leur longueur, afin que tous les successeurs puissent obtenir toutes les espèces de sol dont la parcelle était composée.

L'évolution agraire a laissé presque intactes les formes de parcelles, données à l'origine; elle a seulement compliqué l'enchevêtrement des parcelles appartenant aux différents possesseurs ou propriétaires.

Parfois les parcelles trop rétrécies n'étaient plus partagées suivant leur longueur, mais suivant la largeur.

Ce fait compliqua d'autant plus l'entremêlement des lots. Si l'on ajoute à cet état de choses l'enchevêtrement des lots appartenant soit aux paysans, soit aux seigneurs, tant à un seul village qu'à deux ou trois villages voisins, on aura un tableau plus précis des énormes difficultés qui en résultèrent pour la bonne disposition des terres et pour la production agricole.

La propriété paysanne souffre surtout de la dispersion parcellaire qui est une des plus grandes entraves à son redressement.

Les dommages causés par la dispersion parcellaire sont à la fois du domaine économique et du domaine social.

Tâchons de les énumérer en envisageant la question tout d'abord au point de vue économique.

Lorsque les parcelles d'une exploitation, petite ou grande, sont nombreuses, exiguës, éloignées les unes des autres, l'utilisation du sol est moins complète; une quantité énorme de terre cultivable est perdue en chemins qui conduisent d'une parcelle à l'autre, en haies, lisières ou fossés séparant les parcelles des différents propriétaires.

L'exploitation d'une propriété agricole formée de pièces de terre séparées et nombreuses est plus difficile et d'autant plus coûteuse.

Les frais de transport des engrais et des récoltes sont considérablement augmentés; les longs et nombreux charrois fatiguent les animaux de trait.

Grâce à la dispersion et à l'enchevêtrement des parcelles, toute exploitation intensive et rationnelle est presque impossible.

Les exploitations dépendent les unes des autres. Ainsi leurs propriétaires sont astreints à une certaine uniformité dans le choix des cultures.

En outre, la dispersion parcellaire ne permet guère l'emploi des machines agricoles à moteur mécanique.

Et maintenant, si nous voulons envisager la question

au point de vue purement social, les inconvénients de la dispersion parcellaire ne sont pas moindres.

La dispersion des parcelles et les enclaves qui en résultent occasionnent toujours des querelles et des conflits entre les voisins, la violation des frontières. Elles favorisent de la sorte le développement de la haine mutuelle et forment ainsi un obstacle à l'organisation professionnelle, sociale et politique des paysans (1).

Lors de l'affranchissement des paysans, on aurait pu très facilement réunir les parcelles et séparer les terres de la grande propriété de celles de la petite tenure.

Malheureusement, les Etats co-partageants ne se sont pas beaucoup souciés de réformes semblables dans les provinces polonaises.

La Prusse seule, à la suite de l'affranchissement, a effectué des réformes telles que la liquidation des servitudes et des terres en possession commune, la séparation et le remembrement des terrains.

Bien que très poussé, le remembrement des parcelles dispersées n'y est cependant pas encore réalisé.

En ce qui concerne la Russie et l'Autriche, on n'a rien fait au cours de l'affranchissement pour remembrer les parcelles très nombreuses.

Dans la période entre l'affranchissement des paysans et la Guerre mondiale, l'Autriche aussi bien que la Russie s'intéressait au remembrement des terres.

Les résultats des tentatives autrichiennes dans le domaine du remembrement sont sinon nuls, tout au moins médiocres.

Dans les provinces polonaises soumises à la domination russe, le remembrement des terres a donné des résultats assez appréciables (1).

Néanmoins, l'étendue des terres en dispersion parcellaire dans les provinces méridionales, centrales et orientales restait très élevé au lendemain de la restauration de la Pologne.

(1) H. TRUCHY, *op. cit.*, p. 431. — Z. LUDKIEWICZ : « Le remembrement des terres », pp. 5 et suiv.

(1) Tout particulièrement à la suite des réformes de Stolypine.

On l'évalue (2) à 12.000.000 d'hectares, à savoir : 300.000 hectares dans les provinces occidentales, 3.500.000 dans les provinces centrales, 4.500.000 dans les provinces orientales et 4.000.000 d'hectares dans les provinces du Sud.

Les statistiques que nous allons présenter nous permettront de mieux apprécier l'importance du remembrement des terres en Pologne restaurée.

Le tableau ci-dessous, dressé d'après les données de l'Office Central de Statistique de la République Polonaise donne le degré de la dispersion parcellaire en Pologne au moment du premier recensement du 30 septembre 1921.

Catégories d'exploitations envisagées	Nombre total des exploitations envisagées	Nombre des exploitations dont les terrains sont dispersés	2	3	Nombre des Parcelles séparées En ch...
De 0 à 50 ha.....	3.232.734	1.513.778	345.866	295.384	
De 0 à 1 ha.....	678.179	132.545	66.684	32.906	
De 1 à 2 ha.....	551.457	265.384	74.444	67.032	
De 2 à 5 ha.....	1.103.303	613.442	113.681	115.417	
De 5 à 10 ha.....	627.185	364.014	62.873	58.016	
De 10 à 20 ha.....	222.368	117.748	23.357	18.453	
De 20 à 50 ha.....	50.242	20.645	4.827	3.560	
De 0 à 50 ha.....	100,0	46,8	22,8	19,5	En
De 0 à 1 ha.....	100,0	19,5	50,3	24,9	
De 1 à 2 ha.....	100,0	48,1	28,0	25,3	
De 2 à 5 ha.....	100,0	55,1	18,6	18,8	
De 5 à 10 ha.....	100,0	59,0	17,3	15,9	
De 10 à 20 ha.....	100,0	52,9	19,8	15,7	
De 20 à 50 ha.....	100,0	41,1	23,4	17,2	

(2) Ch. KASINSKI : « L'activité du Ministère des Réformes agraires et des Offices fonciers ». Varsovie, 1928.

Ce qui frappe lorsque l'on apprécie le tableau ci-joint, c'est le nombre énorme des exploitations dont les terres sont dispersées. Sur 3.232.734 exploitations d'une étendue inférieure à 50 hectares, il y en avait, en 1921, 1.513.778 dont les terres labourables étaient enchevêtrées et dispersées. C'est donc presque la moitié du nombre total des exploitations de la petite propriété.

Et pourtant, ce chiffre ne comprend pas les données concernant les parcelles qui font partie des terres tenues à ferme ou des terres dites de service. Il représente seulement les exploitations en faire-valoir direct.

Parmi les exploitations envisagées, il faut mention-

exploitations dont les terres labourables sont composés de :

4	5	6-10	11-20	plus de 20	Nombre inconnu
—	—	—	—	—	—
par des enclaves					
—					
absolus	En chiffres absolus				
—	—	—	—	—	—
86.763	127.985	355.071	144.749	50.385	7.575
13.910	6.672	9.901	1.850	312	310
41.270	23.887	43.968	11.855	2.139	789
30.436	60.185	166.223	59.291	15.475	2.734
37.964	28.062	103.104	52.142	19.482	2.431
11.181	7.947	27.665	17.457	10.604	1.084
2.002	1.292	4.210	2.154	2.373	227
pourcentage	En pourcentage.				
—	—	—	—	—	—
12,3	8,5	23,5	9,6	3,3	0,5
10,5	5,0	7,5	1,4	0,2	0,2
15,5	9,0	16,6	4,5	0,8	0,3
13,1	9,8	27,1	9,7	2,5	0,4
10,4	7,7	28,3	14,3	5,4	0,7
9,5	6,8	23,5	14,8	9,0	0,9
9,7	6,3	20,4	10,4	11,5	1,1

ner tout d'abord la catégorie de 5 à 10 hectares qui donne le plus grand pourcentage des exploitations possédant les enclaves, soit 59 % du nombre total. Ensuite, vient la catégorie de 2 à 5 hectares, avec 55,1 %; après, la catégorie de 10 à 20 hectares avec 52,9 %, puis la catégorie de 1 à 2 hectares, avec 48,1 %, celle de 20 à 50 hectares avec 41,1 %, et enfin la catégorie au-dessous d'un hectare dans laquelle le nombre des exploitations composées de pièces de terre séparées n'est représenté que par 19,5 %.

Le plus grand nombre des exploitations possèdent des terres labourables composées de 6 à 10 pièces séparées. Parmi elles, les exploitations de 2 à 10 hectares se placent en tête.

Quelles que soient les précisions et explications données sur la dispersion parcellaire dans la Pologne entière, elles ne nous permettent de connaître le véritable problème que quand nous étudions chaque province séparément.

Les divergences sont extrêmement grandes aussi bien au point de vue de la quantité des exploitations atteintes par les parcelles qu'au point de vue de leur étendue.

Dans les provinces du Sud à côté du surpeuplement des campagnes et de l'émiettement de la petite propriété, il existe encore une troisième question, non moins grave, celle de la dispersion parcellaire.

Selon les statistiques de 1921 dans le département de Cracovie, sur 100 exploitations au-dessous de 50 hectares, on en trouvait 42 ayant des terres labourables en dispersion : dans celui de Lwow, 44,7; de Stanislawow, 45,4, et dans celui de Tarnapol, 58.

Les exploitations de 1 à 5 hectares sont celles où la dispersion des parcelles est la plus grande. Dans le département de Cracovie, sur 100 exploitations de cette catégorie, il s'en trouvait 47,9 ayant des terrains composés de pièces de terre séparées; dans celui de Lwow, 52,8, de Stanislawow, 57,3, et dans celui de Tarnapol, 70,3.

Bref, dans les provinces du Sud à peu près la moitié des exploitations paysannes est enchevêtrée et dispersée.

La dispersion atteint surtout les exploitations de 1 à 10 hectares et tout particulièrement celles de 1 à 5 hectares, donc les exploitations d'une étendue minime.

D'autre part, le nombre de parcelles dispersées est très grand. Dans le département de Cracovie, sur 100 exploitations en dispersion parcellaire, il s'en trouvait 35,5 dont les terres étaient composées de plus de 6 pièces; 15,2 composées de plus de 11, et enfin 3,2 composées de plus de 20 parcelles.

Dans le département de Lwow, sur 100 exploitations en dispersion de parcelles, on en comptait 23,7 ayant des terres composées de plus de 6 parcelles; dans celui de Stanislawow, 28,5, et dans celui de Tarnapol, 24,6.

Figurons-nous, maintenant, une exploitation paysanne de 1 à 2 hectares ou de 1 à 5 hectares, composée de plus de 20 parcelles, ou même de 10 parcelles, très éloignées les unes des autres.

Figurons-nous, en outre, la parcelle elle-même, d'une étendue de quelques ares, d'une largeur de deux mètres et d'une longueur dépassant parfois deux ou trois kilomètres.

Supposons, enfin, que la qualité de ces terres est peu fertile, surtout dans les régions montagneuses, et nous aurons un tableau parfait de l'impuissance presque complète qu'il y a à faire valoir une pareille exploitation, à appliquer les progrès de la culture et à augmenter ainsi le rendement du sol.

Quelle vie misérable est celle du propriétaire d'une telle exploitation et de sa famille, composée en général de 4 à 7 personnes! Ce n'est plus un homme libre, c'est l'esclave de sa profession et de son patrimoine.

Dans les provinces centrales, la dispersion des terres atteint, en général, les exploitations de 2 à 50 hectares; c'est-à-dire celles d'une étendue plus considérable que dans les provinces du Sud. Dans le département de Varsovie, sur 100 exploitations au-dessous de 50 hectares, il s'en trouvait à peine 38 dont les terres labourables étaient enchevêtrées et dispersées, dans celui de Lodz, 41,7, mais dans celui de Kielce, 49,5, Lublin, 50,3, et de Bialystok, 55,1. Dans les trois derniers départements,

plus de la moitié des terres labourables paysannes était en dispersion. Au point de vue du degré de la dispersion parcellaire, le département de Bialystok se distingue très défavorablement des autres. Sur 100 exploitations en dispersion, presque 60 étaient composées de plus de 6 parcelles chacune, 38,2 de plus de 11, et 16,2 de plus de 20.

Dans certains villages existaient des exploitations d'une étendue de 10 à 15 hectares dont le nombre de parcelles montait à quelques centaines.

Dans le village de Zagroby-Bogusze, du district de Lomza, existait une exploitation de 18 hectares composée de 872 parcelles. Dans un autre village, Lapy, du district de Wysokie-Mazowieckie, il y avait des exploitations composées de 1.200 parcelles (1).

Dans les départements de Varsovie, de Kielce, Lodz et Lublin, le degré de la dispersion est moindre quoique très prononcé.

Dans le département de Varsovie, sur 100 exploitations possédant des enclaves, il y en avait à peu près 30, composées de plus de 6 parcelles chacune; dans celui de Lodz, à peu près 23; dans celui de Kielce, environ 29, et dans celui de Lublin, environ 35.

La liquidation des enclaves dans les départements du Centre est plus facile que celle dans les départements du Sud pour la raison que les exploitations atteintes par la dispersion sont d'une grandeur plus considérable.

Passons maintenant en revue les départements de l'Est.

Les provinces orientales de la Pologne se caractérisent, d'une part, par la quantité considérable des exploitations dont les terres sont en dispersion, d'autre part, par la quantité des parcelles dispersées.

Dans le département de Wilno, sur 100 exploitations au-dessous de 50 hectares, il s'en trouvait 55,2 dont les terres étaient enchevêtrées et dispersées; dans celui de

(1) D'après le rapport de l'Association des arpenteurs géomètres de Lomza intitulé : « L'activité des Offices fonciers et ses résultats ». Lomza, 1924, p. 3.

Nowogrodek, 61,3; de Polésie, 62,9; de Wolhynie, 59,2.

Or, la plupart des exploitations paysannes de ces provinces ont leurs terres dispersées.

Au point de vue du pourcentage des exploitations en dispersion, les provinces de l'Est viennent en tête dans la République polonaise.

Le problème apparaît sous un jour identique si l'on envisage la dispersion au point de vue de la quantité des parcelles.

Dans le département de Wilno, sur 100 exploitations en dispersion parcellaire, il s'en trouvait 72,2 composées de plus de 6 pièces de terre séparées chacune; 31,6 composées de plus de 10, et 14,4 de plus de 20.

Dans les autres départements de l'Est, l'aspect de la dispersion est semblable à celui du département de Wilno.

Il faut signaler, en passant, que les pièces de terre dont se compose une exploitation dans les provinces de l'Est, sont distantes les unes des autres parfois de quelques kilomètres. Il nous est arrivé de voir, dans le département de Polésie, des exploitations paysannes d'une étendue de 5 à 10 hectares, composées de plus de 20 parcelles, dont quelques-unes étaient éloignées du village de 10 à 15 kilomètres.

Nous pourrions citer beaucoup de cas où les propriétaires abandonnent des parcelles par trop éloignées.

Enfin, nous arrivons à l'étude de la dispersion dans les provinces de l'Ouest.

Les départements de l'Ouest n'ont qu'un nombre insignifiant d'exploitations constituées de pièces de terre séparées.

C'est grâce à la politique agraire du gouvernement prussien qu'on a entrepris le remembrement des terres dès le moment même de l'affranchissement des paysans.

Sur 100 exploitations au-dessous de 50 hectares, il s'en trouvait 19,4 dont les terres étaient dispersées dans le département de Poznanie; 12,3 seulement dans celui de Poméranie, et 11,3 dans la Silésie de Teschen.

Aussi bien le nombre des exploitations dont les terres

sont dispersées que le degré de la dispersion sont relativement minimales.

Les exploitations en dispersion ne se composent pour la plupart que de deux ou trois parcelles.

Sur 100 exploitations dont les terres labourables étaient dispersées, 6,6 étaient composées de 6 à 10 parcelles dans le département de Poznanie, 2,8 seulement dans celui de Poméranie, et 5,2 dans la Silésie de Teschen.

Les exploitations possédant les terres dispersées appartiennent, en général, aux catégories de la moyenne et de la grande propriétés paysannes. De ce fait, la dispersion parcellaire entraîne des conséquences économiques moins désavantageuses que dans les autres provinces.

Il faut souligner que les parcelles dont se composent les exploitations ont une configuration plus convenable à la culture que dans les provinces examinées précédemment.

Quoi qu'il en soit, la nécessité de remembrement se manifeste aussi dans les provinces occidentales bien que d'une manière moins urgente qu'ailleurs.

2. — *Les servitudes.*

Une servitude est une charge imposée sur un héritage pour l'usage et l'utilité d'un héritage appartenant à un autre propriétaire — voilà la définition des servitudes apportée par l'article 637 du Code civil français dont les dispositions sont en vigueur dans les provinces centrales de la Pologne depuis la création du duché de Varsovie par Napoléon.

On les appelle, en général, « servitudes » ou « services fonciers » par opposition à une autre espèce de servitudes, les servitudes personnelles connues sous leurs noms particuliers d'usufruit ou d'usage.

La définition de l'article 637 du Code de Napoléon est assez large et englobe toutes les sortes de servitudes **foncières**.

Pour ce qui est de notre étude, nous n'envisageons

que les servitudes touchant aux exploitations terriennes et, tout particulièrement, les servitudes qui grèvent certaines parties agricoles ou forestières des grandes propriétés, au profit de petites exploitations paysannes.

Les servitudes ainsi conçues existent en Pologne depuis des siècles. Leurs traces remontent aux rapports agraires du Moyen Age et de l'époque féodale basée sur la corvée.

Les paysans qui perdirent dans ce temps-là la propriété de leurs terres, à la suite de l'évolution économique dont nous avons parlé plus haut, gardèrent pourtant les vestiges de cette propriété sous forme de différents droits à la jouissance de quelques pâturages, forêts ou terres labourables.

Aussi, lors de la colonisation dite « allemande », les seigneurs furent obligés d'insérer dans les contrats de « location », passés entre eux et les colons, les clauses spéciales donnant la faculté aux villages nouvellement créés, ou établis sur les bases du droit germanique, de faire paître les troupeaux dans les pâturages seigneuriaux, de couper du bois dans les forêts, etc...

Au cours des siècles suivants, la notion des servitudes se précise pour devenir un véritable droit dont bénéficient les paysans.

A côté de ces servitudes anciennes, il y en a d'autres de date récente. Elles sont nées au cours du XIX^e siècle, à la suite de différents contrats passés entre paysans et seigneurs, ou bien, en vertu des coutumes et du simple consentement des seigneurs qui accordaient à tout un village ou aux simples particuliers, quelques utilités forestières ou pastorales.

Lors de l'affranchissement des paysans, les diverses catégories de servitudes furent précisées davantage et acquirent la force juridique conférant des droits aux propriétaires des exploitations paysannes, et imposant des obligations aux propriétaires des exploitations seigneuriales.

Les servitudes furent complètement liquidées dans les provinces soumises à la Prusse en même temps que fut effectué l'affranchissement des paysans.

Dans les provinces méridionales, la liquidation des servitudes commencée par l'Autriche au lendemain de l'affranchissement des paysans prit fin vers 1890.

A l'heure actuelle, elles subsistent dans les provinces centrales et orientales, soumises par suite des partages, à la domination russe.

Les servitudes constituent l'un des plus grands défauts de la structure agraire de la Pologne.

Ce sont là les souvenirs qui nous rappellent toujours l'ancien régime avec son système agraire basé sur la corvée.

Ces servitudes sont contraires à la fois au bon sens et aux principes de la propriété individuelle. Elles causent de grands préjudices aussi bien aux propriétaires des exploitations agraires qui leur sont assujetties, qu'à ceux aux profits desquelles elles existent; elles sont préjudiciables tant au point de vue économique que social.

Les servitudes, surtout pastorales et forestières, ne permettent guère de faire valoir les terres d'une façon intensive, d'exploiter les forêts d'une manière convenable et rationnelle. Les propriétaires des biens-fonds grevés de servitudes ne consentent aucune dépense utile pour l'amélioration des terres et des forêts, pas plus d'ailleurs que les ayants droit.

Les dommages causés par l'existence des servitudes au point de vue social ne sont pas moindres. La Russie a conservé des servitudes, non seulement pour des raisons économiques, mais encore pour des motifs politiques, afin de semer le désordre et la haine entre le château et la chaumière.

Elle y a bien réussi : les querelles, les conflits et les citations en justice se multipliaient. De plus, du fait que les seigneurs restreignaient parfois l'étendue des terres ou des forêts grevées de servitudes, ou bien ne permettaient pas de faire paître tel nombre de bétail, remplaçaient les pâturages en bon état par ceux qui ne valaient rien, abattaient du bois dans les forêts assujetties aux servitudes sans le consentement des paysans, ceux-ci se révoltaient contre de pareilles injustices. On assistait même à des rixes et à de véritables batailles.

La mauvaise foi de certains seigneurs est bien connue. Quant aux autorités, elles donnaient raison à celui qui savait le mieux plaider sa cause.

Ladislas Reymont, dans son roman (1) couronné du prix Nobel, nous décrit les griefs des paysans qui, à bout de patience, finirent par combattre, armés de faux et de fourches, les gens et les suppôts du seigneur qui avait fait couper du bois sans le consentement du village. Voici quelques passages du discours d'un paysan qui exhorte le peuple à la lutte contre le seigneur : « Un grand tort nous est fait à tous, tant que nous sommes, nous ne pouvons ni le supporter, ni le pardonner ! Le château coupe notre forêt, le château est toujours contre nous et veut nous mener à la ruine !

» Car, comment rappeler toutes les injustices, toutes les saisies, tous les dommages et les embêtements que le peuple tout entier subit ? Nous sommes allés en justice, mais qu'est-ce qu'on peut lui faire ? Nous avons porté plainte, pour rien. A cette heure, la mesure est pleine, voilà qu'il coupe notre forêt ! Est-ce que nous le laisserons ? Nous sommes dans tout notre droit, et personne ne le reconnaît ! La forêt est à nous, et il la coupe ! » Et plus loin : « Allons-y tous, tant que nous sommes, tous comme un seul homme. N'ayez peur de rien, bonnes gens, n'ayez crainte, c'est notre droit, alors, c'est aussi notre volonté et notre justice. »

Pour être impartial, il faut reconnaître aussi la mauvaise volonté de certains villages qui, parfois, abusaient de leurs droits aux servitudes et causaient aux propriétaires des domaines de véritables dommages en dehors des terrains soumis aux servitudes. Somme toute, les servitudes étaient très préjudiciables, tant aux propriétaires des domaines assujettis aux servitudes qu'à ceux des exploitations paysannes en faveur desquelles les servitudes étaient établies. Cette constatation faite, passons maintenant en revue les servitudes qui existaient encore dans les provinces centrales et orientales de la Pologne au moment de sa restauration.

(1) *Les Paysans*. Paris, 1926. Librairie Payot, p. 386.

A. — LES PROVINCES CENTRALES.

(ANCIEN ROYAUME DU CONGRÈS).

Les divers genres de servitudes anciennes et récentes ayant pour base les coutumes, les conventions ou même le consentement unilatéral du seigneur ont une forme précise depuis qu'on les a inscrites dans les registres de prestations (1846).

En vertu de l'ukase du 2 mars 1864, concernant l'affranchissement des paysans, toutes les servitudes, quelle que fût leur origine, furent inscrites dans les registres dits de liquidation pour les villages appartenant aux seigneurs et dans ceux dits de donation pour les villages des domaines de l'Etat.

La loi de 1864 prévoyait deux types de servitudes : servitudes forestières et servitudes pastorales.

Les premières consistent en ce que les ayants droit aux servitudes, les villages, les communes ou de simples particuliers sont autorisés à prendre dans les forêts assujetties aux servitudes du bois de construction, de chauffage, du bois mort et de la litière à bestiaux. Les secondes donnent droit de faire paître le bétail, soit dans les champs ou pâturages, soit dans les forêts de la grande propriété.

D'autres servitudes ne furent pas inscrites dans les registres mentionnés; elles furent réglées plus tard par des lois spéciales. Parmi elles, il faut rappeler le droit de pêche, le droit de cueillette des champignons dans les forêts, celui d'abreuver le bétail à l'eau de la grande propriété, etc...

Les statistiques des servitudes que nous allons présenter réclament quelques éclaircissements. Car, si l'on compare les données puisées dans différentes sources, aussi bien officielles que privées, on rencontre de grandes divergences et lacunes.

M. L. Krzywicki nous le montre dans son ouvrage intitulé : *Les servitudes en 1912*. Nous nous bornerons donc à en profiter d'autant plus volontiers que ces données, à l'heure actuelle, sont les plus dignes de foi. Elles con-

cernent les servitudes des anciens départements du royaume du Congrès, au nombre de dix, qui font partie de la Pologne restaurée, sauf les districts suivants : Maryampol, Kalwarja, Wolkowysk et Wladislawow, qui sont passés à la Lithuanie.

D'après M. L. Krzywicki, en 1864, il y avait 344.898 exploitations paysannes ayant droit aux différentes servitudes, à savoir : 46.220 exploitations aux servitudes forestières; 74.980 aux servitudes pastorales; 212.063 aux servitudes forestières et pastorales; 13.928 aux servitudes de pêche, et 4.112 aux autres servitudes. Les 8.225 grandes propriétés étaient grevées de servitudes.

Déjà, l'ukase du 2 mars 1864 sur l'affranchissement des paysans, prévoyait la liquidation des servitudes. Celle-ci ne pouvait être néanmoins réalisée qu'à l'amiable. La liquidation forcée fut ordonnée seulement pour les servitudes des domaines de l'Etat en 1869 et pour ceux des majorats en 1892.

Entre 1864 et 1912, on liquida les servitudes dans les grandes propriétés, représentant 67 % du nombre total.

Les servitudes liquidées ne présentaient, pour la plupart, aucune grande difficulté : donc les conventions furent très faciles à conclure entre les intéressés.

Ce ne fut pas le cas pour les autres servitudes, dont nous allons présenter les statistiques.

Là où il y avait des questions très graves qu'on ne pouvait résoudre à l'amiable, et des intérêts des parties en cause très difficiles à accorder. C'est donc la liquidation forcée qui fut mise en œuvre sous le régime de la Pologne restaurée parallèlement à la procédure de liquidation bénévole.

D'après M. Krzywicki, il y aurait eu, en 1912, 99.725 exploitations paysannes ayant droit aux différentes servitudes, à savoir : 12.262 exploitations, aux servitudes forestières; 29.720, aux servitudes pastorales; 49.117, aux servitudes pastorales et forestières; 9.531, aux servitudes de pêche, et 1.830 aux autres servitudes. Les 2.707 grandes propriétés étaient grevées, en 1912, de servitudes que nous avons mentionnées tout à l'heure.

B. — LES PROVINCES ORIENTALES

Les servitudes dans les provinces orientales, de même que celles des provinces centrales, n'ont pas été taxées de liquidation par le Gouvernement russe pour des motifs politiques et économiques. La preuve en est qu'elles n'ont pas été conservées dans toute l'étendue de la Russie, mais seulement dans les provinces polonaises.

Et même sur le territoire des provinces polonaises, les servitudes furent liquidées dans les domaines de l'Etat, ainsi que dans les domaines confisqués aux Polonais et accordés sous forme de majorats aux dignitaires russes.

Au moment de l'affranchissement des paysans sur le territoire actuel des provinces polonaises de l'Est, le nombre des exploitations paysannes ayant droit aux servitudes s'élevait à 129.442, soit 54,6 % du nombre total des exploitations paysannes.

Après l'affranchissement des paysans, on a encore inscrit dans les documents concernant ces affranchissements, les servitudes pour 396.236 exploitations paysannes.

Ainsi le total des exploitations paysannes ayant droit aux différentes servitudes sur le territoire des provinces de l'Est comprenait 525.678 (1).

Dans les provinces orientales, la majeure partie des servitudes sont pastorales. Elles se subdivisent à leur tour en servitudes ayant plutôt le caractère de pâturage commun d'un village, et en servitudes pastorales dans les forêts de la grande propriété. La quote-part dont jouit une exploitation paysanne dans les pâturages communs correspond en moyenne à deux hectares dans les régions du Sud. Pour ce qui concerne le droit de pâture dans les forêts de la grande propriété, cette quote-part s'élève dans les régions du Nord à peu près

(1) D'après l'exposé des motifs au projet de la loi sur la liquidation des servitudes, accepté le 13 janvier 1926, par le Conseil des Ministres.

à 4 hectares. Ces servitudes ont une grande importance pour la petite propriété.

Les préjudices causés par les servitudes sont d'autant plus grands dans les provinces orientales que leur étendue n'est point précisée. Pour cette raison, il est difficile de déterminer l'étendue des terrains assujettis aux servitudes. Les dommages causés par les servitudes dans les provinces orientales se font sentir encore plus vivement dans les forêts qui sont grevées pour la plupart de servitudes pastorales. Lorsque les pasteurs allument un feu de bivouac, il arrive très souvent que le feu s'étende et il en résulte de grands incendies de forêts appartenant aux domaines. Dans quelques domaines de grande étendue forestière que nous avons visités se trouvent des tours en bois construites pour surveiller les forêts munies d'un personnel spécial affecté à cette fin.

Dans les régions du Sud, il y a des servitudes qui portent encore toutes les traces de l'époque corvéable. Les paysans ont droit de faire paître leur cheptel sur les terres et forêts des grandes propriétés et inversement, celles-ci peuvent faire paître leurs troupeaux sur les terres paysannes.

Cette catégorie de servitudes réciproques porte le nom de « toloka ».

Outre les servitudes que nous avons mentionnées jusqu'ici il y en a d'autres qui donnent droit à prendre du bois mort, du bois de construction, ainsi que les servitudes de pêche.

On comptait dans les provinces de l'Est, à la veille de la Guerre mondiale, 150.000 exploitations paysannes ayant droit aux diverses servitudes.

Les droits aux servitudes furent inscrits, soit dans les registres de donation (dannaia), soit dans les autres, appelés « gramoty », et dans les inventaires et décisions spéciales des autorités compétentes.

La liquidation des servitudes sur le territoire de l'Est, avant la restauration de la Pologne, n'a pas pris une grande envergure. C'est seulement dans les régions du Sud-Est qu'on en a liquidé un nombre assez considéra-

ble. Pourtant, sous le coup de la liquidation, tombèrent celles de ces servitudes qui ne présentaient aucune difficulté pour que paysans et grands propriétaires pussent s'entendre.

§ 3. — LES TERRES EN POSSESSION COMMUNE

La possession commune des terres, de même que les servitudes, remonte au Moyen Age. Dans le premier stade de l'organisation de l'Etat Polonais, la propriété du sol n'appartint qu'aux groupes des familles, dits « *rodys* ». Au fur et à mesure que le nombre de la population augmenta, un mouvement vers la propriété individuelle se fit sentir.

Pourtant, les forêts et, tout particulièrement, les pâturages restèrent à la longue la propriété commune de quelques familles seulement ou de villages entiers.

De même, au cours de la colonisation allemande, les colons reçurent les terres labourables en lots distincts, tandis que les prairies, les pâturages et parfois les forêts constituaient la propriété commune d'un village, ou bien d'un village et du seigneur.

La possession des terres en commun remontait aussi à des temps plus proches, ceux de la liquidation des servitudes, pour la plupart pastorales.

A l'issue de cette liquidation, les terrains cédés par les grands propriétaires à un village ou plusieurs villages restèrent indivisibles et devinrent de cette manière, propriété commune.

Les terrains possédés en commun ne sont pas exploités d'une façon convenable et rationnelle. Les ayants-droit à la jouissance des terres communes ne se soucient guère de leur entretien et amélioration; au contraire, ils s'efforcent d'en tirer les plus grands profits possibles.

Le partage des terres en possession commune s'impose. Ces terres n'avaient été partagées que dans les provinces soumises à la domination prussienne au cours de l'affranchissement des paysans, mais elles demeurent encore intactes dans les provinces centrales, orientales et méridionales.

Dans le tableau (2) qui suit, nous allons présenter les propriétés collectives recensées le 30 septembre 1921.

La superficie totale des terres possédées en commun était répartie de façon suivante entre les différentes catégories de culture :

Les terres labourables occupaient 62.594 hectares, les prairies, 45.721; les pâturages, landes et bruyères, 886.489; les terrains boisés, 217.851; les étangs et les lacs, 13.130; les tourbières, 10.197; les terres en jachère et les autres terrains, 269.956 hectares.

Propriétaires des terres possédées en commun	Nombre de propriétés collectives.	Nombre d'exploitations ayant droit de jouissance de terres possédées en commun.	Superficie totale en hectares
Pologne (1)	19.146	1.549.456	1.505.938
Population d'un village.	12.474	550.825	838.356
Population de plusieurs villages.	702	58.415	126.516
Population d'un village et d'un domaine.		8.213	16.537
Population d'une commune ...	4.704	696.338	359.433
Population de plusieurs communes.	34	13.276	3.772
Population d'un bourg.	367	74.620	58.827
Population d'une ville.	298	110.411	66.554
Population d'un village et d'une ville.	19	8.097	2.954
Groupes de plusieurs exploitations.	93	2.010	9.859
Groupes confessionnels.	97	18.196	13.671
Sociétés (2)	213	9.055	9.459
Départements du centre.	2.405	465.249	495.638
Départements de l'Est.	4.511	266.950	600.623
Silésie de Tehen.	7	381	68
Départements du Sud.	5.223	816.876	409.509

(1) Non compris la Haute-Silésie, la ville de Wilno et les arrondissements Oszmiana, Swieczany, Wilno., Troki du district administratif de Wilno, ainsi que la ville de Varsovie et les départements de Poznan et de Poméranie, où la propriété collective n'existe pas.

(2) Seulement dans les départements du Sud.

§ 4. — LE RENDEMENT DU SOL

Avant de présenter les statistiques concernant le rendement du sol polonais, nous voulons donner quelques renseignements sur la répartition des terres entre les différentes catégories de culture.

Nous prenons pour bases les statistiques relevées par l'Office Central de Statistique d'après les sources officielles d'avant la guerre de 1914. La Pologne actuelle tout entière occuperait, selon ces statistiques, 37.661.300 (1) hectares de la superficie ainsi répartie : les terres labourables couvriraient 18.307.800 hectares, soit 48,6 % de la superficie totale; les prairies, 3.838.000 hectares, soit 10,2 %; les pâturages, 2.528.600 hectares, soit 6,7 %; les forêts, 9.062.100 hectares, soit 24,1 %; les autres terrains ainsi que les terres incultes, 3.924.800 hectares, soit 10,4 %. Le tableau que nous allons examiner présente la superficie totale et celle des différentes catégories de terrains en culture dans chaque département.

(1) Ce chiffre diffère de celui relevé au cours du recensement de 1921.

Départements	Superficie totale (1)	Terres labou- rables	Prairies	Pâturages	Forêts	Autres terrains et terres incultes
En pourcentage de la superficie totale.						
Provinces centrales :						
Varsovie.	2.776.600	66,0	6,8	7,5	11,8	7,9
Lodz.	1.779.600	65,6	7,3	5,6	13,5	8,0
Kielce	2.483.300	54,5	6,2	6,9	24,1	8,3
Lublin.	2.963.700	54,8	9,9	6,7	21,0	7,6
Bialystok.	2.946.400	44,8	10,4	7,8	25,2	11,8
Provinces orientales :						
Wilno W	2.732.100	39,6	12,7	5,6	25,9	16,2
Nowogrodek.	2.289.200	42,7	11,0	5,4	28,9	12,0
Polésie	4.136.800	27,2	14,3	6,8	30,5	21,2
Wolhynie.	2.985.500	39,0	11,9	4,6	29,7	14,8
Provinces occidentales :						
Poznanie.	2.657.900	65,7	7,7	2,6	18,1	5,9
Poméranie	1.633.300	56,5	6,1	5,2	22,5	9,7
Silésie.	427.500	46,3	7,5	5,8	33,8	6,6
Provinces méridionales :						
Cracovie.	1.686.400	52,5	7,2	11,5	23,9	4,9
Lwow.	2.702.300	48,4	11,7	9,5	25,7	4,7
Stanislawow.	1.863.500	31,5	16,5	12,2	34,9	4,9
Tarnopol	1.624.200	63,3	8,3	4,7	17,4	6,3

(D'après l'Annuaire Statistique de la République Polonaise de 1927.)

Ce qui saute aux yeux lorsqu'on regarde le tableau ci-dessus, c'est le pourcentage des terres labourables en Pologne.

La Pologne, prise dans son ensemble, comporte 48,6 % de terres labourables; pourtant, dans le département de Varsovie, on en compte 66 %; dans celui de Lodz, 65,6 %; de Kielce, 54,5 %; de Lublin, 54,8 %; de Poznan, 65,7 %; de Poméranie, 56,5 %; de Cracovie, 52,5 %, et Tarnopol, 63,3 %.

Au contraire dans le vaste territoire du département de Polésie, les terres labourables comprennent à peine 27,2 % de la superficie totale de ce département; dans celui de Stanislawow, 31,5 %; Wolhynie, 39 %, et Wilno, 39,6 %.

Dans les départements des provinces de l'Est, comme Wilno, Nowogrodek, Polésie, Wolhynie et dans celui de Bialystok, surtout dans sa partie du Nord-Est, on trouve un trop grand pourcentage de terres incultes. Il faut signaler aussi dans ces provinces le grand pourcentage de forêts. Ces forêts ne sont pas en culture rationnelle. Certaines superficies forestières ou soi-disant forestières devront être défrichées et transformées en terres labourables.

Dans les provinces orientales de la Pologne et dans certaines parties des provinces centrales, il y a d'énormes terrains à mettre en valeur, soit par voie d'améliorations, soit par voie de défrichement des terres boisées.

Les provinces orientales et certaines parties des provinces centrales sont moins peuplées que les autres provinces polonaises, aussi se prêtent-elles à une vaste colonisation intérieure.

Des régions entières comme celles de Polésie sont susceptibles aussi de devenir des terrains propres à être colonisés.

Pourtant il est nécessaire qu'on procède à un dessèchement essentiel préalable et à d'autres améliorations.

On compte dans les provinces orientales plus de 5 millions d'hectares de terres à améliorer par voie de dessèchement. Ces terres sont constituées par des prairies, des pâturages et des terres incultes marécageuses, d'une superficie supérieure à 4 millions d'hectares, ainsi que par environ un million d'hectares de marais située au cœur des forêts.

Dans toute la Pologne, il y a environ 18 millions d'hectares de terrains à améliorer par la voie de dessèchement qui s'impose tout d'abord. Parallèlement à cette sorte d'amélioration, il faut encore souligner la nécessité d'effectuer d'autres améliorations comme des irrigations, du drainage, etc.

On compte environ 26 millions d'hectares de terrains qui se prêtent aux améliorations de cette dernière catégorie.

Toutes ces améliorations ne sauraient être exécutées qu'après l'aménagement fondamental des rivières pour

la plupart non navigables, dont la longueur est estimée à 10.000 kilomètres.

La majeure partie des terres labourables en Pologne produit du seigle, du froment, de l'avoine, de l'orge, des pommes de terre et de la betterave à sucre et cela aussi bien dans les grandes que dans les petites exploitations. Ces dernières, plus que les grandes exploitations, sont employées aussi à la culture du sarrazin, du maïs, du millet, du petit pois, du haricot, de la navette, du lin et du chanvre.

Dans les tableaux statistiques ci-dessous, on verra le rendement des quatre provinces polonaises dans la période d'avant la guerre de 1914, dans les années 1925-29 et en 1934.

SUPERFICIES ENSEMENCEES ET RECOLTES EN POLOGNE

Provinces.	Années	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre	Betteraves à sucre
		Superficie enssemencée en milliers d'hectares.					
Pologne	1909-1913	1.353	5.087	1.265	2.749	2.404	168
	1925-1929	1.337	5.672	1.150	2.026	2.479	208
	1934	1.746	5.639	1.177	2.190	2.762	112
Exploitations au-dessous de 50 hectares.	1934	1.355	4.925	999	1.907	2.401	22
Exploitations au-dessus de 50 hectares..	1934	391	714	178	283	361	90
		Récolte annuelle en millions de quintaux.					
Pologne	1909-1913	16,8	57,1	14,9	28,1	247,9	41,1
	1925-1929	16,5	61,9	14,0	23,2	264,6	42,2
	1934	20,8	64,6	14,5	25,5	334,7	25,7
Exploitations au-dessous de 50 hectares.	1934	15,2	55,0	11,7	21,6	281,9	4,6
Exploitations au-dessus de 50 hectares..	1934	5,6	9,6	2,8	3,9	52,8	21,1
		Rendement par hectare de la superficie en quintaux.					
Pologne	1909-1913	12,4	11,2	11,8	10,2	103	245
	1925-1929	12,3	10,9	12,1	11,5	107	202
	1934	11,9	11,5	12,8	11,6	121	229
	1934	11,2	11,2	11,8	11,3	117	206
	1934	14,3	13,5	15,6	13,9	146	235
Exploitations au-dessous de 50 hectares.	1909-1913	12,3	10,5	11,6	9,5	95	196
Provinces centrales	1934	13,4	12,5	13,6	13,7	134	219
	1909-1913	9,5	8,1	8,2	7,8	68	155
Provinces orientales	1934	11,2	10,4	11,4	10,3	111	187
	1909-1913	19,9	16,9	19,2	17,8	142	300
Provinces occidentales	1934	16,7	12,9	16,6	14,4	143	249
	1909-1913	11,7	11,3	11,2	10,6	110	200
Provinces méridionales	1934	9,0	7,3	9,6	9,2	89	173

(D'après le *Petit Annuaire-Statistique* de 1935.)

RENDEMENT PAR HECTARE EN POLOGNE ET DANS QUELQUES PAYS

Pays	Froment	Seigle	Orge	Avoine	Pommes de terre	Betteraves à sucre
Allemagne	20,4	15,9	17,1	15,8	98,8	204,9
Belgique	28,4	23,9	28,8	20,9	114,9	252,0
Danemark	34,1	13,7	23,6	16,8	162,3	250,2
France	16,4	12,5	12,3	10,4	57,1	171,0
Polgone	12,0	11,9	12,3	11,3	86,6	141,8
Pays-Bas	31,4	22,3	29,0	20,9	137,9	367,9
Suisse		19,8	18,2	20,8	151,2	353,3

(D'après l'*Annuaire International de Statistique agricole* de 1922,
publié par l'Institut International d'Agriculture, à Rome.)

SUPERFICIE ENSEMENCEE ET RENDEMENT DU SOL EN 1934 EN POLOGNE

Produits	Superficieensemencée en milliers d'hectares	Rendement du sol, par hectare en quintaux
	Total	Dans les exploitations au-dessous de 50 ha.
Sarrasin	315,3	297,3
Millet	84,2	81,5
Maïs	90,2	81,7
Petit pois	177,3	125,7
Haricot, fève, lentille.	38,4	34,6
Graine de lin		5,2
Fibre de lin	105,9	101,1
Graine de chanvre		5,2
Fibre de chanvre	32,4	32,0
Navette	39,0	19,6
		8,6
		6,2
		10,2
		8,4
		6,9
		8,6
		5,2
		2,9
		5,2
		3,2
		7,7

(D'après le *Petit Annuaire-Statistique* de 1935.)

Ce qui frappe lorsqu'on examine les tableaux ci-dessus, c'est le médiocre rendement du sol dans les provinces méridionales, centrales et tout particulièrement dans les provinces orientales.

Le rendement du sol des provinces occidentales est nettement supérieur à celui des autres provinces polonaises. Il se rapproche du rendement du sol des pays occidentaux les plus avancés au point de vue de la culture agricole.

Le rendement par hectare du froment, du seigle, de l'avoine, des pommes de terre et des betteraves à sucre est supérieur dans les grandes exploitations.

Cela, parce que les procédés de culture dans les grandes propriétés sont plus perfectionnés et parce que les terres y sont, en général, plus fertiles que celles appartenant aux paysans.

Nous en avons déjà expliqué les causes.

Cette différence entre le rendement du sol de la petite et de la grande propriétés agricoles se manifeste surtout dans les provinces méridionales, centrales et tout particulièrement orientales.

Elle est insignifiante, sinon nulle, dans les provinces occidentales où les connaissances générales et professionnelles ainsi que les procédés de culture des paysans ont atteint un niveau plus élevé que dans les autres provinces.

Quant au rendement par hectare du sarrasin, du millet, du maïs, du petit pois, du haricot, du lin, du chanvre et de la navette, il est presque égal dans les grandes et les petites exploitations.

D'ailleurs, dans les grandes exploitations, la superficie consacrée à la culture de ces derniers produits est assez négligeable si on la compare à celle qu'on lui réserve dans les exploitations paysannes.

L'importance de la production des petites exploitations est à souligner aussi dans le domaine de l'élevage, comme l'attestent les tableaux suivants, d'après les données officielles de 1934.

Catégorie de bestiaux	Dans les exploita- tions		Sur 100 hectares de terres cultivables dans exploitations		
	Au-dessous de 50 ha.	Au-dessus de 50 ha.	Au-dessous de 50 ha.	Au-dessus de 50 ha.	Au-dessus de 50 ha.
		en milliers			
Bêtes à cornes.	8.213	407	15,8		8,6
Porcs.	6.323	725	40,9		15,3
Brebis.	2.154	504	31,5		10,6
Chèvres.	256	379	10,7		8,0
Chevaux.	3.172	3	1,3		0,1
Production du lait en 1934	Pologne entière	Provinces centrales	Provinces orientales	Provinces occidentales	Provinces méri-dionales
Total de la production en millions de litres. .	8.970	3.299	1.455	1.604	2.620
Exploitations au-dessous de 50 hectares	8.174	3.047	1.369	1.252	2.506
Au-dessus de 50 hectares	804	252	86	352	114
Rendement de la pro- duction par hectare de terres cultivables (en litres).	351	343	200	491	480

CHAPITRE II

LE SURPEUPLEMENT AGRICOLE

§ 1. — L'ACCROISSEMENT DE LA POPULATION, DANS LE TERRITOIRE DE LA POLOGNE ACTUELLE, AU COURS DU XIX^e SIECLE ET AU DEBUT DU XX^e SIECLE.

Généralités

Le XIX^e siècle se caractérise par un accroissement extraordinaire de population. L'Europe qui ne comptait en 1804 que 191 millions d'habitants, en accusait 275 millions en 1857, et 452 millions en 1910. Ce phénomène se manifesta aussi avec une grande rapidité en Amérique. Mais tandis que cette augmentation de la population américaine était due à un mouvement social, c'est-à-dire à l'immigration, l'accroissement de la population en Europe était favorisé exclusivement par l'excédent des naissances sur les décès, c'est-à-dire par le mouvement naturel de la population. L'accroissement naturel prit des proportions très élevées, tout particulièrement dans les pays slaves.

Les provinces polonaises et surtout les provinces centrales, ont pris une part très active à l'accroissement de la population de race slave. La population du Royaume du Congrès (provinces centrales de la Pologne) s'est accrue, dans la période de 1855 à 1913, de 179,4 %. Dans la même période, l'augmentation de la population de la France s'est traduite par 11 %, celle de l'Allemagne par 75 %, celle de la Russie d'Europe, 94 %, et celle de

l'Angleterre, dans une période un peu plus longue, de 101 % (1).

Comme il nous est difficile de présenter un tableau d'ensemble de l'accroissement de la population sur le territoire qui est intégralement rentré dans les cadres de la Pologne restaurée, faute d'évaluations précises des données statistiques pour la totalité de ce territoire, nous allons étudier le développement de la population dans chaque province polonaise pour faire ressortir, en même temps, les différences qui se sont manifestées dans ce développement, au cours de la domination étrangère.

1. — *Provinces de l'Ouest*

Nous étudierons ici l'évolution de l'accroissement de la population dans la Posnanie, la Prusse Occidentale et la Haute-Silésie. Les deux premières de ces provinces sont en grande partie rentrées en Pologne restaurée. Quant à la Haute-Silésie, 3.221 km² seulement ont échu à la Pologne, sur un total qui comprenait, en 1910, 13.230 km². Voici le tableau (2) représentant le mouvement de la population entre 1816 et 1912.

Chiffre de la population en milliers

Année	Poznanie	Prusse Occidentale	Haute-Silésie
1816	820	571	525
1858	1.417	1.136	2.264
1912	2.136	1.727	2.264
Accroissement de la population en pourcentage			
1816-1858	72,8 %	98,9 %	105,2 %
1858-1912	50,7 %	52 %	110,2 %
1816-1912	160,5 %	202,5 %	331,2 %

Ce tableau permet de remarquer deux périodes bien

(1) *Encyclopédie Polonaise*, vol. II, p. 110.

(2) Le tableau ci-dessus est dressé d'après les données de l'*Encyclopédie Polonaise*, p. 115, et de MM. A. Krzyzanowski et K. Kumaniecki. *Statistique de la Pologne*, p. 5.

distinctes : la première allant de 1816 à 1858 et la deuxième de 1858 à 1912. Durant la première période, la population s'est accrue de 72 % en Poznanie, de 98 % en Prusse Occidentale et de 105 % en Haute-Silésie. Dans la deuxième période, la rapidité de l'accroissement de la population a diminué. C'est seulement en Haute-Silésie qu'on trouve une augmentation de population relativement plus élevée que dans la période précédente.

L'accroissement fort élevé de la population dans les provinces occidentales était dû en grande partie, durant la première période, à la prospérité économique et aux conditions sociales plus favorables qu'auparavant. Les rapports agraires se développaient plus rationnellement; la question de l'affranchissement des paysans était déjà réglée depuis 1811 et 1823.

Dans la deuxième période, bien que l'accroissement naturel de la population fût aussi grand que dans la première, l'augmentation effective de la population diminua très sensiblement, grâce à l'émigration à l'étranger qui se transforma, à la fin du xix^e siècle, en un véritable exode de la population rurale.

L'accroissement effectif, dans la Posnanie et la Prusse Occidentale, se chiffrait à peu près par 1.130.000 personnes entre 1860 et 1910; l'accroissement naturel, dans la même période, était de 2.614.300, chiffre supérieur à celui de l'accroissement effectif (1).

L'émigration n'était pas si intense en Haute-Silésie. Cela s'explique par le fait que la Haute-Silésie est une province de mines et de hauts-fourneaux. Or, elle pouvait absorber tout l'accroissement naturel.

Les conditions économiques dans les deux autres provinces envisagées se présentaient sous un autre aspect. La Posnanie ainsi que la Prusse Occidentale étaient des provinces agricoles.

Toutes les possibilités de développement industriel y

(1) T. BRZESKI : *La population. Encyclopédie du droit public*, t. 1^{er}, p. 403.

étaient étouffées dans l'œuf par la forte industrie allemande.

D'ailleurs, c'était l'intérêt de l'Allemagne tout entière de voir les provinces polonaises rester agricoles, afin de fournir des débouchés pour l'industrie, et d'alimenter à bon marché les villes et les centres industriels allemands.

Donc, malgré l'augmentation énorme de la production des céréales et le rendement du sol, la population rurale, toujours croissante, ne pouvant trouver aucune situation convenable, allait à l'étranger, vers les pays d'outre-mer, puis vers les provinces occidentales de l'Allemagne.

Le développement des villes qui pouvaient absorber l'accroissement de la population, était très lent.

Le tableau ci-dessous nous en fournit la preuve (1) :

Année	Poznanie		Prusse occidentale	
	Population des villes au-dessus de 10.000 habitants (en milliers)	Pourcentage de la population totale	Population des villes au-dessus de 10.000 habitants (en milliers)	Pourcentage de la population totale
1869/71	128	8,1 %	165	12,5 %
1880.	162	9,5 %	194	13,8 %
1890	206	11,8 %	251	17,5 %
1900	239	12,7 %	323	20,6 %
1910	349	16,6 %	419	24,6 %

Tandis que, dans les pays occidentaux, s'accomplissait au cours du XIX^e siècle une transformation profonde dans la répartition de la population entre les différentes branches de l'activité humaine, transformation qui s'opérait dans le sens d'une grande diminution de la population rurale et d'un accroissement énorme de la population des villes et des centres industriels, en Pologne, aussi bien dans les provinces occidentales que dans les autres, le nombre de la population rurale allait tou-

(1) A. KRZYŻANOWSKI et K. KUMANIECKI, *op. cit.*, p. 31.

jours en augmentant, sans diminuer sensiblement son pourcentage par rapport au total de la population.

2. — *Provinces du Sud*

La Galicie et la Silésie de Têchen sont presque entièrement rentrées dans la Pologne actuelle. Le tableau ci-dessous donne l'accroissement de la population, de 1817 à 1910, dans ces provinces.

Année	Galicie (population en milliers)	Silésie de Têchen (population en milliers)
1817	3.717	138
1857	4.597	190
1910	8.029	435
Pourcentage de l'accroissement.		
1810-1857	48,9 %	37,3 %
1857-1910	74,6 %	129,4 %
1810-1910	160,2 %	215,1 %

L'accroissement de la population dans les provinces du Sud fut moins rapide dans l'intervalle allant de 1810 à 1857. Dans la deuxième période, allant de 1857 à 1910, la rapidité de l'accroissement de la population fut très grande. Elle était due à l'affranchissement des paysans et à l'amélioration de la vie économique ainsi qu'aux progrès de l'hygiène. La mortalité, durant cette époque, baissait continuellement.

L'augmentation de la population aurait été encore plus grande si nous n'avions pas assisté à une émigration de la population comme dans les provinces de l'Ouest. Cette émigration absorbait tout particulièrement la population de la Galicie occidentale.

Quant à la Silésie de Têchen, l'accroissement de sa population, dans la deuxième période, était due principalement au développement de l'industrie et des mines.

Dans le même temps, les villes s'y développèrent encore plus rapidement qu'en Galicie. La population urbaine, qui se chiffrait en 1871 à 11.000, s'élevait à 69.000 en 1900 et à 80.000 en 1910.

La Galicie, quoique possédant de grandes richesses naturelles, comme le pétrole, le sel, se développait très lentement au point de vue industriel. Les villes, elles non plus, n'accusaient pas de grand développement.

La population des villes au-dessus de 10.000 habitants était, en 1880, de 442.000, soit 7,5 % de la population totale; en 1890, elle représentait 8,2 %; en 1900, à peine 9,6 %, et enfin, en 1910, 13,1 % de la population totale (1). C'est donc un pays purement agricole.

Le très grand accroissement naturel de la population, l'absence presque complète de l'industrie et le développement très lent des villes, voilà les causes du surpeuplement agricole dans les provinces du Sud.

3. — *Provinces du Centre (Royaume du Congrès)*

L'accroissement de la population dans ces provinces a suivi la même évolution que dans les provinces méridionales, mais l'augmentation de la population dans les provinces centrales était supérieure à l'augmentation dans les provinces méridionales.

Le tableau (2) ci-dessous nous fera mieux comprendre ce phénomène.

Année	Population en milliers	Pourcentage de l'accroissement
1816	2.717	De 1816 à 1860 78 %
1860	4.840	De 1860 à 1913 170 %
1913	13.058	De 1816 à 1913 380 %

L'augmentation de la population, dans les provinces centrales, n'a pas été uniforme pendant toute la durée de cette période. Tandis que, de 1816 à 1860, la population s'est seulement accrue de 78 %, de 1860 à 1913, elle s'est accrue de 170 %. Dans la période de 1816 à 1913, l'accroissement de la population s'est chiffré par 380 %.

(1) A. KRZYŻANOWSKI et K. KUMANIECKI, *op. cit.*, p. 31.

(2) *Encyclopédie Polonaise*, p. 124; A. KRZYŻANOWSKI et K. KUMANIECKI, *op. cit.*, p. 5. — J. BUZEK, *op. cit.*, pp. 5 et suiv.

A peu près dans la même période, de 1800 à 1900, la population s'est accrue en Angleterre de 266 %, en Russie d'Europe de 172 %, en Hollande de 141 %, en Allemagne de 130 %, en Belgique de 123 %, en Italie de 79 % et en France de 42 % (1).

L'essor de l'accroissement de la population dans la Pologne centrale, au cours de la deuxième période, c'est-à-dire de 1860 à 1913, était dû à la fois aux différents facteurs économiques et sociaux.

Au début de cette période de vastes réformes furent réalisées qui attribuaient aux paysans la pleine propriété des terres. Ces réformes changèrent assez sensiblement les conditions de la vie de la majeure partie de la population du pays. D'autre part, à cette époque, l'industrie, les mines et le commerce se développèrent beaucoup, ce qui fournit de nouveaux débouchés pour l'accroissement de la population rurale.

Aussi les villes s'agrandirent-elles plus rapidement que dans les provinces précédemment examinées. La population urbaine qui représentait 24 % de la population totale en 1858, en accusait 31,5 % en 1913.

4. — *Provinces orientales*

Ce qu'on entend par provinces orientales de la Pologne actuelle n'est qu'une partie minime du territoire polonais accaparé par la Russie au cours des trois partages.

Pour cette raison, il nous est difficile de donner des chiffres, même plus ou moins exacts, relatifs à l'accroissement de la population dans ces provinces. D'ailleurs les statistiques russes, extrêmement défectueuses pour ces régions, nous en dispensent parfaitement.

Néanmoins, si nous ne pouvons pas donner de chiffres précis pour quelques années du xix^e siècle, nous sommes en état de noter le degré de l'accroissement de la population à cette époque.

Or, le développement de la population dans ces pro-

(1) *Encyclopédie Polonaise*, p. 111. Chiffres arrondis.

vinces suivait la même ligne que celui des provinces centrales. La seule différence était que la population des provinces orientales, dans la première période allant de 1815 à 1860, était à peu près stationnaire et même avait un peu baissé dans l'intervalle de 1841 à 1861.

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, c'est-à-dire après les réformes agraires et l'affranchissement des paysans, l'accroissement de la population fut très sensible. Il se chiffre, dans la période de 1846 à 1913, par 170 % pour les régions du Sud et 150 % pour les régions du Nord.

Cette différence s'explique par la présence de terres très abondantes et plus fertiles dans les régions méridionales.

D'ailleurs, ces régions étaient plus peuplées, même avant les partages de la Pologne.

§ 2. — LE NOMBRE ET LA DENSITÉ

DE LA POPULATION EN POLOGNE RESTAURÉE

Les statistiques de la population en Pologne actuelle ne sont pas uniformes. Le recensement général du 30 septembre 1921 n'avait pas eu lieu en Haute-Silésie et dans la région de Wilno. En ce qui concerne la Haute-Silésie, nous prenons pour base de notre étude les statistiques allemandes de 1919 et, pour la province de Wilno, les données du recensement effectué en 1919 par les autorités civiles des provinces de l'Est.

Selon le recensement ci-dessus mentionné et selon les évaluations de l'Office central de statistique de la République polonaise, le chiffre de la population de Pologne, au 30 septembre 1921, était de 27.201.342, soit 70,0 habitants par kilomètre carré. Le nombre de la population s'élevait au 1^{er} janvier 1935 à 33.400.000, soit 86 habitants par km². L'accroissement de la population en Pologne restaurée est considérable. Voici les chiffres :

En 1921, l'accroissement naturel n'était que de 322.000 personnes; en 1922, de 429.000; en 1923, de 521.000; en 1924, de 481.000; en 1925, de 545.000; en 1926, de 457.000;

en 1927, de 427.000; en 1928, de 480.000; en 1929, de 475.000; en 1930, de 526.000; en 1931, de 471.000; en 1932, de 445.000; en 1933, de 403.000, et en 1934, de 402.000 (1).

Passons en revue l'accroissement naturel de quelques pays d'Europe et comparons-le à celui de la Pologne.

Le tableau (2) ci-dessous est un tableau des naissances, décès et augmentations annuelles de population par 1.000 habitants, entre 1921 et 1925.

Pays	Taux de natalité moyen	Taux de mortalité moyen	Excédent des naissances
Russie d'Europe	44,1	24,1	20
Bulgarie	38,6	20,8	17,8
Italie	29,2	17	12,2
Allemagne	22,1	13,3	8,8
Angleterre	19,9	12,2	7,7
France	19,3	17,3	2

Voici un tableau de l'accroissement naturel de la population en Pologne (3).

Année	Naissances	Décès	Excédent des naissances
1921-25 (moyenne)	34,9	18,8	16,0
1921	32,8	20,9	11,9
1922	35,5	20,0	15,5
1923	35,5	18,4	17,1
1924	35,0	18,2	16,8
1925	35,7	16,9	18,8
1926	33,6	18,1	15,5
1927	31,9	17,6	14,3
1928	32,6	16,7	15,9
1929	32,0	16,7	15,3
1930	32,3	15,6	16,7
1931	30,2	15,5	14,7
1932	28,7	15,0	13,7
1933	26,5	14,2	12,3
1934	26,5	14,4	12,1

(1) Dans les dernières années, l'accroissement naturel en Pologne, comme d'ailleurs dans les autres pays, a sensiblement diminué sous l'influence de la crise économique que nous vivons depuis 1930.

(2) *Annuaire Statistique International*, publié par la Société des Nations, 1927, p. 25.

(3) D'après l'*Annuaire Statistique de la République Polonaise* de 1929, p. 14; et le *Petit Annuaire-Statistique* de 1934, p. 17.

En comparant les données des deux tableaux, nous pouvons conclure que la Pologne, au point de vue de l'accroissement de la population, devance tous les Etats de l'Europe centrale et occidentale.

Etudions maintenant le nombre et la densité de la population en Pologne par rapport au nombre et à la densité des autres pays.

A cette fin, nous allons classer ces pays en trois groupes, selon leurs capacités industrielles ou agricoles.

Dans le premier groupe, nous plaçons les pays où l'industrie domine toutes les autres branches de l'activité nationale et tout particulièrement l'agriculture; dans le second, nous mettons les pays où il y a un certain équilibre, pour ainsi dire, entre l'économie industrielle et l'économie agricole; le troisième groupe comprendra les pays où l'agriculture jouit d'une prépondérance incontestable.

Le tableau ci-joint présente les trois groupes de pays d'Europe selon leur activité principale à la date la plus proche de 1921 (1) :

Pays	Superficie en km ²	Nombre d'habitants	Densité de la population par km. ²
I. — Pays industriels.			
Belgique.....	30.414	7.462.455	245,4
Grande-Bretagne sans l'Irlande..	230.616	42.917.382	186,1
II. — Pays industriels-Agricoles.			
Allemagne.....	472.082	59.858.284	126,8
Italie.....	308.900	38.835.941	125,0
Tchécoslovaquie.....	140.352	13.611.349	97,0
Autriche.....	83.904	6.423.486	76,6
France.....	550.986	39.209.518	71,2

(1) D'après l'Annuaire International de Statistique agricole de 1922, pp. 2 et suiv.

III. — Pays agricoles.

Pologne	388.390	27.201.342	70,0
Roumanie.. ..	294.244	17.393.000	59,1
Irlande	83.939	4.494.000	53,5
Yougoslavie	243.897	12.027.325	49,3
Bulgarie	103.146	4.861.439	47,1
Russie d'Europe	4.603.276	101.409.539	22,0

Ce relevé nous démontre avec clarté que la densité de la population en Pologne se rapproche plutôt de celle des pays du deuxième groupe, c'est-à-dire des pays où l'activité industrielle est aussi importante sinon plus grande que l'agriculture. La densité de la population en Pologne, à l'heure actuelle, est même de 86 habitants par km²; autrement dit, elle est plus grande que celle de la France qui accuse actuellement 76 habitants par km²; elle est aussi supérieure à la densité actuelle de la population en Autriche qui accuse seulement 80 habitants par km².

Il en est ainsi pour la densité de la population dans la Pologne tout entière. Soumettons maintenant à un examen détaillé la densité de la population d'après les provinces et les départements. Le tableau (1) ci-dessous nous montre la densité de la population dans les départements au 30 septembre 1921 et au 9 décembre 1931, lors du dernier recensement.

(1) D'après l'*Annuaire-Statistique de la République Polonaise* de 1929, et le *Petit Annuaire-Statistique* de 1935, pp. 11-13, pp. 6 et suiv.

Départements	Superficie en km2.	Nombre d'habitants			Densité de la population par km2.	
		au 9-12-31 (1)	au 30-9-21	au 9-12-31 (1)		
I. Provinces du Sud.						
Silésie	4.216	1.298.300	265,9	308		
Cracovie	17.380	2.296.600	114,2	132		
Lwow	28.408	3.127.400	100,6	110		
Tarnopol	16.533	1.604.000	88,0	97		
Stanislawow	16.894	1.476.500	72,9	87		
II. Provinces du Centre.						
Lodz	19.034	2.633.000	118,4	138		
Varsovie avec capitale	29.593	3.709.600	103,0	125		
Kielce	25.589	2.937.000	98,5	115		
Lublin	31.176	2.467.000	67,0	79		
Bialystok	32.441	1.643.500	40,1	51		
III. Provinces de l'Ouest.						
Poznan	26.564	2.114.200	74,2	80		
Poméranie	16.407	1.086.300	57,1	66		
IV. Provinces de l'Est.						
Wolhynie	35.754	2.084.800	47,5	58		
Nowogrodek	22.966	1.056.800	35,3	46		
Wilna	29.011	1.275.300	34,5	44		
Polésie	36.668	1.131.700	20,8	31		

Ce qui nous frappe, lorsque nous regardons ce tableau, c'est la grande différence de densités dans les diverses provinces.

Il y a là deux extrêmes : le département de la Silésie, dont la densité dépasse 265,9 habitants en 1921 et 308 habitants par km² en 1931 d'une part, et celui de la Polésie dans lequel le nombre des habitants par km² atteint le chiffre de 20 en 1921 et de 31 en 1931.

Ces grandes divergences s'expliquent par la différence de l'évolution politique, économique et historique de ces provinces, au cours de 150 années d'esclavage et même avant les partages.

Pour cette raison, nous allons étudier ces provinces séparément.

(1) Chiffres arrondis.

1. — *Provinces du Sud*

Bien que le département de la Silésie soit compté parmi les départements de l'Ouest, nous avons fait exprès de le placer à la tête des départements du Sud. A vrai dire, il faudrait l'étudier séparément, car il est différent de tous les autres départements de la Pologne à cause de son industrie développée et de ses grands bassins miniers. Ce département, à lui seul, prend place parmi les pays les plus avancés du premier groupe. Il est composé de deux parties : la Silésie de Techen et la Haute-Silésie. Dans cette dernière partie, la densité de la population par km² est extrêmement grande et bien supérieure à la moyenne 308.

Les quatre autres départements du Sud sont purement agricoles. Et pourtant, en les envisageant au point de vue de la densité de la population, on pourrait croire que ce sont des provinces où l'industrie domine les autres branches de l'économie nationale. La densité de la population dans le département de Cracovie est représentée par 114 habitants par km² en 1921, et par 132 en 1931. Cependant, il y a là deux districts dans lesquels le nombre de la population par km² dépasse 210, un district dans lequel elle dépasse 190 et un dans lequel elle dépasse 162. Dans le département de Lwow, le nombre de la population par km² dépasse 100 en 1921 et 110 en 1931; et dans quelques districts, il dépasse, en 1931, 140, et même 160 dans un district.

Une telle densité de population se trouve seulement dans les pays industriels.

Comme les départements précédents, le département de Tarnopol et celui de Stanislawow, eux aussi, accusent une densité de population très grande. Etant donné l'absence d'industrie dans les quatre départements du Sud, il faut reconnaître qu'il y a là un problème du surpeuplement agricole extrêmement grave.

Ce surpeuplement n'est pas de date récente. Les provinces méridionales sont considérées depuis des siècles comme les plus peuplées. A ce point de vue, elles se sont toujours distinguées des autres parties de la Polo-

gne ancienne. Malheureusement, nous n'avons pas de chiffres précis pour démontrer ces divergences avant les partages. Nous les possédons pourtant pour le xix^e siècle. Le tableau (1) ci-dessous montre la densité de la population par km², dans les provinces du Sud (Galicie et Silésie de Têchen) et celle des provinces du Centre et de l'Ouest au cours de quelques années du xix^e siècle :

Années	Provinces du Sud		Provinces du Centre	Provinces occidentales	
	Galice	Silésie de Têchen	Royaume du Congrès	Poznanie	Prusse Occid.
1816	47		22	28	22
1846	61	92	39	47	40
1870	69	105	49	55	52
1880	76	119	58	59	55
1890	84	133	65	61	56
1900	93	166	76	65	61

Ce qui saute d'abord aux yeux, c'est la grande différence qui existe entre la densité de la population en 1816, dans les provinces du Sud, d'une part, et dans les provinces du Centre et de l'Ouest, d'autre part. Le nombre de la population par km² dans les provinces méridionales était, au début du xix^e siècle, deux fois plus grand que celui de la population dans les provinces centrales et occidentales.

Ce pourcentage de population par km², dans les provinces du Sud, explique le problème de l'émiettement très accentué de la propriété paysanne et, partant, les difficultés énormes qui se présentent lorsqu'on veut réaliser les différentes réformes agraires entreprises dans ces provinces par les autorités de la Pologne restaurée.

(1) A. KRZYŻANOWSKI et K. KUMANIECKI, op. cit., p. 9.

2. — *Provinces centrales*

Les départements du Centre et tout particulièrement ceux de Varsovie, Lodz et Kielce, eux aussi, possèdent une forte densité de population, ce qui les rapproche des pays où l'industrie prédomine.

Le chiffre de la population par km² dans le département de Lodz est de 120 habitants en 1921 et de 140 en 1931. Mais il y a là bien des districts qui dépassent ce chiffre. Dans les départements de Varsovie et de Kielce, il y a des districts dans lesquels le nombre des habitants par km² dépasse de beaucoup le chiffre moyen.

Si la densité de la population, dans quelques districts des départements dont nous parlons, est justifiée par la présence d'une industrie développée, comme c'est le cas pour la région de Lodz, la très grande densité, dans la majeure partie des districts composant ces trois départements, ne l'est point du tout. Ce sont des régions purement agricoles, où la majorité de la population est celle des campagnes. La densité très accentuée ne saurait être expliquée là que par le surpeuplement agricole. C'est un fait tout à fait semblable à celui que nous avons examiné à propos de l'étude des provinces méridionales.

La densité de la population dans les départements de Lublin, département purement agricole, ressemble à la densité de la population de l'Autriche, pays industriel-agricole du deuxième groupe. Il y a là cinq districts dans lesquels le nombre d'habitants par km² en 1931 dépasse 85.

Seul le département de Bialystok accuse une densité de population convenable aux pays agricoles. C'est un département qui se rapproche sur beaucoup de points des provinces de l'Est dont nous parlerons plus loin.

3. — *Provinces de l'Ouest*

Nous avons à distinguer ici deux départements : celui de Poznan, où le nombre d'habitants par km² est

de 74,2 en 1921 et de 80 en 1931, et celui de Poméranie, où la densité de la population se chiffre par 57,1 habitants en 1921 et 66 en 1931.

La densité de la population en Posnanie, bien que fort élevée, si l'on tient compte de ses capacités purement agricoles, se justifie pourtant plus facilement que la densité dans les provinces précédemment examinées.

La culture y est très intensive et le rendement du sol par hectare est presque deux fois plus grand qu'il ne l'est dans les départements du Sud et du Centre. Pour cette raison, cette région a besoin de plus de bras pour entretenir la culture des champs à un niveau convenable.

Quant au département de Poméranie, le nombre de sa population par km² se rapproche tout à fait de celui des pays agricoles du troisième groupe.

4. — *Les provinces orientales*

Le chiffre de la population par km², dans les départements de l'Est, est faible.

A part le département de Wolhynie où la densité s'exprime par 47,5 habitants par km² en 1921 et par 58 en 1931, le chiffre de la population par km² dans les trois autres départements se rapproche beaucoup de celui de la Russie. Le département de Nowogrodek a presque la même densité que celui de Wilno, c'est-à-dire environ 35 habitants par km² en 1921 et 45 en 1931. Mais dans le département de Polésie le nombre de la population par km² descend au-dessous de celui de la Russie et n'accuse que 20,8 habitants par km² en 1921 et 31 en 1931. Il y a là aussi des districts (1) d'une densité inférieure à 14 habitants par km² en 1921 et inférieure à 19 habitants en 1931.

Cela s'explique par le fait que les provinces de l'Est sont très arriérées au point de vue économique et social. La culture y est très extensive, les moyens et les métho-

(1) Le district de Koszow accuse 13,6 habitants par km² en 1921. Après la date du recensement de 1921, le flot de la population rapatriée est venu dans les provinces de l'Est. Donc la densité réelle est à l'heure actuelle sensiblement plus élevée.

des d'exploitation y sont assez rudimentaires et le rendement du sol y est deux ou trois fois inférieur à celui des provinces de l'Ouest.

La population n'y fait que de l'agriculture.

§ 3. — LA POPULATION RURALE ET LES AGGLOMERATIONS URBAINES

Nous voici arrivés à l'étude de la population des campagnes et des bourgs par rapport à la population des villes et des centres industriels.

Le tableau ci-dessous (1) fera mieux ressortir le nombre et le pourcentage de la population rurale.

Données statistiques d'après les recensements de 1919 et de 1921.

Départements	Chiffre de la populat. rurale.	Pourcentage de la populat. rurale.	Chiffre de la populat. urbaine.	Pourcentage de la populat. urbaine.
Pologne.....	19.270.113	74,5	6.607.783	25,5
I. Provinces méridionales.				
Cracovie.....	1.506.950	75,6	485.860	24,4
Lwow.....	2.111.990	77,7	606.024	22,3
Stanislawow.....	1.084.668	81,0	254.523	19,0
Tarnopol.....	1.221.533	85,5	206.987	14,5
II. Provinces centrales.				
Varsovie (2).....	1.641.941	53,8	1.409.948	46,2
Lodz.....	1.381.165	61,3	871.104	39,2
Kielce.....	1.934.154	76,3	601.744	23,7
Lublin.....	1.730.373	83,0	355.373	17,0
Bialystok.....	984.253	75,6	317.605	24,4
III. Provinces occidentales.				
Silésie (3).....				
Poznan.....	1.279.589	65,0	688.276	35,0
Poméranie.....	702.123	75,0	233.520	25,0
IV. Provinces orientales.				
Wilna.....	841.387	83,7	164.178	16,3
Polésie.....	759.536	86,4	119.881	13,6
Wolhynie.....	1.264.882	88,0	172.687	12,0
Nowogrodek.....	724.509	90,5	76.252	9,5

(1) D'après l'Annuaire-Statistique de la République Polonaise de 1924, pp. 6 et suiv.

(2) Y compris la population de la ville de Varsovie.

(3) Non compris la population recensée par les autorités militaires et non compris la Haute-Silésie.

1. — *Provinces méridionales*

Examinons tout d'abord la population rurale et urbaine dans les provinces méridionales en 1921. Nous y voyons un très grand pourcentage de population rurale à côté d'une grande densité de population dont nous avons parlé plus haut.

Tandis qu'au cours des vingt années qui ont précédé la guerre le pourcentage de la population rurale dans ces provinces allait en diminuant et passait de 77,4 % de la population totale en 1890, à 73 % en 1910, il va en augmentant après la guerre et passe à 74,3 % en 1921.

Ce sont surtout les départements de Tarnopol et de Stanislawow qui possèdent la plus grande population rurale. Le pourcentage de la population urbaine y est très faible et atteint à peine 14,5 % dans le premier et 19 % dans le second. Dans le département de Lwow, le nombre de la population urbaine est un peu plus grand et représente 22,3 %; dans celui de Cracovie, il est environ de 25 % de la population totale.

Nous avons constaté, tout à l'heure, la diminution de la population rurale dans les provinces méridionales avant la guerre. Cette diminution est due surtout à l'émigration d'environ un million d'habitants des campagnes. Pendant la guerre et après la guerre, le pourcentage de la population rurale augmente; il serait encore plus grand si l'émigration, cette véritable « sou-pape » de surpeuplement, ne fonctionnait plus à l'heure actuelle.

2. — *Provinces centrales*

Dans ces provinces, le pourcentage de la population rurale baisse par rapport à celui des provinces méridionales; néanmoins, il reste encore très élevé et il est loin d'être comparable au pourcentage de la population rurale dans les pays d'Europe occidentale.

Dans le département de Varsovie, abstraction faite du nombre de la population de la capitale, il y avait, en 1921, environ 78 % de la population peuplant les

communes rurales. Lorsque nous additionnons aussi la population de la ville de Varsovie qui, à elle seule, compte en 1921 environ 950.000 habitants, le pourcentage de la population rurale présente un autre aspect. Il n'excède pas, à la date du premier recensement, 54 % de la population totale de ce département.

Pour le département de Lodz, où l'industrie a pris une grande envergure, le pourcentage de la population rurale reste encore trop grand, même si nous ajoutons au total de la population urbaine environ 452.000 habitants de la ville de Lodz. La proportion de la population des campagnes se chiffre dans ce cas là par 61,3 %.

Dans le département de Kielce, la population rurale est représentée par 76,3 %. Néanmoins, si nous mettons à part quelques districts, comme ceux de Bedzin, de Czeszochowa et de Zawiercie où se trouvent de grands centres industriels et miniers, le pourcentage, dans le reste du département, sera beaucoup plus élevé. Il y a là cinq districts dans lesquels le nombre de la population dans les communes rurales dépasse 90 % de la population totale et dans la majeure partie des districts, il dépasse 80 %.

Le département de Lublin est celui qui accuse le plus grand pourcentage de population rurale dans les provinces centrales. Il y a là 83 % des habitants peuplant les communes rurales. Dans quelques districts de l'Est, ce pourcentage dépasse 90 %. Dans le cinquième département du Centre, à savoir celui de Bialystok, la population, nous l'avons vu plus haut, est très clairsemée. Le pourcentage de la population habitant les communes rurales s'y élève à 75, 6 %.

Ce court aperçu sur la population rurale et urbaine dans les provinces centrales et méridionales nous a montré combien les villes polonaises sont peu développées.

La plus grande majorité de la population résidant dans les campagnes s'adonne à l'agriculture.

Le grand accroissement naturel, dans les campagnes, ne trouve dans les villes qu'un débouché assez restreint. Une grande partie de cet accroissement demeure dans

les communes rurales, y augmente la misère et contribue à l'émiettement de la petite propriété agricole.

3. — *Provinces occidentales*

Dans ces provinces, le pourcentage de la population rurale est moins élevé que celui des provinces précédemment examinées.

Il est de 65 % dans le département de Poznan et de 75 % dans le département de Poméranie.

4. — *Provinces orientales*

Au contraire, il atteint un chiffre énorme dans les provinces orientales. La population y est très clairsemée et ne s'occupe que d'agriculture. L'absence d'industrie et de villes y est frappante. La culture des terres est très rudimentaire et primitive. Le rendement du sol est le plus bas de toute la Pologne. Le nombre de la population habitant les communes rurales représentait au cours du premier recensement 83,7 % de la population totale dans le département de Wilno, 86,4 % dans celui de Polésie, 88 % dans celui de Wolhynie et 90,5 % dans le département de Nowogrodek. Pourtant ce pourcentage est loin d'être exact. Et voici pourquoi.

Au moment du recensement qui sert de base à cette étude, une grande partie de la population de ces provinces avait été évacuée par les autorisés russes au centre de la Russie.

Or, dans la période de 1918 à 1924, environ 1.265.000 personnes sont rentrées en Pologne par la frontière orientale. La majeure partie de cette population échoit à la population des communes rurales. Pour cette simple raison, le pourcentage des habitants peuplant les campagnes au moment du recensement est inférieur au pourcentage réel.

En prenant en considération toutes ces observations, on peut conclure ainsi : la population des provinces polonaises de l'Est, est une population presque entièrement agricole.

§ 4. — LE DEGRE DU SURPEUPLEMENT AGRICOLE

Dans les paragraphes précédents, nous avons constaté que le surpeuplement agricole se manifeste assez nettement dans certaines provinces polonaises.

Maintenant nous allons voir et apprécier de plus près le degré de ce surpeuplement au moment du premier recensement effectué en 1921.

Le tableau ci-dessous (1) nous présente la densité de la population rurale par km² de la superficie administrative de chaque département et ensuite par km² de terres en différents modes d'utilisation agricole, sauf les forêts.

Départements	Densité de la populat. totale par km ² de la superficie administrative	Densité de la population vivant de l'agriculture par km ² de la superficie administrative	Densité de la population vivant de l'agriculture par km ² de terres en culture agricole (sans forêts).
I. Provinces méridionales.			
Cracovie	114,2	75,0	104,1
Lwow	100,6	71,3	1008
Tarnopol	88,0	71,5	90,8
Stanislawow	72,9	56,2	91,6
II. Provinces centrales.			
Kielce	98,5	61,0	96,6
Lodz	118,4	63,6	89,6
Lublin	67,0	49,2	72,0
Varsovie	72,1	48,9	64,9
Bialystok	40,1	29,0	49,6
III. Provinces occidentales.			
Poznan	74,2	41,3	54,4
Poméranie	57,1	35,4	52,2
IV. Provinces orientales.			
Wolhynie	47,5	38,5	60,5
Nowogrodek	35,3	29,5	52,6
Wilno	34,5	29,1	54,1
Polésie	20,8	17,1	36,7

(1) D'après l'Annuaire Statistique de la République Polonaise de 1929, pp. 6 et 7. LUDKIEWICZ : « Programme agraire et l'émigration », pp. 9 et 10.

Avant d'aborder l'examen de ces données statistiques, nous voulons les comparer aux chiffres de la population vivant de l'agriculture dans quelques pays de l'Europe occidentale.

Nous prenons comme exemple le chiffre de la population vivant de l'agriculture en France, en Allemagne et au Danemark.

Pays	Densité de la population totale par km ² de la superficie administrative (1)	Densité de la population vivant de l'agriculture par km ² de la superficie administrative (1)
France:	73,8	31,5
Allemagne:	120,0	33,0
Danemark:	70,6	34,1

On admet d'habitude que le chiffre de la population travaillant le sol ne saurait excéder 40 à 50 personnes par km² dans les conditions d'une culture agricole très intensive. Le nombre dépassant cette limite dénonce déjà le surpeuplement agricole. Dans la plupart des provinces polonaises, cette frontière est de beaucoup dépassée.

1. — Provinces méridionales

Les départements du Sud sont les plus surpeuplés. Dans le département de Cracovie, le chiffre de la population totale, en 1921, dépasse 114 par km² de la superficie administrative (territoriale). Le nombre de la population vivant de l'agriculture et de ses branches similaires dépasse 75 personnes par km². Si nous mettons à part la superficie forestière, le chiffre de la population agricole dépasse 104 personnes par km² de la superficie agricole. A l'heure actuelle, ce chiffre est bien supérieur.

(1) D'après l'*Annuaire International de Statistique Agricole* de 1922, p. 2. La densité de la population totale en 1911.

(2) D'après « Les rapports agraires au Royaume du Congrès », p. 54. La densité de la population vivant de l'agriculture en 1910.

On peut croire que la culture agricole y est très intensive, pour occuper autant de population rurale. Et pourtant, il n'y a là rien de semblable. Le rendement du sol dans ce département est très bas et n'est pas comparable à celui des provinces occidentales de la Pologne, ou de l'Allemagne, de la Suisse ou du Danemark. A ce mauvais rendement du sol s'ajoute la dispersion parcellaire, les sols en jachères et les terrains montagneux, le grand nombre des pâturages et des forêts.

Les terres labourables dans le département de Cracovie ne comptent que 52,5 % de la superficie totale. Donc le surpeuplement agricole y est extrêmement grand.

Dans le département de Lwow et dans celui de Tarnopol le chiffre de la population tarvaillant l'agriculture en 1921 dépasse 71 personnes par km² de la superficie administrative et dans celui de Stanislawow 56 par km². Quant aux conditions de culture et à la quantité des terres, on peut répéter ce qu'on a dit à propos du département de Cracovie.

2. — *Provinces centrales*

Dans les départements du Centre, le chiffre de la population vivant de l'agriculture est moins grand qu'en provinces méridionales, néanmoins il y est aussi trop élevé. Dans le département de Kielce, il y a 61 personnes par km² qui travaillent le sol, dans le département de Lodz 63,6. Ces deux départements se rapprochent, au point de vue du degré du surpeuplement, des provinces du Sud. A part les forêts, 96,6 personnes par km² vivent de l'agriculture dans le département de Kielce et 89,6 dans celui de Lodz.

Le département de Lublin accuse 49,2 personnes vivant de l'agriculture par km² de la superficie territoriale et 72 par km² de la superficie agricole. Le département de Varsovie montre 48,9 personnes travaillant les champs par km² de la superficie administrative et 64,9 par km² de la superficie agricole. Seulement le département de Bialystok n'accuse pas de surpeuple-

ment agricole. Le chiffre de sa population vivant de l'agriculture est inférieur à celui des pays occidentaux dont nous avons fait mention plus haut.

3. — *Provinces occidentales*

Dans ces provinces, la densité de la population totale par km² et la densité de la population purement agricole n'atteignent pas un degré aussi haut que dans les provinces précédemment passées en revue.

La culture y est intensive, le rendement du sol presque deux fois plus grand que celui des départements du Sud et du Centre. Donc, le besoin de bras s'y fait sentir plus vivement qu'ailleurs.

Néanmoins, le chiffre de la population travaillant le sol est plus grand que celui de France, d'Allemagne et du Danemark. Il y a dans le département de Poznan 41,3 personnes par km² de la superficie territoriale vivant de l'agriculture et de ses branches similaires et 35,4 dans le département de la Poméranie. Si l'on considère seulement la superficie agricole, on trouve 54,4 personnes travaillant les terres dans le département de Poznan et 52,2 dans celui de Poméranie.

4. — *Provinces orientales*

Ces vastes régions de l'Etat polonais, où les modes d'exploitation des terres sont très arriérés et la culture agricole extrêmement extensive, occupent environ 125.000 km² sur le total du territoire de la Pologne, qui est d'environ 390.000 km². Le total de la population peuplant les provinces de l'Est n'était en 1921 que de 4.500.000 âmes environ.

Ces provinces sont donc très clairsemées; la population y est presque entièrement agricole.

C'est seulement dans le département de Wolhynie que le chiffre de la population vivant de l'agriculture dépasse 38 personnes par km² de la superficie territoriale et 60 par km² de la superficie agricole.

Dans le département de Nowogrodek et de Wilna, le

chiffre de la population vivant de l'agriculture atteint 29 personnes par km² de la superficie territoriale et environ 53 par km² de la superficie agricole. Dans le département de Polésie, il y a 17,1 personnes vivant de l'agriculture par km² de la superficie territoriale et 36,7 par km² de la superficie agricole. La majeure partie de la superficie dans les provinces de l'Est est occupée par les forêts, les pâturages, les prairies et les terres en jachères. Les terres labourables y comptent assez peu. Donc, ces vastes régions de l'Est sont tout particulièrement prédestinées à être colonisées par la population du Centre et du Sud de la Pologne.

Le problème de la colonisation intérieure s'y présente sous deux aspects : sous l'aspect du renforcement de l'élément polonais dans les confins de la Pologne et sous l'aspect des mesures tendant à diminuer le surpeuplement dans les autres provinces trop peuplées.

§ 5. — MIGRATIONS

Dans la deuxième moitié du xix^e siècle et au début du xx^e siècle se produisit un véritable exode de la population rurale des provinces occidentales et méridionales de la Pologne vers l'étranger (1).

A mesure que les conditions économiques empiraient dans les provinces centrales, le flot de la population rurale coulait vers les pays étrangers.

Il faut rappeler ici, comme principales causes de l'émigration polonaise, le surpeuplement agricole dont nous avons parlé tout à l'heure et la misère de la population rurale prolétaire et semi-prolétaire.

Comme le niveau de la culture agricole et, partant le rendement du sol sont très bas, l'agriculture ne peut absorber une grande partie de la population sans terre ou en ayant très peu. Les centres industriels et les villes, à cause de leur lent développement, ne le font pas non plus.

(1) On compte à l'heure actuelle environ 10 millions des Polonais vivant dans les différents pays du monde, c'est-à-dire hors des frontières actuelles de la Pologne.

Donc, la misère d'une part, et l'espoir de trouver de meilleures conditions économiques et sociales à l'étranger, d'autre part, poussent le prolétariat et le semi-prolétariat agricole à s'expatrier.

En plus de ces causes qui ont grandement favorisé l'émigration de la population des campagnes trop peuplées d'avant-guerre, il faut en signaler une autre qui se manifeste surtout en Pologne restaurée.

C'est le chômage des ouvriers des villes et centres industriels qui s'accroît de plus en plus et qui pousse à l'émigration.

Voilà les principales causes économiques et sociales qui ont poussé et poussent encore la population polonaise à s'expatrier pour gagner sa vie par ailleurs.

Les statistiques ci-dessous permettront de se rendre compte du chiffre de la population émigrant à l'étranger de la Pologne restaurée.

Cette population se dirige tantôt vers les pays d'Europe, tout particulièrement vers la France et l'Allemagne, tantôt vers les pays d'outre-mer, en premier lieu vers les Etats-Unis d'Amérique, le Canada, l'Amérique du Sud ainsi que vers la Palestine.

Pays vers lesquels les émigrés se dirigent	1919	1926				
	1925	1930	1931	1932	1933	1934
—	—	—	—	—	—	—
Total.	577.800	964.100	76.000	21.400	35.500	42.600
Pays d'Europe . .	230.000	679.100	64.200	11.800	18.300	21.800
Autres pays . . .	347.800	285.000	11.800	9.600	17.200	20.800

Dans les dernières années, non seulement l'émigration de la population compte peu à cause des restrictions prises par les pays étrangers, mais au contraire, nous sommes en présence de l'immigration de la population polonaise surtout de la France.

Dans la période de 1926-1930, on comptait 459.700 des immigrants; en 1931, 87.700; 1932, 38.600; 1933, 18.800, et en 1934, 34.000.

TROISIEME PARTIE

**Les Réformes Agraires en Pologne
et leurs Résultats**

CHAPITRE PREMIER

LES MOUVEMENTS AGRAIRES ET LA POLOGNE

§ 1. — LES MOUVEMENTS AGRAIRES DANS QUELQUES PAYS ETRANGERS

Les mouvements agraires qui eurent lieu avant et surtout au cours et après la guerre de 1914 dans quelques pays étrangers, ne firent qu'accélérer la mise en œuvre des réformes qui s'imposaient en Pologne depuis longtemps.

Il n'est pas sans intérêt d'examiner brièvement ces mouvements avant d'aborder l'étude des mesures prises par la Pologne.

C'est en Russie qu'il faut chercher les origines de ces mouvements agraires que nous allons relater.

La Révolution de 1917 est la conséquence de l'évolution agraire de la Russie. Elle nous apparaît comme la révolte des paysans désirant agrandir leurs lopins de terre devenus de plus en plus insuffisants à cause de l'accroissement extraordinaire de la population.

La diminution des lots paysans était d'autant plus inquiétante que le niveau de la culture était très bas, les exploitations morcelées et enchevêtrées.

Si nous ajoutons à cet état de choses les famines très fréquentes, le marasme et la stagnation dans l'agriculture ainsi que l'oppression de la masse paysanne, qui représentait pourtant 80 % de la population totale de la Russie, nous serons en présence d'une des principales causes de la Révolution russe.

Le fameux cri du paysan russe : « La liberté et la terre » rententissait depuis longtemps; quelque vingtaine d'années avant la guerre de 1914, des troubles agraires éclataient. Les résistances à main armée, les incendies des châteaux seigneuriaux, les prises et les partages des terres de la grande propriété se multipliaient avec une rapidité surprenante à travers le pays.

Les émeutes se renouvelèrent au cours de la guerre russo-japonaise de 1905.

A la suite de ces mouvements, Stolypine projeta des réformes ayant pour but la création d'une propriété paysanne individuelle. Ces réformes donnèrent des résultats assez appréciables, mais insuffisants; elles vinrent d'ailleurs trop tard.

Ce sont les paysans les plus riches qui en profitèrent. Les familles nombreuses et pauvres furent déçues dans leurs espoirs; lors du partage des terres en possession commune, elles ne retirèrent aucun avantage. Leur sort empira. La misère et le désir de la possession de la terre les poussèrent à la révolte.

La révolution russe n'aurait jamais pu triompher sans le concours de la population paysanne. M. L. Trotsky le reconnaît lui-même. Il constate que les ouvriers n'auraient jamais pu être à la tête du pouvoir en Russie si la question agraire avait été résolue par la bourgeoisie russe (1). C'est donc à l'aide du paysan qu'ils atteignirent leur but.

« Une révolution ouvrières, dit M. J. Lescure (2), pouvait tout au plus se greffer sur un mouvement agraire. Ainsi en a-t-il été en 1917-1918. La révolution ouvrière a été précédée par une révolution agraire, et la révolution russe reste une révolution paysanne dont la tête a été prise par des intellectuels marxistes. »

M. E. Schkaff souligne également l'importance du concours qu'ont apporté les paysans à la Révolution russe (3).

« Une classe ouvrière, dit-il, essentiellement révolutionnaire et qui porte dans son cœur la foi et la volonté du communisme universel, et, d'autre part, une masse paysanne, révolutionnaire tant qu'il s'agit du partage des terres, mais hostile au socialisme et qui n'a, au fond, que l'idéal du petit propriétaire, telles sont les deux

(1) *Histoire de la Révolution russe*, pp. 76 et 85, t. I^{er}.

(2) *Les origines de la Révolution russe*, p. VII.

(3) *La question agraire en Russie*. Paris, 1922.

forces, dont l'union assure l'avènement du régime des Soviets. »

Au lendemain de la Révolution de février 1917, tous les partis adoptèrent des résolutions très radicales concernant le régime agraire (3).

« La terre, selon le parti constitutionnaliste démocrate (cadets), doit appartenir à la population laborieuse. »

« Les propriétés privées dont la superficie dépasse la norme laborieuse peuvent être expropriées pour la portion qui dépasse cette norme. » Mais « les terres expropriées le seront contre une indemnité correspondant au revenu normal de la terre ».

Cependant, le parti socialiste révolutionnaire demanda « le passage sans indemnité de la terre en propriété au peuple pour sa jouissance laborieuse et égalitaire ».

Le parti bolcheviste allait plus loin encore et exigea « le passage immédiat de toutes les terres aux mains des paysans, organisés en soviets de députés paysans » ; « la nationalisation de toutes les terres du pays : le passage du droit de propriété sur toutes les terres à l'Etat, et la transmission du droit de jouissance des terres aux organisations démocratiques locales ».

Le gouvernement de Kerensky, qui prit le pouvoir à la suite de la Révolution de février 1917, fut dans l'impuissance d'aborder les différents problèmes qui surgirent, les problèmes agraires en particulier.

Kerensky hésita, et recula la solution de la question agraire jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante. La guerre durait et le paysan-soldat attendait toujours en vain la terre et la paix.

Cependant, à l'intérieur du pays, l'insurrection paysanne couvait dans les campagnes. Dans certains endroits on chassait les seigneurs et on se partageait la terre.

Le 25 octobre 1917, les bolcheviks prirent le pouvoir. Dans la nuit du 26 octobre 1917, le deuxième Congrès panrusse des Soviets vota, sur la proposition de Lénine, le décret qui abolissait la propriété des seigneurs, de l'Etat et de l'Eglise, et mettait leurs domaines à la disposition des Comités agraires de paysans.

La loi fondamentale sur la socialisation du sol fut votée le 19 février 1918 par le troisième Congrès pan-russe des Soviets. En vertu de cette loi, toute propriété de terre fut abolie pour toujours. Dorénavant, la terre appartenait à la totalité du peuple travailleur qui en disposait par l'intermédiaire des soviets. Elle était donnée en jouissance aux paysans, pour autant qu'elle ne formait pas des économies soviétiques, c'est-à-dire de grandes exploitations agricoles sous la direction des soviets. Le droit de jouissance de la terre n'appartenait qu'à ceux qui la travaillaient eux-mêmes.

Les idées de la Révolution russe eurent une grande influence sur la formation des programmes agraires dans d'autres pays d'Europe et surtout dans les pays voisins de la Russie. A côté d'elles, il faut mentionner aussi en passant les influences des conditions même de la guerre mondiale.

Au fur et à mesure que la guerre se prolongeait, les gouvernements des pays belligérants se rendaient compte de la nécessité de procéder à des réformes sociales et économiques au profit du paysan et de l'ouvrier qui avaient supporté de grands sacrifices durant ce combat de nations.

Pour élever et fortifier l'esprit des peuples et des soldats, les gouvernements firent de larges promesses : celles d'accorder les terres conquises à l'ennemi (on procéda ainsi en Hongrie et surtout en Allemagne) ou d'effectuer de grandes réformes agraires à l'intérieur du pays, permettant d'augmenter la propriété paysanne.

En Angleterre, dès le début de la guerre de 1914, les gouvernements s'efforcèrent d'élargir la production agricole pour parer aux besoins du ravitaillement de l'armée et des villes, car l'importation du blé d'outre-mer devenait de plus en plus difficile à la suite des attaques des sous-marins allemands.

On publia successivement des lois spéciales pour augmenter l'étendue des terres labourables.

C'est en premier lieu le « cultivation of lands order » de 1916 et ceux du 20 février et du 15 mars 1917 qui

intervinrent pour mettre en valeur certains terrains de plaine et les pâturages.

Le « corn production act » du 21 août 1917 compléta pour ainsi dire et rendit plus efficaces les lois précédentes. Il eut pour but d'encourager la production des céréales et tout particulièrement celle du blé et de l'avoine...

Le moyen le plus efficace de le faire était de garantir des prix minimum. La loi prévoyait donc que si le prix moyen du blé ou de l'avoine était supérieur à un minimum fixé par la loi, le possesseur de tout terrain ayant produit du blé ou de l'avoine avait droit de recevoir du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche une somme d'argent égale à la différence entre le prix moyen et le prix maximum, établi par « corn production act » (1).

Les conséquences de ces mesures législatives ne tardèrent guère à se manifester sous forme d'une augmentation, en 1918, de la superficie des terres labourables de plus de 2 millions d'hectares, soit 30 % par rapport à celle qui était en culture en 1913 (2). Les profits assez élevés tirés, par la suite, de cette loi permirent aux fermiers de racheter les terres en pleine propriété aux landlords et cela en vertu des lois publiées antérieurement à 1914.

Or, l'Angleterre s'était déjà efforcée, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, de reconstituer une classe de petits propriétaires pour des causes d'ordre politique, économique et social (3).

L'insuccès des premières mesures la détermina à promulguer la loi du 1^{er} août 1908, intitulée loi de consolidation des dispositions relatives aux petites tenures et aux petits lots ou, plus brièvement, loi sur les petites

(1) *Annuaire International de législation agricole* de 1917, pp. 575 et 578.

(2) F. BUJAK : « Sur le partage des terres et sur la réforme agraire », 3^e édit., p. 76.

(3) M. VIVREL : « La législation anglaise en faveur de la petite propriété », pp. 10 et 21.

tenures et le petits lots (the Small Holdings and Allotments Act) (4).

Le Conseil de comté a le droit et, s'il en est requis, le devoir, d'acheter ou de prendre à bail un terrain convenable pour procurer de petites tenures aux personnes qui désirent les acheter ou les louer et qui veulent les cultiver elles-mêmes.

Pour fournir des petites tenures aux intéressés, le Conseil peut, à l'amiable, acheter ou prendre à bail des terrains soit à l'intérieur, soit à l'extérieur du comté. De plus, s'il n'y réussit pas à l'amiable, il peut obtenir le terrain par la voie de la contrainte sous forme de vente ou de location forcée. C'est donc l'expropriation qui a lieu.

La Prusse elle aussi adopta le principe de l'expropriation pour des fins de colonisation intérieure dans les provinces polonaises. Nous l'avons déjà mentionné dans la deuxième partie de notre ouvrage.

Passons maintenant en revue les mouvements agraires qui ont suivi la guerre de 1914.

La Roumanie commença la première des réformes très radicales qui furent dictées avant tout par les circonstances révolutionnaires et par la gravité du problème agraire.

L'injuste répartition de la propriété agricole n'avait pas été sans causer de graves mécontentements parmi les paysans. Les réformes de 1907 n'étaient point suffisantes.

La masse des paysans qui forme 80 % de la population totale, était une masse famélique et accessible à toutes les suggestions de la misère. Avant la guerre de 1914, les paysans roumains végétaient dans un état économique des plus précaires.

Sur 1.200.000 familles paysannes, 15 % possédaient des exploitations d'une étendue de 5 à 10 hectares; 62 % des exploitations d'une surface inférieure à 5 hectares et 23 % ne possédaient rien.

(4) M. BELLAU : « La reconstitution de la petite propriété en Angleterre », dans *l'Economiste français* de 1911, vol. I.

De larges courants démocratiques avaient inspiré depuis 1913 à J. Bratianu la révision de la Constitution, afin de rendre possible l'expropriation en vue d'une distribution de terres aux paysans.

Pour encourager le peuple à la lutte contre l'ennemi, le roi Ferdinand lança, le 22 mars 1917, un appel aux soldats où il soulignait solennellement le droit à la terre de ceux qui la travaillent.

Quelque temps plus tard, le Parlement roumain siégeant à Iassy modifia la Constitution en y inscrivant le principe de l'expropriation, pour raison d'utilité nationale.

La défaite de la Roumanie et la misère sous les occupations allemande et autrichienne favorisaient les agitations révolutionnaires qui venaient de la Russie.

Pour prévenir la révolution et pour réaliser les promesses faites au peuple dans les moments les plus tragiques de la guerre des réformes agraires radicales s'imposaient.

D'ailleurs, les vœux de la population des provinces récemment rattachées à la Roumanie ne laissaient point de doutes à cet égard.

Aussi bien l'Assemblée provinciale de Bessarabie, que l'Assemblée des paysans de Transylvanie délibérant à Alba-Julia, se prononcèrent nettement en faveur de l'expropriation pure et simple de la grande propriété.

Le 14 décembre 1918 intervint un décret-loi (1) qui prévoyait dans les limites de l'ancien royaume de Roumanie l'expropriation intégrale des terrains cultivables du domaine de la couronne, de la Caisse rurale et de toutes les personnes morales, publiques et privées, des institutions et fondations, des sujets étrangers et des « absentéistes » ainsi que de deux millions d'hectares prélevés sur les terres cultivables de toutes les propriétés privées.

En Bessarabie furent expropriées intégralement, en vertu dudit décret : toutes les terres cultivables appartenant aux « *ziemstvos* » et aux personnes morales

(1) *Annuaire International de législation agricole* de 1919, p. 883.

publiques et privées, aux villes et aux communautés urbaines, aux sujets étrangers, les propriétés qui avaient été sans interruption affermées pendant cinq ans au cours des années 1905-1918, les domaines des monastères locaux, ceux des églises, ainsi qu'un million d'hectares formant des propriétés privées.

Des lois successives relatent les détails des réformes et leur mise en exécution.

Après la Roumanie, il faut citer dans l'ordre chronologique les réformes agraires en Allemagne. C'est le décret des commissaires du peuple du 21 janvier 1919 qui comporte les dispositions concernant la colonisation intérieure.

L'Assemblée Nationale allemande a approuvé ce décret, après quelques modifications insignifiantes, le 11 août 1919.

En vertu de cette loi surnommée « Reichssiedlungsgesetz » (1) les Etats confédérés se sont engagés à fonder des entreprises de colonisation d'utilité publique, là où il n'en existait pas, ayant pour objet de créer des colonies nouvelles comme aussi de consolider les petites propriétés existant déjà, en les agrandissant, tout au plus, cependant, jusqu'à concurrence de l'étendue d'une exploitation agricole indépendante autant que le terrain nécessaire pouvait être obtenu. Pourtant, le maximum de terres laissées aux grands propriétaires n'était point fixé.

Les mesures prises par l'Allemagne sont très modérées. A cet égard, la réforme agraire allemande se distingue énormément de celle de Roumanie.

La réforme accomplie en Tchécoslovaquie ressemble à celle de la Roumanie. Elle avait pour principe l'expropriation des grands propriétaires allemands, tandis qu'en Roumanie, elle était dirigée contre les grands propriétaires russes et hongrois, tout au moins quand il s'agissait de Bessarabie et de Transylvanie.

Selon la loi du 16 avril 1919 (1), l'Etat tchécoslovaque

(1) *Annuaire International de législation agricole* de 1919, p. 787.

(1) *Annuaire International de législation agricole* de 1919, p. 909.

expropria les grandes propriétés foncières dont l'étendue excédait 150 hectares des terres cultivables, ou 250 hectares de la superficie totale. D'après cette loi, la République tchécoslovaque acquit le droit de prendre immédiatement possession des propriétés expropriées et de les morceler.

La loi prévoyait quelques exceptions à l'expropriation accordées aux propriétés d'une culture intensive et à celles dont la production garantissait le ravitaillement des villes. Néanmoins, une étendue de terrain exempté de cette façon, ne pouvait excéder 500 hectares.

L'indemnité d'expropriation était fixée par une loi spéciale. Celle-ci posa comme principe l'expropriation sans indemnité pour les propriétés appartenant à des citoyens des Etats ennemis, à la maison ex-impériale des Habsbourg, à des institutions qui avaient pour base les droits de noblesse.

Les réformes agraires proclamées en d'autres pays et surtout dans les Etats baltes étaient aussi très radicales, à l'instar des réformes effectuées en Roumanie et en Tchécoslovaquie. Elles étaient, en principe, dirigées contre les grands propriétaires allemands, russes et polonais.

Dans l'ordre chronologique, les réformes agraires se sont faites successivement comme suit : en Russie, le 26 octobre 1917; en Roumanie, le 15 décembre 1918; en Allemagne, le 21 janvier 1919, le 11 août 1919 et le 10 mai 1920; en Tchécoslovaquie, le 16 avril 1919; en Autriche, le 31 mai 1919; en Pologne, le 10 juillet 1919, le 15 juillet 1920 et le 28 décembre 1925; en Esthonie, le 10 octobre 1919; en Yougoslavie, le 18 décembre 1919; en Grèce, le 27 février 1920; en Lettonie, le 24 septembre 1920, le 11 septembre 1921 et le 3 mai 1922; en Hongrie, le 7 novembre 1920; en Bulgarie, le 25 avril 1921; en Lithuanie, le 15 février 1922, et en Finlande, le 25 novembre 1922.

§ 2. — LE MOUVEMENT AGRAIRE EN POLOGNE

La nécessité de mise en œuvre des réformes agraires en Pologne n'est pas d'origine récente ; elle n'a point surgi devant la nation polonaise comme *deux ex machina* à la suite de la guerre mondiale.

Elle se faisait déjà sentir dans la deuxième moitié du xix^e et au début du xx^e siècle et, bien avant la guerre, dans les journaux et brochures, on discutait les questions ayant trait aux réformes agraires à introduire (1).

Car le paysan, dans les villages trop peuplés, souffrait de plus en plus de l'injuste répartition de la propriété du sol.

Ce paysan profitait de chaque occasion pour exprimer ses misères, ses souffrances, ainsi que les torts que lui causaient les grands propriétaires.

Ladislas Raymont, dans son remarquable roman : *Les Paysans*, que nous avons déjà mentionné, nous rappelle par la bouche d'un paysan les griefs de la population rustique :

On est tous à l'étroit comme dans une senne; le château est partout; de tous côtés il presse le village et l'étouffe comme avec des murs : veux-tu faire paître ta vache derrière le village, aussitôt tu te trouves sur le pré du château; veux-tu lâcher ton cheval, l'avoine du château est droit derrière la borne; t'es seulement pas fichu de lancer une pierre sans qu'elle tombe sur la terre du château et tout de suite la main au collet, tout de suite en justice, tout de suite à l'amende.

Vois-tu un bon pré, qui donne du regain, il est au château; la forêt, c'est au château! Et toi, pauvre peuple, à toi le sable! Réchauffe-toi au fumier et attends la miséricorde de Dieu!

Faut leur reprendre la forêt, leur reprendre la terre! Faut pas leur laisser ce qu'est à nous.

L'expression « reprendre la forêt et la terre » aux grands propriétaires se précise peu à peu déjà avant la Guerre mondiale et devient le mot d'ordre pour les paysans, à la fin de cette guerre et au lendemain de la restauration de la Pologne.

(1) L. GRABSKI : *L'expropriation des grandes propriétés et le programme des réformes agraires*, pp. 21 et suiv.

L'opinion publique polonaise était presque unanime quand il s'agissait d'améliorer la structure agraire du pays et la situation précaire et misérable du peuple des campagnes.

Il y avait pourtant de très grandes et très profondes divergences en ce qui concernait les principes de la réalisation des réformes nécessaires. D'aucuns voulaient l'effectuer par voie d'évolution, les autres d'une façon radicale et même révolutionnaire.

Dans la deuxième partie de cet ouvrage, nous avons présenté les différents aspects des problèmes agraires à résoudre en Pologne au moment où celle-ci s'acheminait vers sa reconstitution.

Il nous suffira d'en rappeler quelques-uns.

C'est tout d'abord le surpeuplement des campagnes qui se manifestait déjà dans certaines provinces même avant l'affranchissement des paysans.

L'excédent de la population rurale n'étant pas absorbé par les villes et les centres industriels, fut cause de l'émiettement de la petite propriété et de la misère des paysans, devenant ainsi prolétaires et semi-prolétaires.

La répartition de la propriété du sol était extrêmement défectueuse. A côté de petits lopins de terres paysannes s'étendaient les grands latifundia, dont la possession communiquait à l'aristocratie un éclat tout particulier.

L'état primitif des procédés de culture était la cause d'un très médiocre rendement du sol, non seulement dans les terres paysannes, d'habitude moins fertiles, on le sait, mais aussi dans les grands domaines, dont certaines parties restaient parfois en jachère.

L'étendue des terres de la grande propriété était supérieure à celle de la propriété paysanne dans les provinces occidentales et orientales de la Pologne.

Dans celles du Sud, les 5.476 exploitations au-dessus de 50 hectares embrassaient une superficie de 2.630.980 hectares, tandis que les 1.183.730 exploitations paysannes au-dessous de 50 hectares n'occupaient que 3.209.791 hectares.

Sur le total de 1.183.730 exploitations paysannes dans

les provinces du Sud, il y en avait 1.033.397 dont l'étendue était inférieure à 5 hectares. Ces 1.033.397 exploitations n'occupaient que 1.919.405 hectares de la superficie, soit en moyenne 1 hectare 86 ares pour une exploitation!

Pourtant, une telle exploitation agricole devait nourrir des familles composées, pour la plupart, de 4 à 7 personnes. L'intolérable et misérable situation de la population paysanne se passe de commentaires, elle est trop évidente.

De même, dans les provinces centrales où les 9.592 exploitations au-dessus de 50 hectares occupaient 4.315.189 hectares de la superficie totale de ces provinces et les 1.214.429 exploitations, au-dessous de 50 hectares, occupaient seulement 7.261.396 hectares.

Selon les statistiques relevées au cours du premier recensement de 1921, 47,2 % de la superficie totale appartenait à la grande propriété.

D'où la nécessité impérieuse de diminuer l'étendue des terres appartenant aux grandes exploitations au profit de la population paysanne ayant peu ou point de terres.

C'est la justice sociale et la raison d'Etat qui réclamerent un changement dans la répartition de la propriété du sol.

Aux défauts mentionnés, il faut ajouter la dispersion parcellaire des petites exploitations, les services foncières et la possession en commun des terres ainsi que le niveau très bas de la culture et de l'instruction dans les campagnes.

Tels furent les principaux problèmes qui surgirent au moment de la renaissance de la Pologne.

Le moment de les résoudre était-il opportun?

La réponse se dégage des observations que nous allons faire plus loin.

Un coup d'œil jeté sur la situation de la Pologne d'alors et sur l'attitude de la population des campagnes permettra mieux de formuler cette réponse.

La guerre de 1914 se déroula, on le sait, sur le vaste

territoire de la Pologne soumis autrefois aux dominations russe et autrichienne.

Depuis la deuxième moitié de 1915, la Pologne tout entière subissait la dure occupation austro-allemande.

Le pays fut complètement dévasté, l'industrie ruinée, l'agriculture détruite et la population réduite à l'indigence, à la famine et aux épidémies.

Après la Aévolution bolchevistes, les idées communistes commencèrent à pénétrer de Russie en Pologne.

Les prisonniers de guerre, les soldats, les rapatriés contaminés par la propagande communiste revenaient en masse, surtout après la conclusion de la paix de Brest-Litowsk.

En 1917 on commença, dans les Assemblées convoquées par les partis populistes, à voter les résolutions réclamant le passage des terres de la grande propriété à la population paysanne...

Au cours de 1918, nous sommes en présence d'une discussion assez vive sur les problèmes agraires dans les journaux et dans les brochures.

Les partis paysans des provinces centrales et méridionales votèrent des résolutions de plus en plus énergiques et radicales; ils acceptèrent alors le principe de l'expropriation et celui d'une limitation maximum de la superficie pour les grandes exploitations agricoles.

Grâce à ce concours de circonstances, l'opinion publique se rendit compte que les réformes agraires étaient devenues une nécessité impérieuse pour le pays.

Il fallait s'en occuper d'urgence si l'on voulait éteindre la révolution qui couvait.

L'Union des partis démocratiques, au cours de l'Assemblée du 27 octobre 1918, constatait dans sa résolution que la prochaine réforme agraire devrait embrasser le principe d'un maximum de superficie des terres laissées aux grandes propriétés et fournir des terrains nécessaires aux paysans en ayant peu ou point.

Le mot d'ordre de ces partis était de donner la terre à ceux qui la travaillent.

Le parti populiste « Wyzwolenie » (Emancipation), au Congrès du 1^{er} novembre 1918, refusa sa confiance au

Gouvernement nommé par le Conseil de Régence et demanda à cor et à cri la formation immédiate d'un Gouvernement national provisoire, soutenu par les groupes démocratiques.

Le Congrès réclama aussi la convocation de la Diète Constituante.

Quant aux réformes agraires, le parti posa le principe de l'expropriation des grandes propriétés dépassant 300 morgs polonais de superficie.

Cette expropriation devait être pourtant effectuée contre indemnité et c'étaient seulement les domaines de majorats qui devaient être confisqués.

La situation du Gouvernement de Swierzynski devint, dans ces conditions, très difficile.

L'opinion publique et les masses populaires lui étaient hostiles.

D'ailleurs, il n'était qu'une émanation du Conseil de Régence lui-même nommé par les autorités austro-allemandes.

Seul, un Gouvernement démocratique appuyé sur les masses ouvrières et paysannes était capable de calmer les esprits et d'étouffer le mouvement révolutionnaire.

Un article de M. B. Koskowski paru dans le *Courrier de Varsovie* (1), le 4 novembre 1918, dont nous tenons à reproduire quelques passages, prouve bien que l'idée d'un Gouvernement démocratique s'imposait non seulement aux partis de gauche, mais aussi à ceux de droite.

M. B. Koskowski écrivait à ce sujet :

La situation est devenue extrêmement grave. L'anarchie couve à l'intérieur. Cette anarchie doit être envisagée comme le résultat non seulement des perturbations économiques, mais aussi de la propagande étrangère visant la réalisation de ses propres desseins dans le désordre politique et social du pays.

Il n'y a qu'un Gouvernement ayant la confiance des masses populaires qui puisse être capable de se rendre maître d'une situation si difficile et compliquée.

Le 7 novembre 1918, les partis populistes et socialistes des provinces centrales et méridionales de la Polo-

(1) Le grand quotidien de droite.

gne nommèrent un Gouvernement provisoire populaire, à Lublin (2), qui abolit purement et simplement le Conseil de Régence.

Ce Gouvernement proclama le jour même de sa formation un manifeste au peuple polonais, aux ouvriers, paysans et soldats.

La majeure partie de ce manifeste fut consacrée au problème des prochaines réformes sociales, politiques et économiques à introduire.

En ce qui concerne les réformes agraires, le Gouvernement provisoire de Lublin accepta le principe de l'expropriation des grande et moyenne propriétés. Les projets de réformes devaient être présentés à la Diète Constituante immédiatement après sa convocation.

Le 10 novembre 1918 arriva à Varsovie Joseph Pilsudski qui jusqu'alors avait été prisonnier des Allemands à Magdebourg.

Or, Pilsudski jouissait d'une grande popularité dans tout le pays et surtout parmi les ouvriers et paysans.

Le jour même de son retour de prison, le Gouvernement populaire provisoire de Lublin se mit à sa disposition par une dépêche.

Le 11 novembre 1918, les Allemands furent désarmés.

Le 14 novembre 1918, le Conseil de Régence remit le pouvoir entre les mains de Joseph Pilsudski.

Dès ce moment, Pilsudski devint le vrai dictateur. Mais il ne voulut pas gouverner le pays au moyen de la dictature.

Le 18 novembre 1918, il forma le cabinet présidé par André Moraczewski qui s'appuya sur les partis paysans et ouvriers.

Le Gouvernement de Moraczewski se prononça aussi en faveur de l'expropriation de la grande propriété, de la confiscation des donations et de la nationalisation des forêts.

Bientôt furent ordonnées les élections à la Diète Constituante.

Au cours de la lutte électorale, tous les partis s'atta-

(2) S. THUGUTT : « Le Gouvernement populaire de Lublin ».

quèrent aux questions des prochaines réformes agraires.

Pour les partis populistes, les réformes agraires devinrent le mot d'ordre principal.

Le 16 janvier 1919, le Gouvernement de Moraczewski démissionna. Le même jour fut nommé par Pilsudski le Gouvernement d'Union Nationale d'Ignace Paderewski.

Le 26 janvier 1919 eurent lieu les élections à la Diète. Les Polonais et les Polonaises, âgés de 21 ans votèrent ; 400 députés, dont 200 environ étaient des paysans furent élus.

Il est évident que, à l'issue des élections, les questions agraires allaient devenir le principal objet des débats parlementaires.

Personne n'en doutait.

Déjà, dans les premiers jours après la convocation de la Diète, le député Witos, chef du parti populiste polonais « Piast » (les populistes modérés) demanda à la Diète d'imposer à la Commission d'Agriculture l'obligation d'élaborer dans un délai de deux mois les projets de la nouvelle législation agraire, en se fixant sur les bases suivantes (1) :

— la terre ne devra appartenir qu'à ceux qui la travaillent ;

— le régime agraire devra s'appuyer avant tout sur les exploitations paysannes indépendantes ;

— à cette fin devront être vendus, par l'intermédiaire d'une Banque Agricole de l'Etat, aux paysans ayant peu de terres ou point, les domaines appartenant à l'Etat, aux majorats, aux membres des dynasties régnantes, à la Commission prussienne de Colonisation, à la Banque russe des Paysans, à l'Eglise, aux personnes qui se sont enrichies par des bénéfices usuraires au cours de la guerre, ainsi que les terres prises à la grande et à la moyenne propriétés ;

— les forêts, sauf les forêts paysannes et communales, deviendront propriété de l'Etat ;

(1) Diète Constituante. Document n° 10.

— aux acheteurs seront accordés des crédits jusqu'à concurrence de 90 % de la valeur des lots de terre vendus.

Un peu plus tard, de pareilles propositions furent déposées par le groupe de Stapinski, soutenu par le parti socialiste polonais, par l'Union populaire nationale et par le parti populiste polonais « Wyzwolenie » (1).

Toutes ces propositions furent envoyées à la Commission d'Agriculture et servirent de base à celle-ci au cours des débats sur les réformes agraires.

Le 21 février 1919, le Président du Conseil des Ministres, Paderewski, dans sa déclaration faite devant la Diète, souligna l'importance du problème agraire en Pologne et la justesse des revendications du peuple des campagnes.

Au cours des débats qui s'ouvrirent ensuite sur cette déclaration, les représentants des partis présentèrent leurs observations sur les rapports agraires et exposèrent les principes selon lesquels devaient être réalisées les différentes réformes.

Au mois de mars, la Commission d'Agriculture se mit sérieusement à l'étude des projets de réformes agraires.

La discussion se poursuivit jusqu'au 22 mai 1919. Le même jour, la Commission présenta son rapport (2) à la Diète.

Le rapport constata que la structure agraire de la Pologne étant défectueuse, elle nécessitait qu'on l'améliorât d'urgence.

A l'heure actuelle — souligne le rapport — le problème agraire est devenu grave. Il devra être envisagé non seulement au point de vue économique et social, dans son seul aspect de lutte entre la petite et la grande propriété, mais avant tout au point de vue politique.

L'existence même de l'Etat polonais dépend de la réalisation des réformes agraires.

(1) Le parti paysan radical.

(2) Diète Constituante. Document n° 530.

Le régime agraire de tous les pays sert de base à leur organisation politique et sociale. Il est d'une importance toute particulière pour la Pologne, qui est un pays agricole, dont 75 % de la population se consacre à l'agriculture.

Le problème agraire est aggravé et compliqué par le fait que la Pologne est en état de guerre.

Or, les masses populaires qui supportent d'habitude le lourd fardeau de la guerre deviennent toujours plus radicales et plus impotentes.

Elles réclament, comme récompense des services rendus au pays, des réformes sociales et économiques.

Il en a été ainsi de tout temps. Il en est de même en Pologne. D'ailleurs, tous les membres de la Commission d'Agriculture, sans distinction d'opinions, furent unanimes en ce qui concernait la nécessité des réformes agraires; il n'y avait de divergences au sein de la Commission qu'au point de vue des principes à adopter.

Dans sa deuxième partie, le rapport relate les détails de la discussion de la Commission d'Agriculture.

Le 3 juin 1919 la Diète aborda la discussion de la question agraire.

C'est le député Jean Dabski (1), en sa qualité de rapporteur de la Commission d'Agriculture, qui prit le premier la parole, en soulignant d'une façon énergique que la réforme agraire était devenue le plus important problème de la Pologne.

Elle devait être envisagée — à son avis — au point de vue de l'intérêt général, afin de devenir un puissant instrument de lutte contre le bolchévisme qui contaminait les masses populaires et s'infiltrait partout.

Les arguments économiques et sociaux n'étaient pas pour le rapporteur de moindre importance si l'on tient compte de l'état de défectuosité de la structure agraire et du surpeuplement agricole très prononcé.

Les représentants de tous les partis prirent la parole après le rapporteur Dabski : 77 députés prirent part aux

(1) Comptes rendus sténographiés de la Diète du 3 juin 1919 (44^e séance).

débats qui susciterent un vif intérêt dans tout le pays. La discussion extrêmement acharnée dura jusqu'au 10 juillet 1919, date à laquelle fut votée la décision contenant les principes de la réforme agraire.

En voici les principales dispositions (2).

Le régime agraire, selon cette décision, doit s'appuyer avant tout sur les exploitations agricoles ayant pour base le principe de la propriété individuelle, appliquée aux différents types et d'une étendue variable, solidement constituées et susceptibles de fournir une production intensive.

L'action à exercer dans ce sens comprendra la formation de nouvelles exploitations agricoles au moyen de la colonisation, l'agrandissement des petites propriétés existant actuellement jusqu'à concurrence de l'étendue nécessaire aux unités agricoles indépendantes, la formation de petites exploitations pour la production horticole et maraîchère, la création dans le voisinage des grandes villes et des centres industriels de colonies et de jardins destinés aux ouvriers et aux employés.

Ne peuvent être propriétaires ou possesseurs de la terre cultivée que les individus qui, personnellement et indépendamment, exploitent l'entreprise agricole, ou leurs successeurs, exclusion faite des terrains occupés par les résidences de la population non agricole, ou expropriés pour les besoins de l'administration autonome dans les villes et les villages.

Seul l'Etat sera régulateur de la propriété du sol. Il devra donc disposer à cette fin d'une étendue de terrain suffisante pour la colonisation et le morcellement.

Les réserves de terrains destinées au morcellement et à la colonisation comprennent les terres appartenant à l'Etat (domaines du Trésor et majorats); les terres passées à l'Etat, c'est-à-dire les biens appartenant aux membres des dynasties régnantes, ou aux membres de leurs familles; les terres de la Banque russe des paysans et de la Commission Prussienne de colonisation;

(2) *Annuaire International de législation agricole* de 1919, p. 871.

les biens de main-morte (propriétés ecclésiastiques, épiscopales, des chapitres, des couvents, des cures) d'accord avec le Saint-Siège et avec les autres institutions publiques; les biens constitués pendant la guerre au moyen de bénéfices usuraires et ceux de personnes qui spéculaient sur les terres; les biens dont une partie aura été achetée par voie d'expropriation à des particuliers, en relation avec le morcellement des terres, au prix établi par la loi.

En procédant à l'expropriation, on doit autant que possible tenir compte de l'ordre dans lequel le morcellement doit être effectué en acquérant en premier lieu les propriétés mal entretenues et détruites pendant la guerre, ainsi que celles grevées de servitudes dont le règlement n'a pas eu lieu.

La loi déterminera le maximum de la superficie des propriétés expropriées qui devra rester à chaque propriétaire.

Dans le voisinage des grandes villes et des centres industriels, il est nécessaire de s'assurer une réserve de terre pour la création de colonies et de jardins pour les ouvriers, les employés, etc... ainsi que pour la construction de voies de communication y donnant accès.

Si les terres destinées à cette fin font défaut, l'Etat aura la faculté d'acquérir les terrains par voie d'expropriation et d'en distribuer les parcelles aux ouvriers, ou aux coopératives ouvrières.

La loi garantit aux propriétaires terriens le droit de ne garder qu'une seule exploitation agricole, qu'ils exploitent en personne ou à l'aide des membres de leur famille.

Toute famille non divisée au 1^{er} janvier 1919 sera considérée comme une seule unité.

Le maximum fondamental de la propriété individuelle non assujettie à l'expropriation doit être, selon la loi, fixé pour les divers districts entre 60 et 180 hectares. Ce premier chiffre se réfère aux districts industriels ou voisins des grandes villes.

Dans les régions qui étaient soumises à la Prusse et dans le territoire de la frontière orientale, ce maximum

pourra être, à titre transitoire, élevé à 400 hectares si les intérêts de l'Etat l'exigent.

Les propriétés exploitées d'une façon non rationnelle au point de compromettre la production du pays seront soumises à l'expropriation en totalité.

L'Etat, les Associations agricoles et les communes peuvent créer des exploitations d'une étendue supérieure à 300 morgs.

Toutes les forêts, quelle que soit la catégorie des propriétés indiquées plus haut à laquelle elles appartiennent, sauf les forêts communales et celles qui sont propriétés paysannes, reviennent à l'Etat qui doit y liquider les droits de servitudes.

Une loi spéciale établira les modalités et les conditions ainsi que les tarifs de la prise en charge par l'Etat des biens indiqués ci-dessus aux fins de colonisation et de morcellement.

En sus de l'évaluation du bien-fonds, on devra aussi évaluer les frais d'ensemencement et de culture effectués sur les terrains qui sont repris par l'Etat.

Ces frais, ainsi que ceux qui résultent des améliorations foncières, doivent être entièrement remboursés aux propriétaires.

A titre transitoire, et tant que de nouvelles conditions ne se seront pas produites, ne sont pas assujetties à l'expropriation les exploitations destinées à la production des semences, à l'élevage du bétail, ou à la pisciculture, existant au 1^{er} janvier 1919, de même que les exploitations ayant un caractère évidemment important au point de vue de l'intérêt de l'Etat et de l'agriculture.

Le nombre et l'étendue des propriétés de cette catégorie dans chaque district seront fixés par une loi spéciale.

Afin de constituer le plus grand nombre possible d'exploitations indépendantes, les réserves de terrains repris par l'Etat de la manière exposée plus haut seront distribuées aux personnes sans terres et en ayant trop peu, ainsi qu'aux individus n'en possédant qu'une quantité insuffisante.

L'étendue des exploitations nouvellement créées, ainsi

que l'étendue jusqu'à concurrence de laquelle seront agrandies les exploitations restreintes doivent correspondre à la superficie nécessaire au minimum d'une exploitation indépendante.

Cependant, cette superficie ne doit pas dépasser 25 morgs.

L'attribution des exploitations ainsi constituées sera faite selon l'ordre de priorité suivant : les ouvriers agricoles qui, par suite du morcellement des grandes propriétés, resteront sans travail; les propriétaires des exploitations très petites; les soldats de l'armée polonaise libérés du service militaire; les personnes sans terres mais pourtant capables de s'occuper d'agriculture.

La superficie totale des terres attribuées aux propriétaires, exploitations déjà indépendantes, ne peut excéder 20 % des terrains à morceler et l'acquéreur ne peut obtenir plus de 40 morgs de terrains, y compris celui qu'il possède déjà.

L'Etat puisera dans cette réserve de terres pour la formation d'exploitations modèles, de colonies rurales, de stations expérimentales, d'écoles d'agriculture et d'autres institutions semblables nécessaires au développement de l'agriculture du pays.

Les parcelles de terrain destinées à la vente seront évaluées d'après leur valeur réelle. Les possesseurs des exploitations indépendantes qui achèteront de nouveaux terrains doivent en payer la valeur au comptant; au contraire, les individus qui ne possèdent pas de terres et qui s'établissent dans les exploitations, ainsi que ceux qui en possèdent très peu et achètent du terrain pour porter la superficie de leurs exploitations jusqu'à l'étendue minimum d'une entreprise indépendante normale, peuvent bénéficier d'un crédit à long terme.

En relation avec la réforme agraire, le Gouvernement doit élaborer les projets de lois concernant : les hypothèques pour la propriété paysanne, la liquidation des servitudes, le remembrement, et le trafic des terres, ainsi que l'interdiction du morcellement des propriétés.

Pour l'exécution de la réforme agraire, conformé-

ment aux principes dont nous avons parlé plus haut, fut prévue la création de l'Office Central Foncier et des Offices régionaux, ainsi que la constitution d'une banque agraire d'Etat.

Aux termes de la Décision du 10 juillet 1919, l'exécution de la réforme agraire n'appartient qu'à l'Etat.

Quiconque s'emparera du terrain d'autrui d'une façon arbitraire sera privé du droit de jouissance qu'il en avait.

Le Gouvernement devra chaque année vendre un minimum de 200.000 hectares en tenant compte des crédits prévus à cette fin dans le budget.

Voilà les principales dispositions de la Décision du 10 juillet 1919 contenant les principes du nouveau régime et des réformes agraires. Cette Décision n'était pas une loi, mais plutôt un programme de réformes à réaliser par le Gouvernement.

C'est un programme dont celui-ci doit s'inspirer dans l'élaboration des projets de lois futures.

La décision du 10 juillet 1919 n'ayant pas le caractère d'une loi, n'a pas été publiée dans le *Journal des lois* de la République polonaise, mais seulement dans l'*Officiel* du Ministère de l'Agriculture.

Pourtant l'importance de cette Décision est extrêmement grande.

Ces principes étaient mis en exécution sous forme de différentes lois, concernant aussi bien l'organisation des autorités administratives et financières assumant la réalisation des réformes agraires que les réformes elles-mêmes.

Pour que les grandes exploitations agricoles n'échappent pas aux coups des mesures relatives à la réforme agraire, la Diète Constituante a autorisé le Gouvernement, par la loi du 2 août 1919, à promulguer un décret-loi (1) sur le transfert du droit de propriété des immeubles fonciers.

Un décret-loi du Conseil des Ministres promulgué, en

(1) *Journal des Lois* de 1919, n° 64.

vertu de cette loi, le 1^{er} septembre 1919 (1) contient les dispositions suivantes :

Les contrats relatifs au transfert du droit de propriété des biens-fonds ne sont valables qu'avec le consentement préalable de l'Etat. Ce consentement n'est pas requis: lorsqu'il s'agit d'immeubles paysans, lorsqu'il s'agit de partages de succession après décès antérieur, au 1^{er} janvier 1919, lorsque le transfert du droit de propriété a lieu par voie de vente forcée, lorsque l'immeuble passe en la propriété d'une institution de l'Etat ou des communes, lorsque le partage est effectué par les institutions de l'Etat ou des institutions autorisées par l'Etat.

Les autorités compétentes refuseront l'autorisation si le transfert du droit de propriété d'un bien-fonds ou d'une partie d'un bien-fonds devait rendre impossible ou limiter l'application des principes de la réforme agraire du 10 juillet 1919.

Avant de terminer ces observations sur le mouvement agraire en Pologne, avant le vote d'une loi sur la réforme agraire du 15 juillet 1920, il faut mentionner ici la loi du 25 juillet 1919 (2) relative aux donations (majorats).

Le terme de donations possède ici une signification toute spéciale. Il désigne les grandes exploitations ayant pour but de récompenser ceux des dignitaires russes ayant rendu des services notoires à la Russie, au cours de l'écrasement des insurrections polonaises. Les personnes bénéficiant de donations recevaient ces exploitations « en possession éternelle et héréditaire ». Celles-ci devenaient leur propriété privée. Pourtant cette propriété était soumise à bien des restrictions. Au moment de la restauration de l'Etat polonais la superficie des donations dans les provinces centrales de la Pologne occupait 562.392 morgs polonais, dont 171.858 de forêts (2).

En vertu de la loi du 25 juillet 1919, les domaines de donations situés dans le territoire des provinces cen-

(1) *Journal des Lois* de 1919, n° 73.

(2) *Ibid.*, 1919, n° 72.

trales et distribués à titre de majorats par le Gouvernement russe d'après les ordonnances du 4/16 octobre 1835 furent repris par l'Etat polonais et devinrent sa propriété.

De par la loi du 15 juillet 1920, sur l'exécution de la réforme agraire, comme nous allons le voir plus loin, les domaines des donations furent destinés au morcellement.

CHAPITRE II

LES AUTORITES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES ASSUMANT L'EXÉCUTION DES RÉFORMES AGRAIRES EN POLOGNE

§ 1. — LES AUTORITES ADMINISTRATIVES

Comme la solution des questions agraires que nous avons précédemment examinées nécessitait une organisation toute spéciale, les premiers Gouvernements, même sous l'occupation allemande et autrichienne, s'occupèrent de constituer des organes capables de se consacrer exclusivement au problème de la refonte et de l'amélioration de la structure agraire en Pologne.

Le Conseil de Régence, par le décret-loi du 11 octobre 1918 (1), constitua un réseau d'offices fonciers ayant pour tâche l'amélioration de la structure agraire.

Ces Offices étaient subordonnés au Ministère de l'Agriculture.

A la suite du vote (par la Diète) de la Décision du 10 juillet 1919 contenant les principes de la réforme agraire, on procéda à une réorganisation fondamentale des Offices fonciers.

La loi du 28 juillet 1919 (2) servit de base à l'organisation de l'Office foncier Central, indépendant de tout ministère et ayant pour but la coordination des travaux en matière de refonte de la structure agraire.

Selon cette loi, le président de l'Office foncier central

(1) *Journal des Lois* de 1918, n° 11.

(2) *Ibid.*, 1919, n° 63.

était l'égal d'un ministre. Les détails de l'organisation de l'Office foncier central furent fixés par la loi du 6 juillet 1920 (1).

La loi du 6 juillet 1923 (2) substitua le poste de Ministre des Réformes agraires à celui de Président de l'Office foncier central, en vue de mettre l'organisation des autorités en harmonie avec les dispositions de la loi constitutionnelle, d'après laquelle tout fonctionnaire de la République doit être subordonné à un ministre, qui répond de ses actes devant la Diète.

La loi du 11 août 1923 (3) précisa les attributions du Ministre des Réformes agraires ainsi que l'organisation des offices fonciers et des commissions foncières.

D'après cette loi, les attributions du Ministre des Réformes agraires ne différaient pas sensiblement de celles de l'ancien Président de l'Office foncier central.

Elles comprenaient la refonte du régime agraire, ainsi que la réglementation du nouveau régime. Le rôle du Ministre était d'élaborer les projets des lois relatives à la refonte du régime agraire, d'assurer la quantité de terre nécessaire au morcellement et à la colonisation effectués par l'Etat, ainsi que le morcellement et la colonisation eux-mêmes, de régler les questions relatives au régime des exploitations agricoles, telles que remembrement des terres, liquidation des servitudes, partage des terres en possession commune, de déterminer les transactions agraires, d'organiser les offices fonciers, de fournir les fonds nécessaires à la réalisation de la réforme agraire, de contrôler les actes des particuliers en rapport avec la refonte de la structure agraire, d'exécuter toutes les opérations techniques connexes à cette refonte et de régulariser la structure des exploitations agricoles.

On a constitué les Offices fonciers régionaux comme organes d'exécution du Ministère des Réformes agraires.

La compétence des Offices fonciers régionaux se bor-

(1) *Journal des Lois* de 1920, n° 70.

(2) *Ibid.*, 1923, n° 71.

(3) *Ibid.*, 1923, n° 90.

nait à régler les transactions foncières, à prendre des arrêts et accomplir des actes dans l'ordre des questions intéressant la structure agricole, sauf quand celles-ci étaient du ressort des Commissions foncières régionales, à exécuter les arrêts et décisions du Ministère des Réformes agraires, de la Commission foncière centrale et des Commissions foncières régionales, à statuer sur les questions concernant l'expropriation des biens fonciers et leur morcellement. Contre les décisions du Président de l'Office foncier régional, on peut faire appel au Ministre des Réformes agraires.

Les Offices fonciers régionaux exerçaient leur activité par l'intermédiaire des Offices des districts. C'est à ces offices qu'échoient la préparation et l'exécution des actes du domaine de la refonte de la structure agraire.

A la tête des Offices fonciers de district étaient des commissaires fonciers.

Après du Ministre des Réformes agraires était placé la Commission foncière centrale qui statuait en seconde et dernière instance sur les appels formés contre les décisions des Commissions foncières régionales.

Elle pouvait être appelée à statuer aussi sur d'autres questions à elle confiées en vertu de la loi, et à donner son opinion sur demande du Ministre des Réformes agraires. Contre les décisions de la Commission foncière, on ne peut faire appel qu'au Tribunal suprême d'administration.

Le Ministre des Réformes agraires est, d'office, président de la Commission foncière centrale. En son absence, c'est le vice-président qui préside cette commission.

Après des Offices fonciers régionaux étaient placées des Commissions foncières régionales appelées à décider dans les litiges résultant de la procédure de remembrement des terres, de la liquidation des servitudes, du partage des terres communes, dans les questions relatives à l'exécution de la réforme agraire, concernant l'estimation des terres expropriées, et prises en vue de la réforme agraire, ainsi que l'étendue des terres à lais-

ser aux propriétaires, dans les autres questions prévues dans les lois.

Les Commissions foncières procèdent d'office à toutes les enquêtes nécessaires pour examiner une question.

La Commission foncière centrale peut annuler ou modifier d'office toute décision émanant des Commissions foncières régionales.

Les auditions des Commissions foncières sont tantôt publiques, avec la participation des intéressés, tantôt à huis clos.

La Commission peut confier l'exécution de certaines de ses fonctions à chacun de ses membres.

En 1932, le Ministère des Réformes agraires fut rattaché au Ministère de l'Agriculture.

Par décret du Président de la République du 27 octobre 1933 (1), les Offices fonciers furent également rattachés aux autorités administratives ordinaires, à savoir : les Offices fonciers régionaux, aux autorités administratives départementales dont les chefs sont les voïevodes, et les Offices fonciers de district, aux autorités administratives des districts, dont les chefs sont les starotes.

La même loi a réorganisé les Commissions foncières de la façon suivante :

La Commission foncière centrale fut adjointe au Ministère de l'Agriculture et des Réformes agraires; elle statue maintenant sur les appels formés contre les décisions des Commissions foncières départementales.

Le Ministre de l'Agriculture et des Réformes agraires est le président de cette commission. En son absence, c'est le vice-président qui préside cette commission.

Sont membres de la Commission foncière centrale : un juge à la Cour d'appel, délégué par le Ministre de la Justice, un fonctionnaire, délégué par le Ministre de l'Agriculture et des Réformes agraires, deux personnes nommées par le Ministre de l'Agriculture et des Réformes agraires et désignées par les associations professionnelles agricoles.

(1) *Journal des Lois* de 1933, n° 85.

Auprès du Voïevode se trouvent les Commissions foncières départementales dont lui-même assure la présidence ou, en son absence, le fonctionnaire de l'administration agraire nommé par le Ministère de l'Agriculture et des Réformes agraires.

Sont membres des Commissions foncières départementales : le juge d'arrondissement, délégué par le Ministre de la Justice, un fonctionnaire de l'administration agraire, délégué par le voïevode, deux personnes nommées par le voïevode et désignées par la Chambre d'agriculture départementale.

Les autorités agraires dont nous avons brièvement indiqué l'organisation assurent la bonne exécution des différentes réformes et, de cette façon, collaborent à la refonte et à l'amélioration du régime agraire en Pologne.

§ 2. — LA BANQUE AGRAIRE D'ÉTAT

Dans la deuxième partie de notre ouvrage, nous avons précisé les problèmes agraires à résoudre qui ont surgi en Pologne à la veille de sa reconstitution.

On peut les classer en deux principaux groupes : la modification de la propriété foncière dans un sens plus juste et plus démocratique et les travaux de régularisation et d'amélioration des terres en vue de l'augmentation de la production agricole.

La solution de ces deux problèmes exigeait des fonds. Il fallut donc créer des institutions capables de fournir ces fonds.

Or, les institutions financières existant déjà en Pologne avant sa reconstitution se bornaient à aider de leurs concours presque exclusivement la grande propriété.

D'ailleurs, leur activité avait un caractère spécial. Elles ne pouvaient donc procéder à une politique plus large ayant pour but la refonte et l'amélioration de la structure agraire.

Force fut donc de créer aussi une institution spéciale de crédit directement intéressée aux problèmes agraires en question. Cette institution devait être un puissant

instrument de politique agraire dans les mains du Gouvernement.

C'est donc la Banque Agraire d'Etat qui devint, dans la Pologne restaurée, l'Institut central financier assumant, en même temps que les Offices fonciers, la mise en exécution des différentes réformes agraires.

Cette Banque fut créée en vertu de la loi du 10 juin 1921 (1), après l'abolition du décret-loi du Chef de l'Etat du 5 février 1919, qui contenait les dispositions concernant la création de la Banque Agraire Polonaise d'Etat.

La loi du 10 juin 1921 fut modifiée à deux reprises : le 14 mai 1924 (2) et le 22 mars 1928 (3).

Le 11 juin 1928 (4), le Ministre des Réformes Agraires, d'accord avec les Ministres des Finances et de l'Agriculture, publia une ordonnance contenant les statuts de la Banque Agraire d'Etat.

Aux termes de ces statuts, les autorités de la Banque Agraire d'Etat se composent du Président de la banque, nommé par le Président de la République, du Conseil d'Administration et de la Direction.

La Commission de révision est un organe auxiliaire.

La Banque est soumise directement à l'autorité du Ministre des Réformes agraires (5) qui surveille son activité par l'intermédiaire des organes subordonnés. Le droit de contrôle financier incombe également au Ministre des Finances.

La Banque Agraire a pour objet de favoriser le développement de l'agriculture, de l'industrie agricole et la reconstitution économique des villages, de constituer un crédit agricole pour les propriétés rurales petites et moyennes, de seconder et d'exécuter le morcellement, la colonisation, les améliorations et régularisations agricoles, et enfin de gérer les fonds mis dans ce but à la disposition des organes gouvernementaux.

(1) *Journal des Lois* de 1921, n° 59.

(2) *Ibid.*, 1924, n° 43.

(3) *Ibid.*, 1928, n° 38.

(4) *Ibid.*, 1928, n° 64.

(5) Actuellement du Ministre de l'Agriculture et des Réformes Agraires.

Les fonds propres de la Banque Agraire d'Etat comprennent : son capital social (1) s'élevant actuellement à 130 millions de zlotys, provenant d'une dotation irrévocable du Trésor de l'Etat;

— le fonds de réserve générale de la Banque et des réserves spéciales;

— et les autres fonds que la Banque constituera au fur et à mesure de la réalisation de ses buts.

La Banque accorde des prêts amortissables à long terme, en lettres de gage et en obligations.

Elle a le droit d'émettre des lettres de gage sur la base des prêts amortissables accordés à long terme, et cela, à concurrence d'une somme 25 fois supérieure au capital social de la Banque.

Sur la base des prêts amortissables à long terme, la Banque a également le droit d'émettre des obligations d'amélioration, dans les limites de la garantie accordée pour ces obligations par le Trésor de l'Etat, à concurrence d'une somme deux fois supérieure au capital social de la banque.

Les lettres de gage et les obligations d'amélioration seront évaluées en zlotys, en zlotys-or et en devises étrangères.

Le montant total des lettres de gage et des obligations d'amélioration ne peut dépasser la somme des prêts amortissables non remboursés.

Les prêts amortissables en lettres de gage seront accordés par la Banque aux propriétaires des petites et moyennes exploitations pour l'acquisition de terrains, pour les régularisations et les investissements agricoles, ainsi que pour le remboursement des obligations onéreuses.

Ces prêts seront également consentis aux propriétaires des grandes exploitations rurales pour le remboursement des créances hypothécaires, et cela, en rapport avec le morcellement de ces exploitations.

Les prêts en obligation d'amélioration seront accor-

(1) Le capital social peut être augmenté en vertu d'une décision du Conseil des Ministres.

dés par la Banque pour des améliorations agricoles spéciales (par ex. le drainage) et pour des améliorations essentielles (par ex. le dessèchement de terrains) indispensables aux améliorations spéciales dans les propriétés agricoles, indépendamment de leur superficie.

La Banque accorde non seulement le crédit à long terme en lettres de gage et en obligations d'amélioration, mais aussi des crédits à court terme et cela, en vue de favoriser la création de Sociétés coopératives agricoles de crédit, pour la petite propriété agricole, de fournir des fonds de roulement aux Caisses Communales de Prêts et d'Epargne ainsi qu'aux Caisses d'Epargne des Districts dans un but de crédit agricole.

La Banque peut aussi participer au capital social des organisations de colonisation, de remembrement, d'amélioration, d'industrie agricole, ainsi que de toutes les organisations contribuant à la création et au développement des propriétés rurales petites et moyennes.

La Banque a également le droit d'effectuer le morcellement, tant des biens fonciers acquis par elle pour son propre compte, que de ceux qui lui auront été confiés en commission.

Voilà le champ d'opérations de la Banque Agraire d'Etat.

Passons maintenant à son activité.

Elle fut insignifiante dans les premières années de son existence.

Dans ce temps-là, la Banque n'effectuait pas d'opérations de crédit; elle se bornait à gérer des fonds gouvernementaux.

En 1922, son capital social de 200 millions de marks polonais fut versé par le Gouvernement.

La même année, la Banque commença la liquidation des créances des anciennes banques foncières russes.

L'inflation de la monnaie-papier rendit presque impossibles ses opérations bancaires.

La stabilisation de la monnaie polonaise, en 1924, lui permit de reprendre les opérations de crédit.

Pour montrer les difficultés avec lesquelles la Banque dut lutter, qu'il nous suffise de présenter l'état de

ses capitaux propres de 1919 à 1923, en comparaison avec celui de 1924 à 1933.

Le capital social et les fonds de réserve de la Banque s'élevaient en 1919 à 54.481, en 1920 à 27.966, en 1921 à 5.645, en 1922 à 11.886 et en 1923 à 438 dollars.

Après la stabilisation de la monnaie polonaise, le capital social et les fonds de réserve s'élevaient : en 1924 à 3.126.582, en 1925 à 11 810.466, en 1926 à 14.575.496, en 1927 à 79.141.233, en 1928 à 140.198.486, en 1929 à 148.456.887, en 1930 à 159.029.883, en 1931 à 165.583.479, en 1932 à 169.757.750 et en 1933 à 170.428.703 zlotys.

Nous voyons d'après ces deux relevés que les fonds versés par le Gouvernement en 1919-1924 furent insignifiants par rapport aux fonds versés dans les années 1924-1933.

Durant l'inflation, les crédits accordés par la Banque Agraire d'Etat étaient remboursés en monnaie tout à fait dépréciée; de ce fait, ils avaient plutôt un caractère de subvention.

La grande prospérité de la Banque Agraire d'Etat et la grande envergure de son activité ne datent que de 1925.

Cela prouve l'évolution des crédits accordés par cette Banque.

Le montant des crédits accordés s'élève en 1925 à 54.253.366 zlotys, en 1926 il passe déjà à 111.459.021 zlotys, en 1927 à 259.669.451, en 1928 à 512.780.861, en 1929 à 760.571.489 et en 1930 à 959.158.662 zlotys.

A partir de 1931, l'activité de la Banque dans le domaine du crédit accuse un état stationnaire.

La crise économique et tout particulièrement agricole qui commença à sévir eut une grande répercussion sur le crédit accordé par la Banque, crédit dont le chiffre se maintint à un niveau presque égal à celui de 1930; en 1931, il était de 961.730.639 zlotys, en 1932 de 954.581.525 et en 1933 de 972.752.435 zlotys.

La Banque a accordé en 1925-1933 des prêts amortissables à long terme en lettres de gage d'une somme de 249.394.906 zlotys, à savoir :

— pour l'achat de terres, 141.168.492 zlotys;

— et pour des investissements et le remboursement des obligations onéreuses, 108.226.414 zlotys.

Elle a accordé en 1928-1933 des prêts amortissables en obligations d'amélioration d'une somme de 112.482.000 zlotys.

La Banque a acheté et pris en commission 122.902,7 hectares de terres aux fins de morcellement.

Le chiffre des crédits à court terme s'élevait en 1930 à 282,2 millions de zlotys, en 1931 à 227,6 millions, en 1932 à 196,0 millions et en 1933 à 189 millions.

Le chiffre des crédits consentis par la Banque sur les fonds gouvernementaux s'élevait en 1933 à 500.817.000 zlotys.

Le plus important des fonds gouvernementaux confiés à la Banque, est celui du Ministère de l'Agriculture et des Réformes agraires qui atteignait en 1933, 465.628.000 zlotys. Ce chiffre comprenait le fonds de roulement de la réforme agraire (1) destiné aux fins de la refonte de la structure agraire, des régularisations et des améliorations agricoles.

Le nombre des prêts obtenus du Fonds de roulement montait en 1933 à 492.375 et la somme des prêts à 461.365.000 zlotys.

(1) Le texte uniforme de la loi concernant le fonds de roulement de la réforme agraire est publié dans le *Journal des Lois* de 1934, n° 40.

CHAPITRE III

LE MORCELLEMENT ET LA COLONISATION INTÉRIEURE

§ 1. — LE MORCELLEMENT ET LA COLONISATION INTÉRIEURE, EN 1919-1925

C'est seulement un an après le vote de la Décision-programme du 10 juillet 1919 que la Diète Constituante s'intéressa à la question de la loi concernant la réalisation de la réforme agraire.

A ce moment, la Pologne se trouvait dans des conditions très graves. Les provinces orientales du pays étaient envahies par les armées rouges dont la marche en avant continuait.

L'Allemagne, l'Autriche et la Tchécoslovaquie se déclarèrent neutres et s'opposèrent au passage des munitions destinées à l'armée polonaise.

Une violente propagande antipolonaise fut déclenchée par les Soviets dans les milieux ouvriers de la France et de l'Angleterre.

A Moscou, on préparait l'écrasement de la Pologne à laquelle on voulait substituer une République soviétiste.

Le Comité Central du Travail lança un appel (1) aux travailleurs bolchéviks pour les encourager à intensifier la production des munitions.

En voici quelques passages très caractéristiques :

Ce n'est que lorsque le drapeau rouge de la Révolution victorieuse, lorsque le drapeau de la Pologne soviétiste flottera sur Varsovie, ce n'est que sur les cendres de la bourgeoisie et de la noblesse polonaises que sera établie une paix solide et durable. Jusque-là, la guerre sera la principale obligation de tous les citoyens de notre pays.

(1) « La Pologne », du 1^{er} juin 1920, p. 474.

A l'intérieur de la Pologne, la propagande soviétiste ne fut pas de moindre importance.

Les agents de Moscou s'efforçaient de provoquer une grève générale révolutionnaire pour porter par derrière un coup mortel à l'armée polonaise.

Pour parer aux difficultés qui ont surgi tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, pour élever en même temps et fortifier le sentiment national du peuple et des soldats, il eût été nécessaire de réaliser d'urgence les promesses qui avaient été faites dans le domaine agraire et de constituer un Gouvernement ayant la confiance des masses populaires.

La proposition du Parti Populiste « Piast » votée le 4 juin 1920 à la Diète ouvrit de nouveau les débats sur la réforme agraire.

Le 15 juillet 1920, la Diète Constituante vota à l'unanimité une loi portant sur l'exécution de la réforme agraire.

Que cette brusque unanimité ne nous étonne pas ! Un an avant le vote de cette loi, personne ne rêvait d'une semblable concorde, car l'ennemi était loin.

En juillet 1920, la Pologne était en danger. L'armée rouge s'avancait vers la capitale.

Il fallut faire l'impossible pour gagner à la cause nationale les ouvriers et les paysans et enrayer de la sorte les progrès de la propagande communiste.

Dans ces circonstances, la loi du 15 juillet 1920 nous apparaît sous son double aspect : comme instrument de la politique agraire ayant pour objet la refonte et l'amélioration de la structure agraire pour rendre la répartition de la propriété du sol plus démocratique, et comme moyen efficace de propagande patriotique.

D'ailleurs, ce second aspect donné à la loi n'était pas une innovation. On avait procédé de même au cours des insurrections polonaises de 1794, 1830, 1863.

Au cours des débats sur la réforme agraire, les représentants des partis populistes et socialistes en soulignant l'importance du danger bolchéviste, réclamèrent avec force un Gouvernement dans lequel les masses paysannes et ouvrières pussent avoir confiance.

A la suite de ces réclamations, le nouveau Gouvernement dit de la Défense Nationale, fut constitué le 22 juillet 1920.

C'est M. Witos, représentant des paysans et lui-même paysan, qui en devint président, cependant que M. Daszynski, représentant des ouvriers, était nommé vice-président.

A cette occasion, le « Journal de Pologne » du 23 juillet 1920 écrivait :

Un grand fait domine la journée d'hier, la constitution d'un Ministère de Défense Nationale, composé des représentants de tous les partis.

Les partis de droite, avec une abnégation dont il faut leur savoir gré, ont accepté de se contenter d'une faible part des portefeuilles, estimant que pour les pourparlers directs qui vont s'ouvrir avec le Gouvernement des Soviets, des représentants de la gauche, et de la gauche avancée, se trouveraient dans une situation plus facile.

Les partis de gauche, avec un haut sentiment de patriotisme qu'il convient de louer, ont renoncé à leurs formules d'exclusivisme, et ont accepté la loyale collaboration de leurs adversaires politiques d'hier.

Le président Witos, après son avènement au pouvoir, lança une proclamation pathétique aux soldats.

En voici quelques passages ayant trait à la réforme agraire (1) :

Soldats! Vous qui avez déjà été au front et vous qui, volontairement, vous êtes engagés, dès que la paix sera signée, vous recevrez avant tous les autres une parcelle du terrain que la loi de réforme agraire partagera.

Ceux qui se seront distingués plus que les autres recevront le terrain gratis, c'est aussi une des clauses de la réforme agraire.

Le 14 août, l'armée rouge était sur les bords de la Vistule.

Le Maréchal Pilsudski, chef suprême de l'armée polonaise, après avoir élaboré un plan stratégique, déclencha, à l'aube du 16 août 1920, une violente contre-attaque qui fut couronnée d'une victoire éclatante.

Voici les événements qui ont précédé et suivi le vote

(1) D'après le *Journal de Pologne* du 8 août 1920.

de la loi du 15 juillet 1920. Nous allons maintenant en donner un bref aperçu.

Cette loi, à vrai dire, n'était à peu près que la reproduction des principes que contenait la Décision-programme du 10 juillet 1919.

Elle ne touchait pourtant pas à la question des forêts dont l'importance pour la réforme agraire était moindre.

Sa portée réelle, comme nous l'avons dit, est aussi bien du ressort politique que du ressort économique.

La loi du 15 juillet 1920 est une loi régulièrement votée, tandis que la Décision du 10 juillet 1919 n'étant pas transformée en loi demeura un programme à réaliser.

La Décision du 10 juillet 1919 a rencontré une vive opposition des partis de droite; la loi du 15 juillet 1920 fut votée à l'unanimité. Elle a éveillé d'assez grands espoirs dans les campagnes, espoirs qui n'ont pourtant pas été satisfaits jusqu'à ce jour.

La loi du 15 juillet 1920 a mis à la disposition des autorités compétentes, afin d'assurer la réalisation de la réforme agraire : les domaines de l'Etat, des membres des anciennes dynasties, de l'ancienne Banque des paysans, de l'ancienne Commission prussienne de colonisation, de l'Eglise et des autres institutions publiques et tout particulièrement des legs fonciers.

En vertu de cette loi, les Offices fonciers étaient autorisés à exproprier : les domaines privés mal cultivés, morcelés sans autorisation préalable, acquis durant la guerre, dans la période du 1^{er} août 1914 au 19 septembre 1919, par des personnes qui n'étaient pas professionnellement agriculteurs; les domaines qui ont changé trop souvent de propriétaires ou qui avaient été acquis par des profiteurs de la guerre; les domaines dont les propriétaires, pendant la durée du fonctionnement de l'ancienne Commission prussienne de colonisation avaient vendu leurs terres à l'Etat oppresseur, les domaines situés aux environs des grandes villes et des centres industriels et tous les autres domaines appartenant aux particuliers, y compris les fidéicomis pour

les parties qui dépassent une norme de 60 hectares dans les districts industriels ou suburbains, 400 hectares dans les provinces orientales et occidentales, et 180 hectares dans les autres provinces de la Pologne.

Furent soustraits à l'expropriation les domaines agricoles qui présentaient un intérêt spécial pour la production. Aux termes de la loi du 15 juillet 1920, l'expropriation (le rachat forcé) devait être effectué par les Offices fonciers.

Le montant à payer pour les terrains expropriés devait être fixé par la Commission foncière régionale d'après l'avis de la Commission d'évaluation.

Le taux d'indemnité était fixé à la moitié de la valeur du terrain évalué d'après le prix courant de la terre de la région.

Les Offices fonciers devaient s'occuper de la préparation des projets de morcellement des terrains expropriés.

Les terres morcelées devaient servir à la constitution des exploitations indépendantes et susceptibles de fournir une production intensive par voie d'agrandissement des exploitations trop petites jusqu'à une étendue de 15 hectares.

C'est seulement le 20 % de la superficie des terres disponibles qui pouvait être vendu aux propriétaires des petites exploitations existant déjà, afin de les agrandir jusqu'à concurrence de 45 hectares dans les provinces de l'Est et de l'Ouest, et de 23 hectares dans les autres provinces.

En vertu de la loi du 15 juillet 1920, tout citoyen polonais possédant la préparation professionnelle nécessaire pour s'occuper de culture agricole pouvait se rendre acquéreur d'une parcelle de terre.

Toutefois, la loi a fixé l'ordre de priorité des acquéreurs suivant : 1° les mutilés de guerre ayant appartenu à l'armée polonaise et les autres mutilés capables cependant d'exécuter des travaux agricoles, ainsi que les soldats polonais ayant appartenu aux sections de combat, ou s'étant enrôlés dans l'armée polonaise;

2° les ouvriers agricoles ayant perdu leur emploi par suite du morcellement et les propriétaires des trop petites exploitations voisines des biens-fonds morcelés; enfin 3°, tous les autres ouvriers agricoles et les propriétaires des exploitations agricoles trop petites, la préférence étant donnée à ceux d'entre eux qui avaient suivi des cours dans des écoles d'agriculture.

La loi prévoyait la constitution d'un fonds spécial pour les mutilés de guerre et les soldats ne possédant pas de ressources pour acheter une exploitation agricole.

L'Etat devait leur accorder également un crédit à long terme pour la mise en valeur des terrains achetés.

Ce fonds devait être constitué en partie par la différence existant entre le prix d'achat des propriétés foncières, et le prix de vente payé par les acheteurs de parcelles et par les sommes, prélevées sur les indemnités payables aux propriétaires des terrains expropriés, variant de 5 % à 30 %, suivant le montant des indemnités.

Les exploitations créées sur les bases de la loi du 15 juillet 1920 ne pouvaient être ni partagées, ni chargées d'hypothèques tant que leurs propriétaires n'avaient pas remboursé les crédits qu'on leur avait accordés et en tout cas avant qu'une période de 25 ans se fût écoulée.

La loi du 15 juillet 1920 fut complétée par deux lois successives votées par la Diète le 17 décembre de la même année (1).

En vertu de la première loi du 17 décembre 1920 sur la réquisition des terres, les domaines appartenant à l'Etat, à l'ancienne famille impériale russe, à l'Eglise et aux institutions publiques devaient être affectés à la colonisation par des colons recrutés parmi les anciens soldats de l'armée polonaise, ainsi qu'à l'exécution de la réforme agraire.

On avait la faculté de réquisitionner les terres appartenant à des particuliers : 1° entièrement dans le cas

(1) *Journal des Lois* de 1921, n° 4.

où elles avaient été abandonnées par leurs propriétaires à la suite de la guerre, ou si leurs propriétaires, ou encore les mandataires de ces derniers, n'avaient pas réintégré leur résidence avant le 1^{er} avril 1921; 2^e pour une partie excédant 400 hectares de la superficie totale, lorsque les propriétaires ou leurs mandataires étaient présents, ou s'ils reprenaient possession de leur domaine avant le 1^{er} avril 1921.

Pouvait être aussi reprise la partie des terres laissée aux propriétaires si elle n'était pas mise en culture un an après la conclusion du traité de paix avec l'U. R. S. S.

Les propriétaires qui pouvaient fournir la preuve qu'il leur était impossible de rentrer chez eux par suite de leur internement ou de leur exil étaient autorisés à conserver une exploitation ne dépassant pas 400 hectares de superficie.

Aux termes de la deuxième loi du 17 décembre 1920, les mutilés de guerre et les soldats de l'armée polonaise qui s'étaient particulièrement distingués pendant la guerre, ainsi que ceux qui s'étaient enrôlés dans l'armée et avaient appartenu aux sections de combat avaient le droit d'acquérir les terrains gratuitement.

Les autres mutilés de guerre et les anciens combattants capables de travailler les champs pouvaient acquérir des lots de terre contre paiement et dans la mesure des disponibilités.

Les lots cédés aux colons, en vertu de la loi du 17 décembre 1920, ne pouvaient pas dépasser 45 hectares de la superficie, y compris le terrain que les colons possédaient déjà.

Ceux qui ne prenaient pas possession de leurs lots au bout d'un an, ou qui ne les avaient pas encore mis en valeur après une période de trois ans, pourraient se les voir retirer à la suite d'une décision des autorités compétentes.

Les colons acquéreurs de terrains contre paiement effectueront ce paiement au cours de trente ans; la première annuité n'était payable qu'après cinq ans écoulés

à partir du moment de l'entrée en jouissance des terres acquises.

Le prix d'un hectare de la superficie ne pouvait dépasser l'équivalent en espèces de 30 à 100 kilogrammes de seigle par an.

En outre, l'Etat accordait aux colons des crédits et leur fournissait du bois de construction.

Les exploitations créées en vertu de la loi du 17 décembre 1920 ne pouvaient être ni partagées, ni vendues sans l'autorisation des Offices fonciers avant vingt-cinq ans.

Pour effectuer la réquisition des terres sur les bases de la première loi et pour en distribuer aux colons en vertu de la deuxième loi du 17 décembre 1920, on a constitué des Comités de répartition dans vingt-deux districts des provinces de l'Est.

Telles étaient les principales dispositions des lois du 15 juillet et du 17 décembre 1920 en matière de morcellement et de colonisation intérieure.

Les idées directrices de la loi du 15 juillet 1920 étaient les suivantes :

a) L'exécution de la réforme agraire par des Offices fonciers;

b) Définition du maximum de terrains laissés aux propriétaires;

c) L'expropriation des grandes propriétés contre indemnité correspondant à la moitié de leur valeur;

d) La garantie du privilège de priorité accordé aux soldats, ouvriers agricoles et paysans, propriétaires de petites exploitations voisines des grandes;

e) La protection des fermes nouvellement créées.

Le morcellement des terres par des particuliers n'était pas réglé par la loi du 15 juillet 1920; il était soumis aux dispositions de l'ordonnance du 27 avril 1921 (1).

Aux termes de cette ordonnance, le morcellement ne pouvait être opéré qu'après la délivrance par l'Office

(1) *Journal des Lois* de 1921, n° 43.

foncier du district d'un certificat attestant que cet Office n'y faisait pas obstacle.

L'expropriation d'une propriété par les autorités agraires faisait obstacle au morcellement par des particuliers.

A l'effet d'obtenir ce certificat, devait être présenté le projet de morcellement conforme aux principes de la réforme agraire.

Comme la loi du 15 juillet 1920 avait été votée à la hâte et sous la pression des difficultés extérieures, elle n'était pas exempte de certains défauts qui nécessiterent sa révision ultérieure.

Son défaut principal aurait été de laisser à l'Etat le monopole du morcellement.

On lui reprochait aussi de traiter injustement les grands propriétaires en ne leur accordant que la moitié de la valeur réelle de leurs terres expropriées.

Ce reproche s'appuyait sur les principes de la Loi Constitutionnelle du 17 mars 1921.

L'article 99 de ladite loi était ainsi conçu :

La République de Pologne reconnaît la propriété sous toutes ses formes : propriété individuelle, ou collective des associations, des institutions, des communes et enfin de l'Etat, comme une des assises les plus importantes de l'organisation sociale et de l'ordre légal; elle garantit à tous les habitants, institutions et communautés, la protection de leur patrimoine et n'admet l'abolition ou les restrictions de la propriété individuelle ou collective que dans les cas prévus par la loi et ce, pour des raisons d'utilité publique et contre indemnité.

Seule une loi pouvait déterminer dans quelle mesure un bien pour la cause d'utilité publique, devait constituer la propriété exclusive de l'Etat et à quel point pouvait être limité le droit des citoyens, ou de leurs associations légalement constituées, de disposer librement de la terre, des eaux, des minéraux et des autres richesses naturelles pour des raisons d'ordre public.

La terre, en tant qu'un des éléments essentiels de la vie nationale et de l'Etat, ne pouvait être l'objet de transactions illimitées.

Il incombait aux lois de déterminer la mesure dans laquelle l'Etat avait le droit de procéder à l'expropriation de la terre et d'en régler le transfert, en s'inspirant du principe que le régime agraire de la République de Pologne devait s'appuyer sur les exploitations agricoles susceptibles de fournir une production normale et constituant la propriété individuelle de leurs titulaires.

L'article 99 de la loi constitutionnelle de 1921 restant en vigueur après la promulgation de la nouvelle loi constitutionnelle du 23 avril 1935, est consacré au problème de la propriété.

Il fut l'objet de la discussion acharnée qui s'éleva au sein de la Diète Constituante du fait qu'il touchait à la question des restrictions apportées à la libre disposition du droit de propriété de la terre.

Ce fut l'idée de solidarité qui l'emporta sur celle de l'exclusivité du droit de disposition de la propriété.

On a reconnu solennellement que la propriété individuelle doit être coordonnée à l'intérêt général.

De cette constatation découle le principe de l'expropriation et des restrictions apportées au libre trafic des terres.

En approuvant le principe de l'expropriation en vue de l'intérêt général, l'article 99 de la loi constitutionnelle souligna que cette expropriation aurait lieu contre indemnité.

Avant de terminer nos remarques sur la législation touchant le régime de morcellement et de colonisation intérieure, nous voulons jeter un coup d'œil sur les dispositions concernant la propriété des églises.

Aussi bien la décision du 10 juillet 1919 que la loi du 15 juillet 1920 prévoyaient l'expropriation des immeubles fonciers de l'Eglise catholique en vertu d'un accord avec le Saint-Siège et celle des immeubles des autres églises et communautés confessionnelles après consultation de leurs représentations légales.

D'après les statistiques des Offices fonciers la propriété foncière des églises et communautés confessionnelles en Pologne représenteraient 465.744 hectares de la superficie répartie de façon suivante :

— à l'Eglise catholique romaine appartiendraient 214.652 hectares;

— à l'église gréco-catholique, 138.613 hectares;

— à l'église orthodoxe, 107.395 hectares;

— à l'église protestante, 4.292 hectares;

et à d'autres communautés confessionnelles, 790 hectares.

Le concordat passé entre la Pologne et le Saint-Siège, le 10 février 1925 (1) régla la question de la propriété de l'Eglise catholique en Pologne.

La Pologne — selon la teneur du concordat — a reconnu les droits de propriétés des personnes juridiques, ecclésiastiques et religieuses à tous les biens meubles et immeubles, capitaux, rentes et autres droits que ces personnes juridiques possèdent dans les territoires de l'Etat polonais et a consenti à ce que ces droits dans les cas où ils ne seraient pas encore inscrits dans les registres hypothécaires au nom des personnes juridiques qui les possèdent y soient inscrits et cela sur une déclaration de l'ordinaire certifiée par l'autorité civile.

La question des biens dont l'Eglise a été privée par la Russie, l'Autriche et la Prusse, et qui se trouvent actuellement en possession de l'Etat polonais, sera réglée par un arrangement ultérieur.

Jusqu'à cette date, l'Etat polonais garantit à l'Eglise des dotations annuelles non inférieures comme valeur réelle aux dotations que les Gouvernements russe, autrichien et prussien allouaient à l'Eglise sur les territoires appartenant actuellement à la Pologne.

En cas de morcellement desdits biens, les menses épiscopales, les séminaires et les bénéfices paroissiaux ne possédant pas de terres, ou en possédant des quantités insuffisantes en obtiendront dans la mesure des disponibilités, jusqu'à concurrence de 180 hectares par mense épiscopale et de 180 hectares par séminaire, et, selon la qualité du sol, de 15 à 30 hectares par bénéfice paroissial.

Pour améliorer la situation économique et sociale de la population agricole et promouvoir d'autant plus la paix chrétienne du pays, le Saint-Siège a consenti à ce que la Pologne rachète aux bénéfices des chapitres, aux bénéfices paroissiaux, ainsi qu'aux simples bénéfices, possédant des biens fonciers, les quantités de terres ara-

(1) Louis LE FUR et Georges CHKLAVER : « Recueil de textes de droit international public », Paris, p. 684.

bles, dépassant pour chacune de ces entités 15 à 30 hectares, selon la qualité du sol, par paroisse et bénéfice simple, 180 hectares par chapitre, 180 hectares par mense épiscopale et 180 hectares par séminaire.

Aux diocèses dont les séminaires ne possèdent pas de terres arables distinctes de celles de l'Evêché, il sera accordé sur les terres appartenant à l'Evêché, 180 hectares libres de rachat, indépendamment des 180 hectares réservés pour la mense épiscopale.

Le prix de rachat des terres sera payé d'après les règlements qui seront appliqués au rachat des biens appartenant aux particuliers et restera à la disposition de l'Eglise.

Le Saint-Siège a consenti de même à ce que les terres arables appartenant aux Maisons des Congrégations et ordres religieux, ainsi qu'à leurs institutions de bienfaisance, considérées séparément comme unités agricoles distinctes, soient rachetées par l'Etat, en accord avec les règlements qui seront appliqués au rachat des biens appartenant aux personnes juridiques laïques, avec droit pour chacune des Maisons susdites ainsi que pour chacune de leurs institutions de bienfaisance, de conserver au moins 180 hectares de terres arables.

Les personnes juridiques ecclésiastiques et religieuses auront le droit, à l'égal des personnes juridiques laïques, de procéder directement au morcellement des terres arables leur appartenant.

Après avoir tracé les grandes lignes de la législation agraire ayant trait au morcellement et à la colonisation intérieure en 1919-1925, nous avons maintenant à en apprécier les résultats.

Le morcellement gouvernemental ne commença qu'après le vote de la Décision du 10 juillet 1919.

Comme cette Décision n'est pas devenue loi, elle ne pouvait être appliquée qu'aux domaines de l'Etat et des donations reprises par le gouvernement polonais en vertu de la loi du 25 juillet 1919.

Quant au morcellement effectué par les particuliers, il fut soumis à une réglementation dès la publication du

décret-loi du 1^{er} septembre 1919 sur le transfert du droit de propriété des biens-fonds.

Après le vote de la loi du 15 juillet 1920 sur l'exécution de la réforme agraire et des lois du 17 décembre 1920 sur la colonisation militaire dans les provinces de l'Est, le morcellement prit une plus grande envergure.

La conclusion du traité de paix avec l'U. R. S. S. en 1921 et la normalisation des rapports économiques et politiques eurent aussi une certaine influence sur l'activité dans le domaine du morcellement.

Dans la période envisagée, on a morcelé au total : 951.720 hectares (1) de la superficie, à savoir : en 1919, 14.209 hectares; en 1920, 74.261; en 1921, 224.060; en 1922, 221.638; en 1923, 163.511; en 1924, 132.643, et en 1925, 121.398.

On a morcelé par les soins des Offices fonciers : en 1919, 8.175 hectares; en 1920, 23.066; en 1921, 71.285; en 1922, 63.188; en 1923, 47.979; en 1924, 42.943, et en 1925, 36.085.

Le morcellement effectué par des particuliers a donné les résultats suivants : en 1919, on a morcelé 6.034 hectares; en 1920, 51.195; en 1921, 129.769; en 1922, 123.803; en 1923, 85.516; en 1924, 65.785, et en 1925, 65.191.

On a morcelé aux fins de la colonisation militaire : en 1921, 23.006 hectares; en 1922, 34.647; en 1923, 30.016; en 1924, 23.915; en 1925, 15.044.

On a morcelé aussi, en 1925, 5.078 hectares de terres par les soins de la Banque agricole de l'Etat.

Au cours des années 1919-1925, on a morcelé : 342.746 hectares dans les provinces centrales; 49.858 dans les provinces occidentales; 154.154 dans les provinces méridionales, et 404.962 dans les provinces orientales.

(1) D'après Ch. KASINSKI : « L'Activité du Ministère des Réformes agraires et des Offices fonciers », pp. 61-62.

Années	Total	Exploitations agricoles indépendantes		Parcelles affectées à l'agrandissement des exploitations agricoles trop petites		Parcelles d'ouvriers, d'artisans et d'employés ainsi que celles affectées à des buts spéciaux		Nombre d'ouvriers agricoles acquéreurs de parcelles
		Superficie	Nombre	Superficie	Nombre	Superficie	Nombre	
1919		14.209	2.561	8.738	1.343	—	—	—
1920		74.261	15.086	38.096	9.499	3.405	192	121
1921		224.060	37.515	136.255	20.961	24.836	1.146	571
1922		221.638	33.410	143.208	19.474	56.700	2.515	2.321
1923		163.511	32.749	102.229	21.330	50.654	2.380	1.605
1924		132.643	30.769	73.213	20.332	45.421	2.127	960
1925		121.189	32.733	68.356	18.759	44.387	3.640	1.007
1919-1925..		951.511	184.823	570.095	111.698	39.269	7.874	806
						264.672	19.874	7.391

(Le tableau ci-dessus est dressé d'après les statistiques publiées par M. W. Staniewicz, ancien Ministre des Réformes agraires, dans l'article « La réforme agraire en Pologne; résultats des travaux effectués en 1928-1929 » [*L'Agriculture*, n° de février 1930].)

§ 2. — LE MORCELLEMENT ET LA COLONISATION
INTÉRIEURE SUR LES BASES DE LA LOI
DU 28 DÉCEMBRE 1925.

Les défauts de la loi du 15 juillet 1920, le mauvais fonctionnement des Offices fonciers dans les premières années de la Pologne restaurée joints aux perturbations financières ne permettaient pas d'effectuer le morcellement de la grande propriété et la colonisation intérieure d'une façon satisfaisante.

De ce fait, les gouvernements qui se sont succédés de 1923 à 1925 et les partis politiques ont préparé les différents projets de lois pour amender ou remplacer celle qui portait sur l'exécution de la réforme agraire.

Le Conseil des Ministres, présidé par M. Sikorski, au cours de sa séance du 26 avril 1923, a accepté le projet de loi sur le morcellement et la colonisation intérieure (1).

Le 12 mai 1923, ce projet fut soumis à la Diète par M. S. Ludkiewicz, président de l'Office foncier central.

Parmi les motifs gouvernementaux joints à ce projet de loi, nous trouvons les suivants :

La loi du 15 juillet 1920 sur l'exécution de la réforme agraire rencontra beaucoup d'obstacles au cours de sa réalisation vu le manque de précision de ses dispositions.

En effet, son article 13 a accepté le principe de l'indemnité pour les propriétés expropriées qui est contraire à l'article 99 de la loi constitutionnelle du 17 mars 1921.

Le 2 août 1923, le Conseil des Ministres, présidé par M. Witos, a accepté un nouveau projet de loi ayant pour objet le morcellement et la colonisation intérieure.

Le Ministre des Réformes agraires, M. Osiecki, a envoyé ce projet (1) à la Diète en retirant en même temps le projet du cabinet de M. Sikorski.

Le projet du gouvernement de M. Witos fut soutenu à la Diète par les partis de droite et le parti populiste « Piast ».

(1) Diète de la République Polonaise. Document n° 505.

(1) Diète de la République Polonaise. Document n° 719.

A la suite d'un conflit au sein du parti populiste « Piast », au moment même du vote, le cabinet de Witos tomba.

M. S. Ludkiewicz, ministre des Réformes agraires dans le cabinet de M. Grabski, avait élaboré un nouveau projet mais il ne fut pas soumis à la Diète.

C'est le projet de M. Kopczynski, nouveau ministre des Réformes agraires dans le cabinet de M. Grabski (2), qui a servi de point de départ à la discussion de la Commission des Réformes agraires à dater du 18 février 1925.

Le 22 juin 1925, le rapporteur de la Commission des Réformes agraires, M. Makulski, prit la parole en ouvrant ainsi la discussion sur la réforme agraire devant la Diète.

Le 28 décembre 1925, après une longue discussion, la Diète adopta la nouvelle loi sur l'exécution de la réforme agraire.

Cette loi est le résultat d'un accord entre les partis suivants de la Diète : l'Union populiste-nationale, le parti chrétien-démocrate, le parti populiste « Piast », et le parti socialiste.

Les partis d'extrême-droite, comme le Club chrétien national, représentant la grande propriété foncière, et les partis de gauche, représentant les groupes paysans radicaux, votèrent contre la loi.

La nouvelle loi du 28 décembre 1925 (1), actuellement en vigueur, précise les assises du nouveau régime agraire en soulignant dans son article premier que « la structure agraire de la République polonaise sera basée sur des exploitations agricoles fortes, saines, capables de fournir une production intensive, de différents types et grandeurs constituant la propriété individuelle de leurs titulaires ».

Pour réaliser les principes de ce régime, elle fait :

1° Créer de nouvelles exploitations agricoles indépendantes;

2° Agrandir les petites exploitations paysannes jus-

(2) Diète de la République Polonaise. Document n° 1725.

(1) *Journal des Lois* de 1926, n° 1.

qu'à une superficie égale à celle des exploitations agricoles indépendantes;

3° Créer des colonies et des jardins pour les ouvriers, employés, etc..., aux environs des villes et des centres industriels;

5° Fournir des terrains pour les écoles d'agriculture, les fermes modèles et les entreprises modèles d'horticulture.

Pour ces fins seront obligatoirement morcelés les terrains constituant :

a) La propriété de l'Etat à un titre quelconque et devant lui incomber en exécution des traités internationaux (sont considérés comme propriété de l'Etat les terres appartenant autrefois aux Etats co-partageants, aux anciennes familles régnantes, à la Banque paysanne russe, à la Banque de noblesse, à la Commission prussienne de colonisation, ainsi que les terres reprises en vertu de la loi du 17 décembre 1920 dans les vingt-deux districts des provinces orientales et en vertu de la loi du 25 juillet 1919 sur les donations);

b) Les biens-fonds de l'Eglise catholique, conformément aux dispositions du concordat avec le Saint-Siège du 10 février 1925;

c) Les immeubles fonciers d'autres églises et communautés confessionnelles après consultation de leurs représentations légales;

d) Les immeubles fonciers d'autres institutions publiques et, tout particulièrement, les fondations, à l'exception des terrains appartenant aux pouvoirs publics autonomes.

Sont exclues du morcellement les forêts constituant l'objet d'une exploitation forestière rationnelle, ainsi que les eaux employées pour la pisciculture et pour les besoins de l'industrie.

En sus des propriétés énumérées plus haut sont obligatoirement morcelés les terres arables, pâturages et prairies des autres propriétés foncières, dépassant 60 hectares dans les circonscriptions industrielles et suburbaines, et 180 hectares dans les autres circonscriptions de la Pologne.

Cependant, les propriétés foncières situées dans les départements orientaux de Wilno, Nowogrodek, Polésie, Wolhynie et une partie du département de Bialystok, et appartenant à la même famille depuis le 1^{er} janvier 1864, peuvent conserver une superficie de 300 hectares.

Les jardins, les routes, les forêts d'une superficie supérieure à 30 hectares dans les départements du centre et à 50 hectares dans les départements de l'Est, les étangs affectés à la pisciculture d'une étendue supérieure à 3 hectares, ainsi que les eaux d'une étendue supérieure à 20 hectares ne tombent pas sous le coup de la loi de morcellement.

Le Ministre des Réformes agraires a droit, pour les besoins d'amélioration de la structure agraire, d'affecter le rachat obligatoire en entier, en laissant cependant aux propriétaires un terrain d'une étendue de 35 hectares :

a) Des propriétés foncières qui dépassent le maximum légal de possession et qui ont été divisées, contrairement aux dispositions des lois en vigueur, ou qui ont été affermées en lots distincts pour une période supérieure à six ans;

b) Les propriétés foncières, soit achetées conformément aux lois russes d'exception à des personnes exilées pour avoir participé à l'insurrection polonaise de 1863, ou aux unites, déportés, du gouvernement de Suwalki au gouvernement d'Orenburg, soit avec l'aide des crédits accordés par la Banque russe de noblesse, et c'est seulement dans le cas où ces propriétés appartiennent aux propriétaires originaires, ou à leurs héritiers et contiennent plus de 45 hectares de la superficie;

c) Des propriétés foncières acquises par les députés ou les sénateurs pendant l'exercice de leur mandat en violation de l'article 22 de la loi constitutionnelle de 1921;

d) Des propriétés des personnes absentes avant le 1^{er} janvier 1922 et seulement si dans la résidence ne se trouvent parmi leurs successeurs légitimes ni mari, ni femme, ni parents ascendants ou descendants, ni frères ou sœurs de l'absent, ni leurs enfants...

Les grandes propriétés agricoles présentant un intérêt spécial pour la culture agricole et la vie économique du pays et possédant, avant le 1^{er} janvier 1925, des distilleries, féculeries et terrains en culture de betteraves à sucre pourront dépasser l'étendue des terres exclues du morcellement obligatoire, à savoir les chiffres de 60, 180 et 300 hectares, après autorisation du Ministre des Réformes agraires.

Les propriétés qui possèdent des distilleries et féculeries pourront conserver un terrain de 350 hectares, et celles se consacrant à la culture des betteraves à sucre, de 700 hectares au maximum.

Cependant, la superficie totale des exclusions de ce chef ne peut excéder 550.000 hectares.

Tous les ans, jusqu'à l'épuisement complet des réserves de terres, formées conformément aux dispositions de la loi du 28 décembre 1925, sera morcelée une étendue de terre fixée par le Conseil des Ministres sur la proposition du Ministre des Réformes agraires.

Pendant les dix premières années qui suivront l'entrée en vigueur de la loi dont nous parlons, le contingent de terre à morceler est fixé à 200.000 hectares par an.

Si cette superficie n'est pas morcelée au cours de l'année pour laquelle elle est fixée, elle le sera l'année suivante, en dehors du contingent établi pour cette année-là.

Les terrains morcelés au cours d'une année donnée et dépassant le contingent annuel établi par le plan de morcellement seront portés au compte de l'exécution du plan de morcellement au cours d'une des années suivantes.

Le Ministre des Réformes agraires peut imposer le morcellement des terrains indispensables à l'agrandissement des exploitations agricoles trop petites au cours de leur remembrement.

Cette obligation peut être remplie par la vente des terrains nécessaires à la Banque agraire d'Etat.

Les terrains morcelés ou vendus à la Banque agraire

d'Etat seront portés au compte de l'exécution du plan de morcellement.

Le propriétaire d'un immeuble dont l'étendue dépasse les normes fondamentales de la possession a le droit d'établir à son gré la superficie qu'il a l'intention d'exclure, au cas où son bien serait sujet au rachat obligatoire, mais en soumettant aux Offices fonciers une proposition y ayant trait.

Les propriétaires peuvent disposer des terres exclues en vertu du présent article sans aucune limitation; pourtant, en cas de morcellement bénévole des terres exclues, ils doivent observer les prescriptions de la loi du 28 décembre 1925.

Les Offices fonciers régionaux procéderont d'office à la liquidation des servitudes grevant les propriétés soumises au morcellement obligatoire.

Dès l'instant de l'entrée en vigueur de la décision sur le rachat obligatoire, l'Etat répond envers tous les créanciers hypothécaires et les personnes ayant des prétentions qui doivent être satisfaites par la valeur de la propriété foncière rachetée, jusqu'à concurrence de l'indemnité légalement fixée.

Les créances des restitutions de crédit à long terme en lettres de gage, grevant les terrains obligatoirement rachetés, peuvent être prises à sa charge par l'Etat et ensuite transférées aux acquéreurs des lots, le montant de la dette étant déduit de l'estimation de l'immeuble racheté.

Le prix de la propriété obligatoirement rachetée représente la valeur des terres, des bâtiments, des forêts et des eaux, ainsi que celle de la partie non amortie des mises de fonds pour les améliorations, déduction faite des servitudes.

L'estimation des terres, des bâtiments, des forêts et des eaux sera effectuée sur les bases des prescriptions obligatoires en cas d'établissement de la valeur de l'immeuble pour le paiement de l'impôt sur la fortune.

La valeur des servitudes, grevant la propriété, sera établie suivant les principes appliqués au cas de la liquidation obligatoire des servitudes.

L'élévation de l'immeuble exproprié sera effectué par l'Office foncier régional sur la base de l'opinion émise par la Commission de classification et d'estimation.

L'Office foncier régional propose de son côté le montant de l'indemnité pour l'immeuble exproprié à la Commission foncière régionale qui, dans un délai de deux mois à compter du jour du dépôt de la proposition, fixe définitivement cette indemnité.

Si le propriétaire ou le créancier estiment que l'indemnité fixée pour l'immeuble exproprié ou pour sa partie n'est pas juste et conforme à la loi du 28 décembre 1925, ils peuvent intenter une action devant les tribunaux civils.

L'indemnité accordée pour les immeubles expropriés sera payée en espèces, en titre de Rente foncière d'Etat évalués en or, selon la valeur nominale, et enfin en titres de Rente foncière d'Etat, selon son cours fixé chaque année par le Ministre des Réformes agraires, d'accord avec le Ministre des Finances, mais qui ne saurait pas être inférieur à 70 % de la valeur nominale.

Le rapport entre les parties de l'indemnité payable dépendra de la superficie totale des immeubles fonciers appartenant au propriétaire du bien exproprié, et ceci conformément au tableau ci-dessous :

Superficie.	Partie payable en espèces	Partie payable en rente selon sa valeur nominale.	Partie payable en rente selon un cours non inférieur à 70 %
Jusqu'à 1.000 ha.....	50 %	50 %	
De 1.000 à 1.500 ha.....	45 %	45 %	10 %
De 1.500 à 2.000 ha.....	40 %	40 %	20 %
De 2.000 à 2.500 ha.....	35 %	35 %	30 %
De 2.500 à 3.000 ha.....	30 %	30 %	40 %
De 3.000 à 4.000 ha.....	25 %	25 %	50 %
Au-dessus de 4.000 ha.....	20 %	20 %	60 %

Tous les contrats de fermage concernant les terrains destinés au morcellement et à la colonisation doivent

être dissous. Les fermiers auront droit au remboursement des dépenses utiles pour l'exploitation et non amorties.

Les fermiers des petits lots jouissent du droit de priorité pour l'achat lors du morcellement de la propriété, à condition toutefois que cette acquisition n'augmente pas les terrains qu'ils possèdent déjà de plus de 20 hectares dans les provinces centrales et méridionales et de 35 hectares dans les autres provinces.

Les engagements résultant des contrats annuels envers les ouvriers agricoles travaillant dans les propriétés expropriées seront reportés sur l'Etat. Ces contrats peuvent être dissous dans un délai d'un an.

Dans le cas de dissolution du contrat, les ouvriers qui ont travaillé au minimum dix ans et au maximum 25 recevront une indemnité de 500 zlotys; les ouvriers qui ont travaillé plus de 25 ans recevront une retraite.

Ces indemnités seront payées par les propriétaires et seulement dans le cas où les ouvriers n'achèteront pas des lots de terrains morcelés.

L'exécution du morcellement aux termes de la loi du 28 décembre 1925 sera confiée à l'Etat, aux institutions autorisées par l'Etat et aux particuliers.

L'Etat effectuera l'exécution du morcellement par l'intermédiaire des Offices fonciers régionaux et par la Banque agraire d'Etat. Le morcellement privé sera effectué sous le contrôle des autorités de l'administration agraire par les institutions privées de morcellement et par les propriétaires des terrains à morceler.

Au cours du morcellement seront effectués : les rectifications des frontières et des routes, la suppression des parcelles et des enclaves par voie d'échange de terrains, ou par voie de remembrement obligatoire, la conservation des cultures spéciales et l'emploi convenable des bâtiments, l'exclusion des terrains pour les besoins de l'Etat, des communes et des institutions d'utilité publique, la répartition des terrains pour les colonies agricoles, etc...

L'étendue des exploitations nouvellement créées au cours du morcellement des grandes propriétés ainsi que

l'étendue qu'atteindront les exploitations existant déjà mais trop exiguës dépendra des conditions économiques locales, sous réserve que ces exploitations nouvellement créées ou complétées soient indépendantes et susceptibles d'une production intensive.

Cette étendue ne saurait excéder 20 hectares dans la Pologne centrale et 35 hectares dans le département de Poméranie, les départements de l'Est, ainsi que dans les districts montagneux.

L'étendue des lots créés pour la production maraîchère ne saurait dépasser 5 hectares; celle des lots distribués aux artisans des villages, 2 hectares, et celle des lots pour les ouvriers et employés dans le voisinage des grandes villes et des centres industriels, 1 hectare.

Les terres morcelées seront destinées, en premier lieu, à l'agrandissement des exploitations indépendantes.

Le Ministre des Réformes agraires pourra ordonner que les terrains morcelés en entier ou en partie soient vendus aux candidats se recrutant parmi les habitants des communes et des districts surpeuplés.

Peuvent être acquéreurs de terrains morcelés :

1° Les ressortissants de la République polonaise dont l'occupation principale est l'agriculture ou l'horticulture, ainsi que ceux qui auront fait preuve qu'ils possèdent des connaissances pratiques et théoriques suffisantes pour diriger une exploitation agricole;

2° Les coopératives agricoles dont les membres répondent aux conditions précitées.

Les candidats suivants répondant aux mêmes conditions jouiront d'un droit de priorité sous réserve qu'ils ne soient pas déjà propriétaires d'exploitations agricoles indépendantes :

1° Les fermiers et les employés des propriétés morcelées;

2° Les soldats de mérite et les mutilés de guerre de l'armée et des formations volontaires polonaises;

3° Les veuves et les orphelins des soldats de l'armée et des formations volontaires polonaises;

4° Les élèves des écoles agricoles;

5° Les rapatriés obligés de quitter l'étranger pour des raisons d'ordre politique.

Parmi les candidats susmentionnés, les habitants des villages voisins des propriétés expropriées ont toujours un droit de priorité.

Les terrains acquis sur les bases de la loi du 28 décembre 1925 avec l'aide des crédits de l'Etat ou de la Banque agricole de l'Etat ne pourront être partagés, vendus ou affermés sans le consentement des Offices fonciers avant que ces crédits aient été remboursés.

Cette restriction peut être étendue aux exploitations déjà existantes en cas de leur agrandissement au moyen de terres provenant du morcellement.

Le prix de vente des lots créés au cours du morcellement doit correspondre à leur valeur réelle et ne saurait procurer des gains spéculatifs aux propriétaires des terres morcelées.

En ce qui concerne la vente des terres appartenant à l'Etat ou acquises par l'Etat au moyen de l'expropriation, les conditions de la vente des lots sont fixées par la loi du 28 décembre 1925.

D'après les dispositions de cette loi, les acquéreurs ne possédant pas de terres devront verser un acompte égal à 5 % du prix d'achat au moment de leur mise en jouissance des lots achetés. Les acquéreurs possédant déjà des exploitations très petites devront payer un acompte égal à 10 % du prix d'achat. Pour le reste des sommes dues, les acquéreurs jouiront d'un crédit à long terme.

Ce crédit devra être remboursé durant 41 ans.

Quant aux acquéreurs se recrutant parmi les propriétaires des exploitations indépendantes, ils devront verser, au moment de leur entrée en possession des lots achetés, un acompte de 25 % du prix d'achat. Pour le reste du prix d'achat, ils jouiront d'un crédit à long terme. Ce crédit sera remboursé en 20 ans.

Les acquéreurs des colonies rurales, artisanales et ouvrières, ainsi que les coopératives agricoles achetant des terrains et bâtiments en vue d'un meilleur aménagement des petites exploitations agricoles jouiront du

même crédit. Ils doivent verser au moment de leur mise en possession un acompte de 10 % du prix d'achat.

Les acquéreurs des exploitations modèles devront verser 25 % du prix d'achat et le reste dans un délai de cinq ans.

Ce délai est accordé également aux communes, écoles et autres institutions publiques et sociales, acquéreurs de terrains.

Passons maintenant aux conditions de vente des terrains morcelés par les particuliers.

Aux termes de la loi du 28 décembre 1925, les Offices fonciers approuvent le prix d'achat des terrains morcelés par des particuliers; toutefois, ils n'ont pas droit d'intervention en ce qui concerne les modalités de paiement.

C'est seulement pour faciliter aux acheteurs l'acquisition des lots que ladite loi prévoit des prêts amortissables en lettres de gage, accordés par la Banque agraire d'Etat, et des crédits spéciaux prélevés sur le fonds de subventions et de crédits de faveur.

Le fonds de subventions et de crédits de faveur provient :

1° des dotations annuelles de l'Etat prévues dans le budget du Ministère de la Réforme agraire;

2° d'une partie des bénéfices de la Banque agraire d'Etat;

3° ainsi que des bénéfices des Offices fonciers réalisés au cours du morcellement.

Après avoir examiné les principes de la nouvelle loi concernant le morcellement et la colonisation intérieure, nous allons maintenant présenter les résultats de la mise en exécution de cette loi au cours des années 1926-1934.

Le tableau (1) ci-dessous nous le fera mieux comprendre.

	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933
	—	—	—	—	—	—	—	—
		En milliers						
Total des lots distribués.	58,8	65,8	70,6	55,2	49,5	36,5	28,3	27,1
Nombre d'exploitations indépendantes nouvellement créées.	12,3	15,1	12,1	10,1	5,8	4,8	3,6	3,9
Nombre de parcelles affectées à l'agrandissement des exploitations trop petites.	42,0	46,6	52,3	40,3	37,1	26,8	20,2	18,9
Nombre de parcelles spéciales (1)	4,5	4,1	6,2	4,8	6,6	4,9	4,5	4,3
	Superficie en milliers d'hectares							
Total de la superficie des terres distribuées.	217,4	245,4	222,6	163,2	131,6	105,3	69,8	80,3
Pour la création des exploitations indépendantes.	108,1	128,5	100,0	72,1	51,5	45,7	30,0	37,5
Pour les parcelles affectées à l'agrandissement des exploitations trop petites.	85,5	95,7	105,9	78,4	68,4	51,8	33,8	35,0
Pour les parcelles spéciales (1)	23,8	21,2	16,7	12,7	11,7	7,8	6,0	7,8
	En milliers							
Nombre d'ouvriers agricoles acquéreurs des parcelles	1,8	2,2	2,0	1,9	1,1	0,8	0,3	0,3

D'après les statistiques provisoires, on aurait morcelé en Pologne dans les deux périodes envisagées, c'est-à-

(1) Statistiques provisoires.

(1) Ce sont des parcelles créées pour les ouvriers, employés, aux environs des grandes villes, centres industriels ainsi que les fermes-modèles, les terrains distribués aux institutions publiques et sociales.

dire en 1919-1934, 2.246.800 (1) hectares, dont 740.400 hectares échurent aux provinces centrales; 893.700 aux provinces orientales; 266.400 aux provinces occidentales et 346.300 à celles du Sud.

On a créé dans cette période 127.000 exploitations indépendantes occupant une superficie de 1.213.900 hectares, et on a distribué 416.000 parcelles affectées à l'agrandissement des exploitations existant déjà mais trop petites. Ces 416.000 parcelles embrassent une superficie de 853.400 hectares.

En outre, on a créé 61.800 parcelles spéciales aux environs des grandes villes et des centres industriels pour les ouvriers, employés et artisans ainsi que pour les fermes modèles et pour les institutions publiques et sociales.

(1) Chiffres arrondis et provisoires.

CHAPITRE IV

LES RÉGULARISATIONS ET LES AMÉLIORATIONS AGRICOLES

§ 1^{er}. — LE REMEMBREMENT

Dans la deuxième partie de cet ouvrage, nous avons présenté le degré de la dispersion parcellaire.

Nous avons constaté qu'il y avait, en Pologne, environ 50 % d'exploitations dont les terres labourables étaient composées de parcelles séparées par des enclaves.

Cette dispersion des parties des exploitations se fait sentir surtout dans les provinces centrales, méridionales et orientales.

Comme la législation des Etats copartageants concernant le remembrement ne correspondait point, ni aux conditions de la refonte de la structure agraire, ni à l'organisation polonaise des autorités agraires assumant cette refonte, la Pologne, dès le début de sa nouvelle existence politique, décida de se donner une législation convenable.

La décision-programme du 10 juillet 1919 imposa au Gouvernement l'élaboration d'un projet de loi sur le remembrement.

Avant que ce projet eût été voté par la Diète, le Président de l'Office foncier central avait publié, le 19 mai 1920, une ordonnance dans laquelle il adapta la législation russe en vigueur sur le territoire des provinces centrales aux nouvelles conditions du remembrement des terres.

En même temps, l'Office foncier central se mit à

l'étude du projet de la loi sur le remembrement des terres de la Pologne tout entière.

Ce projet devint une loi le 31 juillet 1923 qui fut modifiée à deux reprises : le 18 décembre 1925, par un amendement voté par la Diète, et le 3 septembre 1927, par un décret-loi du Président de la République.

Le 29 septembre 1927, le Ministre des Réformes agraires publia un texte uniforme de la loi sur le remembrement (1).

En voici les principales dispositions :

Aux termes de la loi du 23 juillet 1923 sont soumis au remembrement les terrains en dispersion parcellaire ou trop étroits.

Un lot de terre est trop étroit lorsque sa longueur dépasse de plus de 15 fois sa largeur.

Sont exclus du remembrement obligatoirement : les forêts exploitées d'une façon rationnelle, les terrains dans lesquels se trouvent des mines et carrières, les monuments classés monuments historiques, les tombeaux, etc...

Sont aussi exclus du remembrement à moins que le propriétaire ne donne son consentement : les terrains occupés par les bâtiments, les terrains appartenant aux établissements industriels, les terrains à bâtir situés dans les villes et bourgs, les terrains renfermant des sources minérales, les eaux affectées à l'industrie ou à la pisciculture, les jardins, les vergers et les parcs, les terrains utilisés pour l'extraction de la tourbe, les terrains enclos de murs, et enfin, les vignobles et houblonnières d'une superficie supérieure à 25 ares.

En échange des parcelles soumises au remembrement tout propriétaire recevra un lot de terres d'une qualité et d'une valeur égales, autant que possible, à celles de son terrain primitif.

Les indemnités en espèces ne dépassant, toutefois, 3 % de la valeur des terres d'avant le remembrement ne seront admises que dans des cas exceptionnels, par exemple quand il est impossible de fixer une équivalence entre les terrains échangés.

Au cours du remembrement, on procédera d'office à

la liquidation des servitudes et des terres en possession commune, aux améliorations des terrains remembrés, ainsi qu'à l'agrandissement des exploitations trop petites, par voie de morcellement des grandes propriétés foncières.

Le remembrement sera exécuté à la suite d'une demande adressée aux Offices fonciers : par les propriétaires dont les parcelles à remembrer représentent au moins un total de 25 hectares de la superficie d'un village, ou bien par les propriétaires dont les terres à remembrer couvrent au moins un dixième de la superficie totale d'un village. Ce dernier cas n'a lieu que dans les villages dont la superficie totale n'excède pas 200 hectares.

Le grand propriétaire peut, lui aussi, réclamer le remembrement dans le cas où ses terres, d'une superficie de 25 hectares au moins, sont entremêlées avec les terres paysannes.

Le remembrement sera exécuté d'office en rapport avec d'autres travaux agraires en voie d'exécution comme la liquidation des servitudes et des terres en possession commune, les améliorations et le morcellement des grandes propriétés, en vue de l'agrandissement des trop petites exploitations agricoles.

Il le sera aussi en cas de dévastation complète d'un village par incendie, inondation, ou actions résultant de la guerre.

Le remembrement est effectué sous le contrôle des Offices fonciers.

Les travaux techniques du remembrement comme bornage, arpentage, etc..., seront exécutés contre paiement des frais par les intéressés.

Toutefois, dans des cas où ceux-ci ne seront pas en état de payer ces frais, on leur accordera un crédit à long terme amortissable, moyennant un intérêt maximum de 4 %.

Le crédit dont nous parlons sera accordé en premier lieu : aux propriétaires qui consentiront à effectuer les améliorations de leurs terres, ou à déplacer leurs bâtiments sur le terrain remembré, ainsi qu'aux proprié-

taires désireux d'agrandir au cours du remembrement leurs exploitations trop petites par voie d'achat de terres à leurs voisins qui quittent le village pour s'installer ailleurs.

Les montants du crédit accordé de ce chef sont les suivants : pour le transfert des bâtiments sur les lots remembrés, 1.200 zlotys, et, dans les cas exceptionnels, 2.500 zlotys; pour les aménagements de l'exploitation, 600 zlotys, ou exceptionnellement, 800 zlotys, et pour l'acquisition des terres aux autres participants au remembrement, jusqu'à concurrence de la valeur des terres acquises.

Les propriétaires des exploitations remembrées sont exonérés du paiement de l'impôt foncier pendant deux ans.

Pour faciliter le crédit agricole hypothécaire dont peuvent bénéficier les petits propriétaires, la loi polonaise prévoit la mise au point des registres hypothécaires existant déjà ou leur établissement là où ils n'existent pas en rapport avec le remembrement et à la suite d'une proposition de l'Office foncier du département.

Voilà les idées fondamentales de la loi du 31 juillet 1923. Les autres dispositions de cette loi concernant la procédure d'exécution du remembrement intéressent moins notre étude.

La loi polonaise sur le remembrement se distingue très favorablement de la législation des Etats copartageants.

Voici les points essentiels de cette distinction :

L'exécution du remembrement peut être effectué à la suite d'une demande d'un nombre d'intéressés relativement restreint, ou bien même d'office;

Le remembrement des parcelles dispersées sera effectué conjointement avec la liquidation des servitudes et terres en possession commune ainsi qu'avec les améliorations et le morcellement en vue d'agrandir les exploitations trop petites.

Or, le remembrement fondé sur la loi polonaise de 1923 entraîne un ensemble de travaux agraires d'une

importance primordiale ayant pour but l'amélioration et la refonte complète de la structure agraire en vue de l'augmentation de la production du pays et de la démocratisation de la propriété du sol.

La question de l'agrandissement des exploitations paysannes trop petites au cours du remembrement ne pouvait être résolue convenablement avant le vote de la loi du 28 décembre 1925 sur l'exécution de la réforme agraire.

Aux termes de l'article 15 de cette loi, le Ministre des Réformes agraires peut, en rapport avec l'exécution du remembrement, imposer aux grands propriétaires l'obligation de morceler des terrains indispensables à l'agrandissement des exploitations trop petites.

Et l'article 51 de ladite loi souligne avec force que les terrains morcelés devront être employés en premier lieu pour l'agrandissement des exploitations trop petites et seulement ensuite en vue de la création des exploitations indépendantes.

L'idée de l'agrandissement des exploitations paysannes d'une étendue insuffisante est très juste, vu le nombre extrêmement grand de ces exploitations et leur rôle néfaste dans l'ensemble de l'organisation agraire polonaise.

De même que l'agrandissement des exploitations trop petites avant le vote de la loi du 28 décembre 1925, les améliorations agricoles n'étaient presque pas possibles à réaliser au cours du remembrement avant la publication du décret-loi du 16 mars 1928 (1).

Au cours du remembrement, on procède aussi à la division des terres en possession commune.

Passons maintenant aux résultats du remembrement en 1919-1934.

D'après les statistiques les plus récentes publiées par l'Office central de statistique de la République polonaise, on a remembré les terres de 505.500 (1) exploita-

(1) *Journal des Lois* de 1928, n° 34.

(1) Chiffres arrondis.

tions dont 273.400 dans les provinces centrales, 219.900 dans les provinces orientales, 500 dans les provinces occidentales et 11.700 dans les provinces méridionales.

La superficie des terrains remembrés représente un total de 3.578.400 hectares, dont 1.868.000 échoit aux provinces centrales; 1.668.900 aux provinces orientales; 3.200 aux provinces occidentales, et 38.300 aux provinces méridionales.

§ 2. — LA LIQUIDATION DES SERVITUDES ET DES TERRES EN POSSESSION COMMUNE

Au moment de la reconstitution de la Pologne, le problème des servitudes existait encore dans les provinces centrales et orientales soumises auparavant à la domination russe.

Or, la législation russe ne prévoyait que la liquidation des servitudes à l'amiable. C'est seulement dans les domaines de l'Etat et dans ceux des majorats qu'était imposée la liquidation forcée.

La Pologne restaurée se décida à procéder à la liquidation des servitudes dans le plus bref délai possible et accepta, à côté de la liquidation à l'amiable, la liquidation forcée.

Conformément à la décision-programme du 10 juillet 1919, le Gouvernement elabora un projet de loi sur la liquidation des servitudes.

Celui-ci, devenu loi à la suite du vote de la Diète, le 7 mai 1920, introduisit le principe de la liquidation forcée des servitudes parallèlement à celui de la liquidation à l'amiable.

Dans certains cas déterminés par cette loi, les autorités pouvaient d'office procéder à la liquidation des servitudes.

La loi du 7 mai 1920, modifiée et complétée par la loi du 7 avril 1922, régla les conditions de la liquidation des servitudes seulement dans les provinces centrales, car sur le reste du territoire de l'Est de la Pologne, la guerre polono-bolcheviste se déroula de 1919 à 1921, qui ne

permet guère à l'action de liquidation des servitudes d'être entreprise.

En vertu de la loi du 10 janvier 1922, la loi du 7 mai 1920, après certaines modifications, fut mise en vigueur, tout d'abord sur le territoire des départements de Wolhynie, Polésie, Nowogrodek et quelques districts du département de Bialystok, et ensuite, par le décret du Conseil des Ministres du 26 juillet 1922 sur le territoire du département de Wilno.

Comme les dispositions des lois du 7 mai 1920 et du 10 janvier 1922 offraient bien des imperfections, surtout en matière de procédure de la liquidation, qui était trop longue, et en matière de fixation de l'équivalent pour les droits aux servitudes, le Gouvernement soumit à la Diète en 1923, 1924 et 1926 de nouveaux projets tendant à y remédier.

Malheureusement, certains de ces projets furent, les uns peu discutés et les autres rejetés par la Diète *a priori*.

Le 1^{er} février 1927, le Président de la République publia deux décrets-lois concernant la liquidation des servitudes, l'un dans les provinces centrales, et l'autre dans les provinces orientales.

Ces décrets-lois ont radicalement changé les bases légales de la liquidation des servitudes et ont permis de la sorte d'accélérer celle-ci.

Ils visent deux modes de liquidation :

La liquidation à l'amiable fondée sur un accord des parties intéressées, et la liquidation forcée.

En cas de liquidation à l'amiable, les parties intéressées, c'est-à-dire le propriétaire de l'exploitation grevée de servitudes d'une part, et la majorité des propriétaires des exploitations paysannes bénéficiant des servitudes d'autre part, devront signer un contrat contenant les conditions détaillées suivant lesquelles les servitudes seront liquidées.

L'une des parties intéressées peut soumettre ce contrat à l'Office foncier de district et demander son approbation et son exécution.

Le contrat est ensuite soumis à la Commission fon-

cière régionale qui l'approuve dans la mesure où la loi permet.

L'Office foncier de district procédera à la liquidation forcée des servitudes :

1° A la suite d'une demande à lui adressée par le propriétaire de l'exploitation grevée de servitudes;

2° A la suite d'une demande à lui adressée par les mandataires des propriétaires des exploitations bénéficiant des servitudes; ou

3° D'office :

a) En rapport avec la refonte de la structure agraire (le remembrement, le morcellement, la colonisation intérieure) et les améliorations des exploitations grevées de servitudes, ou bénéficiant de celles-ci;

b) En rapport avec l'élaboration par les autorités d'administration forestière d'un plan d'exploitation rationnelle des forêts, et enfin

c) Si les servitudes ne sont pas abolies avant le 1^{er} janvier 1930.

La loi polonaise sur la liquidation des servitudes favorise le mode de liquidation à l'amiable.

A cette fin, elle statue qu'en cas de liquidation forcée, les parties intéressées auront encore la faculté de se mettre d'accord pour décider la liquidation à l'amiable.

Dans ce but, elles doivent signer un contrat et le présenter à l'Office foncier de district.

Si la Commission foncière régionale approuve ce contrat, la procédure de liquidation forcée sera annulée.

Au cours de la liquidation forcée des servitudes, une Commission d'estimation composée du commissaire foncier de district en tant que président, et de deux représentants des parties intéressées, élabore le projet de liquidation des servitudes, considération étant prise de l'étendue et de la valeur des droits paysans aux servitudes.

Cette valeur est calculée d'après l'équivalent en espèces des droits des bénéficiaires évalué suivant le prix

moyen des deux dernières années qui précèdent le moment de l'estimation.

La valeur annuelle des droits aux servitudes est ensuite multipliée par trente.

Les ayants droit aux servitudes devront être indemnisés en terres quand il s'agit de servitudes pastorales, et en forêts s'il s'agit de servitudes forestières.

La valeur des terres et des forêts est également calculée d'après le prix moyen des deux années précédentes.

L'indemnité pour l'annulation des servitudes peut être aussi attribuée en numéraire, mais seulement si les deux parties y consentent et dans des cas exceptionnels prévus dans la loi au cours de la liquidation forcée des servitudes.

L'indemnité pour les servitudes individuelles sera allouée aux différents possesseurs des exploitations qui recevront chacun sa quote-part, tandis que celle pour les servitudes appartenant à un village entier, ou à un groupe d'exploitations, sera allouée en propriété commune à ce village, ou à ce groupe.

La répartition de l'indemnité entre les différents possesseurs peut être votée à la majorité.

Si la liquidation des servitudes est réalisée en rapport avec le remembrement, l'indemnité pour les servitudes individuelles ou appartenant soit à un village, soit à un groupe d'exploitations peut être allouée en quote-part idéale de la superficie totale de l'indemnité et fera partie des terres soumises au remembrement.

En rapport avec la liquidation des servitudes sont aussi liquidées des vaines pâtures et des pâturages communs aux grandes propriétés et aux exploitations paysannes.

A proprement parler, ce ne sont pas des terres communes; ce sont plutôt des terrains appartenant, en principe, à la grande propriété, mais où les paysans, de même que le grand propriétaire, ont le droit de faire paître leur cheptel.

Les vaines pâtures et les pâturages communs sont li-

quidés en vertu des principes de la loi sur la liquidation des servitudes.

Le partage des terres possédées en commun en dehors du remembrement ou de la liquidation des servitudes a lieu très rarement.

Dans ce dernier cas, une majorité des deux tiers des ayants droit aux terres en possession commune peut décider le partage de ces terres.

Dans la période de 1919 à 1928, on a partagé 13.125 hectares de terres possédées en commun, indépendamment du partage effectué au cours du remembrement des terres et de la liquidation des servitudes.

Quant aux résultats de la liquidation des servitudes, ils étaient assez médiocres avant la promulgation des décrets-lois du 1^{er} février 1927.

Dans les années 1919-1926, on n'a alloué aux paysans pour l'annulation des servitudes que 91.500 hectares de la superficie agricole ou forestière, tandis que dans les années 1927-1934, les paysans reçurent 460.600 hectares.

De 1919 à 1934, on a liquidé les servitudes établies en faveur de 246.900 exploitations paysannes, dont 109.200 exploitations sises dans les provinces centrales et 137.700 dans les provinces orientales.

L'étendue des terres allouées à ces exploitations en échange des droits aux servitudes représente au total 562.100 hectares, dont 315.000 hectares dans les provinces centrales et 247.100 hectares dans les provinces orientales.

L'indemnité allouée en numéraire représente au total une somme de 3.528.300 zlotys, dont 3.399.800 zlotys dans les provinces centrales et 128.800 zlotys seulement dans les provinces orientales.

§ 3. — LES AMÉLIORATIONS AGRICOLES

A propos de l'étude du rendement du sol, nous avons déjà souligné la nécessité de procéder à de vastes améliorations des terres en Pologne.

Ces améliorations revêtent une importance toute particulière du fait des circonstances dans lesquelles se développent les rapports agraires.

Le surpeuplement agricole impose l'obligation pour le gouvernement de faire l'impossible pour trouver du terrain à coloniser.

A la suite des améliorations essentielles, telles que le dessèchement, l'étendue des terres propres à la culture sera considérablement accrue; tandis que leur qualité en sera augmentée grâce aux améliorations spéciales telles que : irrigations, drainage, etc...

Il y a donc deux buts à atteindre au moyen des améliorations : l'accroissement des terrains à coloniser par les paysans qui ont peu ou point de terres et l'augmentation de la qualité des terres dont se composent les exploitations agricoles.

Or, les petites exploitations paysannes insuffisantes aujourd'hui à l'entretien d'une famille peuvent devenir un beau jour et à la suite d'améliorations, des exploitations indépendantes.

Ces travaux d'amélioration permettront encore de procurer du travail à une foule de prolétaires et semi-prolétaires des campagnes.

Les améliorations sont intimement liées aux travaux publics tels que l'aménagement des rivières, des routes et des chaussées qui sont dans un état déplorable, surtout dans les provinces centrales et tout particulièrement dans les provinces orientales, et la construction de nouvelles chaussées et de nouvelles voies de communication ferroviaire.

La Pologne, dès le début de sa reconstitution, s'intéressa aux améliorations.

Le 26 octobre 1921 fut votée la loi (1) concernant l'en-

(1) *Journal des Lois* de 1921, n° 91.

couragement des entreprises d'améliorations d'utilité publique ayant pour objet l'aménagement des rivières et des torrents, l'assèchement des terrains, l'irrigation, etc...

Pour les entreprises de cet ordre, la loi assurait des subventions prélevées sur le budget du Ministère des Travaux publics.

En vertu de la loi (2) du 22 juillet 1925, fut constitué le fonds national de crédit pour les améliorations agricoles.

C'étaient les dotations du Trésor de l'Etat qui devaient servir de base à ce fonds.

Ce fonds étant insuffisant pour satisfaire toutes les demandes de crédits destinés aux améliorations, le 11 juin 1928, les Ministres des Réformes agraires, des Finances et de l'Agriculture publièrent une ordonnance (3) concernant les prêts amortissables à long terme, sous forme d'obligations d'amélioration 7 % et émises par la Banque agraire d'Etat.

En vertu du décret-loi (1) du 15 février 1928, publié par le Président de la République, fut créé le Bureau des projets d'amélioration de la Polésie. Le territoire envisagé sujet aux prochaines améliorations de cette région ne comprend pas moins de 22 districts.

Le décret-loi (2) du Président de la République du 16 mars 1928 réglementa les améliorations effectuées au cours de la refonte de la structure agraire.

Le décret-loi (3) du Président de la République du 22 mars 1928 porte sur l'encouragement aux améliorations agricoles. Ce décret prévoit l'exonération pour 15 ans de l'impôt foncier des terres incultes qui, à la suite des améliorations, deviendront cultivables.

Voilà un bref aperçu de la législation polonaise en matière d'améliorations agricoles.

(2) *Ibid.*, 1925, n° 88.

(3) *Ibid.*, 1928, n° 65.

(1) *Journal des Lois* de 1928, n° 17.

(2) *Ibid.*, 1928, n° 34.

(3) *Ibid.*, 1928, n° 36.

Dans la période de 1925 à 1933, on aménagea 8.600 kilomètres de rivières et à la suite de cet aménagement 272.200 hectares de terres furent asséchés.

C'est seulement en 1925-1933 que purent être effectuées les améliorations, vu les crédits accordés tantôt par le Fonds national de crédit d'amélioration, tantôt par la Banque Agraire d'Etat, sous forme de prêts amortissables à long terme.

La dépréciation de la monnaie, due à l'inflation de 1919-1923, n'avait guère permis de procéder aux améliorations agricoles.

Aussi la crise économique qui se prolonge depuis 1929 eut-elle une grande répercussion sur les travaux d'amélioration.

A la suite de cette crise, la Banque Agraire d'Etat, dès 1933, a suspendu l'accord des prêts amortissables en obligations d'amélioration, faute de possibilité de placement de ces obligations.

D'ailleurs, les propriétaires des exploitations agricoles ne mettent guère d'empressement à procéder aux améliorations tant essentielles que spéciales, car elles coûtent trop cher, la disproportion entre le coût des travaux d'amélioration et le prix des terres et des produits agricoles allant, depuis 1929, sans cesse en augmentant.

Ceux des propriétaires qui ont contracté des prêts en vue d'améliorations se sont vus écraser par des dettes onéreuses qu'ils sont encore actuellement dans l'impossibilité de payer à la suite de la crise agricole.

Aussi l'Etat, dans ces dernières années, et surtout en 1934 et 1935, fut-il obligé de les seconder en prenant l'initiative d'une conversion et d'une ségrégation des dettes agricoles ainsi qu'en décidant leur annulation partielle ou totale. Il faut rappeler ici à ce sujet les décrets-lois (1) du président de la République du 24 octobre 1934 concernant la conversion des dettes agricoles ou leur annulation.

(1) *Journal des Lois* de 1934, n° 94.

CONCLUSIONS

Nous aimerions maintenant porter un jugement sur les mesures prises par la Pologne pour résoudre les problèmes agraires, mais notre étude serait incomplète si nous nous bornions à cet examen critique, sans jeter un coup d'œil sur la situation économique générale, et plus particulièrement, sur l'état de l'agriculture du pays.

A la suite des partages, les trois parties de la Pologne avaient été incorporées à la Russie, à la Prusse et à l'Autriche, c'est-à-dire à trois organisations économiques tout à fait dissemblables.

Or, les développements de l'économie nationale de ces parties suivirent fatalement des routes différentes. Au lendemain de la reconstitution de la Pologne, il fallut s'ingénier à cimenter les trois tronçons du territoire, non seulement au point de vue politique, mais au point de vue social, économique, juridique et culturel.

A la suite de la Grande Guerre et de la guerre polono-bolchéviste, le pays avait été complètement dévasté, l'industrie ruinée, l'agriculture détruite et la population réduite à l'indigence et à la famine. Et l'argent provenant non seulement des caisses publiques, mais aussi des banques privées, accaparé par les Etats copartageants.

Force fut donc de refaire, de toutes pièces, un état nouveau, de nourrir la population affamée, d'armer les soldats pour qu'ils puissent faire face à l'ennemi, de mettre sur pied une administration publique et tout cela, sans ressources.

Il ne faut pas perdre de vue les circonstances particulièrement graves dans lesquelles la Pologne dut travailler, quand on envisage les efforts réformateurs qu'elle a fournis dans le domaine de la refonte et de l'amélioration agraire.

L'inflation de 1919 à 1924 eut aussi une grande répercussion sur le développement de l'agriculture en Pologne.

C'est seulement de 1925 à 1928 que l'agriculture commença à se développer dans des conditions plus favorables.

Les prix des produits agricoles, assez élevés, permirent de hâter la reconstitution de l'économie rurale, de procéder à l'amélioration, au remembrement et au morcellement des terres, et à la colonisation intérieure, enfin à la liquidation des servitudes.

Du jour où ils disposèrent de ressources, les paysans polonais furent disposés à abandonner la culture extensive pour la culture intensive.

L'industrie agricole et surtout celle des engrais chimiques, se développa très rapidement pour satisfaire les demandes toujours croissantes des agriculteurs.

Mais cet acheminement vers la prospérité de l'agriculture fut de courte durée.

Déjà, en 1928, l'économie rurale polonaise eut à supporter de grandes épreuves.

Une faible récolte de fourrage jointe à une médiocre récolte de racines créa beaucoup de difficultés pour l'élevage, et eut de cette façon une grande répercussion sur les petites exploitations agricoles qui, comme chacun sait, se consacrent pour la plupart à l'élevage, tandis que les grandes exploitations s'adonnent plutôt à la culture des céréales.

Les prix des produits agricoles tombèrent au cours de cette année, grâce aux bonnes récoltes mondiales.

Aussi les prix des produits industriels augmentèrent-ils.

Tandis que l'index des prix des produits agricoles par rapport à celui des prix des produits industriels en 1927, était, en mars, de 99,7 % ; en mai, de 105,6 % ; en

juillet, de 104,3 %; en septembre, de 97,2 %; en novembre, de 96,4 %, il était en 1928, pour les mois correspondants, de 97,4 %, 97,4 %, 94,5 %, 91,2 % et 89,9 %.

Au cours de l'année 1929, la situation de l'agriculture s'aggrave; les prix des céréales baissent sans cesse.

Et cette baisse des prix des céréales entraîne celle des prix des produits de l'élevage.

L'index des prix des produits agricoles par rapport à l'index des prix des produits industriels est, à la fin de 1929, de 79,3 %. A la fin de 1930, ce rapport est de 72,7 %.

La capacité d'achat de la population rurale s'abaissa considérablement.

L'index des prix des produits agricoles à la fin de 1931 par rapport à celui de 1928, se chiffre par 53,5 % et celui des produits industriels par 85.

Cet index des prix des produits agricoles à la fin de 1932 tomba, par rapport à celui de 1928, à 39,8.

La situation de l'agriculture empira encore dans les années suivantes et cela du fait que le prix de revient ne baissa pas dans la même proportion que le prix des produits agricoles.

Au contraire, les impôts et les intérêts des emprunts contractés se maintinrent presque au même niveau qu'en 1927-1928. Les prix des produits industriels sont toujours en disproportion avec les prix des produits agricoles.

Cette disproportion est devenue écrasante en ce qui concerne les produits industriels soumis aux régimes des monopoles et des cartels.

Voilà les conditions dans lesquelles se trouvait l'économie rurale en Pologne restaurée.

Il fallut beaucoup d'efforts de la part des Gouvernements polonais et de la population rurale pour obtenir, dans ces conditions, des résultats appréciables dans le domaine de la refonte et de l'amélioration de la structure et des rapports agraires.

Pourtant, les mesures prises par la Pologne ne sont pas encore satisfaisantes si l'on prend en considération les aspects des problèmes agraires polonais et, tout par-

ticulièrement, celui du surpeuplement agricole qui fait que la majeure partie de la population polonaise est réduite à la misère.

Les réformes accomplies jusqu'ici sont peu susceptibles de remédier à ce surpeuplement et d'améliorer le sort des paysans.

L'état de crise actuel exige des réformes profondes de la structure économique et sociale du pays tout entier et de l'agriculture en particulier.

La situation tragique de 70 % de la population du pays prouve la nécessité de la mise en œuvre immédiate d'un plan de redressement national comportant des réformes hardies, pratiques et conformes à l'intérêt général.

En acceptant le principe de la propriété individuelle — qu'adoptèrent les lois polonaises en vigueur — nous ne pouvons pourtant pas être partisans des autres principes qui permettent aux grands propriétaires de conserver intactes des quantités de terres encore très considérables, tandis que les masses paysannes vivent dans un état précaire du fait qu'elles ne possèdent que peu ou point de terrain.

Dans ces conditions, le principe : « la terre à ceux qui la travaillent » est tout à fait justifié.

De ce principe, découle la nécessité de réduire le maximum des terres laissées aux grands propriétaires à l'étendue d'une exploitation paysanne indépendante.

On ne saurait fixer cette étendue d'une façon uniforme pour toute la Pologne, vu la qualité du sol et les conditions de culture différentes que présente chaque région économique.

Parallèlement à cette réforme devraient être réalisés les grands travaux d'améliorations des terres tout particulièrement dans les provinces de l'Est, qui se prêtent à une vaste colonisation par les paysans des provinces surpeuplées.

L'instruction générale et professionnelle devrait assurer la mise en œuvre de procédés de culture visant à un plus grand rendement du sol et les organisations profes-

sionnelles ainsi que les coopératives agricoles devraient faciliter le trafic des produits agricoles.

De cette façon, les exploitations paysannes trop petites aujourd'hui deviendraient indépendantes.

L'amélioration de la situation économique de la population rurale aurait une grande influence sur le développement de l'industrie et des villes grâce aux grands débouchés que représentent les campagnes polonaises pour les produits industriels.

Ce développement de l'industrie, des mines et des villes permettrait d'absorber une importante partie de la population rurale dépourvue de terres.

Grâce à ces réformes, on pourrait atteindre un autre but : celui de fortifier l'unité nationale dans les provinces de l'Est et de l'Ouest par l'intermédiaire des paysans polonais, colonisateurs de ces provinces.

Or, les grandes propriétés de ces provinces sont, pour la plupart, entre les mains de Polonais, mais elles passent souvent, à la suite de l'endettement excessif, aux mains de capitalistes qui n'ont parfois rien de commun avec la nation et l'Etat polonais.

L'accession des paysans polonais sans terre à la propriété augmenterait aussi la stabilité du pays, car c'est une large classe de paysans propriétaires qui fait la force d'un Etat.

Vu :

LE DOYEN,
Edgard ALLIX.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
JEAN LESCURE.

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages, Articles et Périodiques consultés.

Ouvrages et articles

- AAL (A.). — *Das Preussische Rentengut*. Stuttgart, 1901.
- AEREBOE (F.). — *Agararpolitik*. Berlin, 1928.
- Agriculture polonaise*, ouvrage collectif publié par le « *Messenger Polonais* ». Varsovie, 1929.
- ANGEBERG (le Comte d'). — *Recueil des traités, conventions et actes diplomatiques concernant la Pologne*. Paris, 1862.
- Association des Arpenteurs de Lomza*. — « Rapport concernant l'activité des Offices fonciers ». Lomza, 1924 (en polon.).
- BELLAN (M.). — *La reconstitution de la petite propriété en Angleterre* (article paru dans « *L'Economiste français* »). Paris, 1911.
- BERCARU (V.). — *La réforme agraire en Roumanie*. Paris, 1928.
- BIEGELEISEN (L.-L.). — *La réforme agraire dans les principaux Etats d'Europe*. Tome I, 1924; tome II, 1926. Varsovie (en polon.).
- BORNSTEIN (B.). — *Les majorats dans l'ancien Royaume du Congrès* (article paru dans la « *Revue de Statistique* », publiée par l'Office Central de statistique). Varsovie, 1922 (en polon.).
- BRODOWSKI (F.). — *Principes de la législation agraire dans le Royaume de Pologne (1864-1917)*. Varsovie, 1919 (en polon.). — *La Réforme paysanne de 1864*. Varsovie, 1916 (en polon.). — *Esquisse du dévelop-*

pement de la législation agraires et des rapports dans les provinces de l'est de la Pologne. Varsovie, 1925 (en polon.).

BRZESKI (F.). — *La lutte pour la réforme agraire* (article paru dans la revue « Le Mouvement économique, juridique et social »). Poznan, 1926 (en polon.). — *L'agriculture et la politique agraire* (cours sténographiés, publiés par l'Association de l'Entr'aide des Etudiants de l'Université de Varsovie). 1926 (en polon.). — *Le morcellement de la propriété tabulaire en Galicie* (article paru dans les « Nouvelles Statistiques », tome XXII, fasc. n° 2). Lwow, 1912 (en polon.). — *Avenir de la Réforme agraire en Pologne* (article publié dans la revue trimestrielle « La Question Agraire », fasc. n° 8). Varsovie, 1921 (en polon.). — *La population* (article publié dans l'« Encyclopédie de Droit public »). Varsovie (en polon.).

BUCHENBERGER (A.). — *Agrarwesen und Agrarpolitik* (2^e édition). Leipzig, 1914.

BUJAK (F.). — *Sur l'amélioration de la structure agraire en Pologne.* Cracovie, 1918 (en polon.). — *La Galicie.* Lwow, 1908 (en polon.). — *Histoire de la Colonisation des provinces polonaises.* Varsovie, 1920 (en polon.). — *Le développement économique de la Galicie.* Lwow, 1917 (en polon.). — *Le partage des terres et la réforme agraire* (3^e édit). Varsovie, 1921 (en polon.).

BUZEK (J.). — *Histoire de la politique nationale du Gouvernement prussien à l'égard des Polonais.* Lwow-Varsovie, 1909 (en polon.).

CZERWIJOWSKI (S.). — *La colonisation des provinces orientales* (article paru dans le « Courrier de Varsovie du 21 octobre 1928) (en polon.).

DEDERKO (B.). — *La plus avantageuse dimension des exploitations rurales.* Varsovie, 1925 (en polon.).

DUBROWSKI (S.). — *Die Bawernbewegung in der Russischen Revolution 1917.* Berlin, 1929.

- DUPONT (P.). — *Etudes sur la situation de la population rurale en Russie et au Royaume de Pologne*. Paris, 1901.
- Encyclopédie polonaise* (publiée par le « Comité des publications encyclopédiques sur la Pologne »). Paris-Lausanne-Fribourg, 1918-1919-1920.
- GORSKI (L.). — *Le problème du surpeuplement en rapport avec la structure agraire* (article paru dans la revue trimestrielle « L'Economiste », tome IV). Varsovie, 1929 (en polon.).
- GRABSKI (L.). — *L'Economie sociale agraire en Pologne*. Varsovie, 1923 (en polon.). — *Histoire de la Société agricole*. Varsovie, 1904 (en polon.). — *Documents concernant la question paysanne*. Varsovie, 1910 (en polon.). — *L'Expropriation des grandes propriétés et le programme des réformes agraires*. Varsovie, 1907 (en polon.).
- HUPKA (J.). — *Exploitation des terres en possession commune*. Cracovie, 1897 (en polon.).
- JOUSSE (P.). — *Les tendances des réformes agraires dans l'Europe centrale, l'Europe orientale et l'Europe méridionale*. Niort, 1925.
- KASINSKI (Ch.). — *L'activité du Ministère des Réformes agraires et des Offices fonciers*. Varsovie, 1928 (en polon.). — *Le remembrement des propriétés rurales* (article paru dans la revue mensuelle « L'Agriculture », tome II). Varsovie, 1929 (en polon.).
- KNAPP (F.). — *Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den älteren Theilen Preussens*. Leipzig, 1887.
- KORZON (F.). — *Histoire de l'Organisation de la Pologne sous le règne du roi Stanislas-Auguste Poniatowski*. Varsovie, 1897 (en polon.).
- KRZYWICKI (L.). — *Les servitudes en 1912*. Varsovie, 1918 (en polon.).
- KRZYZTOPOR (A.). — *Sur la régularisation des rapports agraires en Pologne*. Poznan, 1859 (en polon.).
- KUTRZEBA (S.). — *Histoire de l'organisation de la Pologne* (6^e édition). Lwow, 1925.
- KUMANIECKI (A.) et KRZYŻANOWSKI (A.). — *La statistique de la Pologne*. Cracovie, 1915 (en polon.).

- LAUBERT (M.). — *Die preussische Polenpolitik von 1772-1914*. Preussische Verlagsanstalt, Berlin.
- LEFÉBURE (E.). — *La réforme agraire en Prusse*. Paris, 1902.
- LE FUR (L.) et CHKLAVER (G.). — *Recueil de textes de droit international public*. Paris, 1928.
- LESCURE (J.). — *Les origines de la Révolution Russe*. Paris, 1927.
- LIMANOWSKI (B.). — *Histoire de la démocratie polonaise*. Zurich, 1901 (en polon.).
- LUBICZ (S.). — *La question paysanne en Pologne partagée*. Cracovie, 1909 (en polon.).
- LUBIENSKI (P.). — *Sur la régularisation des rapports agraires dans le Grand-Duché de Posnanie et sur la nécessité d'une régularisation semblable dans le Royaume de Pologne*. Leipzig, 1843 (en polon.).
- LUDKIEWICZ (Z.). — *La question agraire en Galicie*. Lwow, 1910 (en polon.). — *La question agraire en Pologne* (article paru dans la « Revue d'Economie politique »). Paris, 1923. — *La politique agraire*. Varsovie, 1921 (en polon.). — *Manuel de politique agraire*. Varsovie, 1932 (en polon.). — *Le programme agraire en Pologne et l'émigration*. Varsovie, 1929 (en polon.). — *Le remembrement des terres des campagnes*. Lwow, 1912 (en polon.). — *Les questions agraires en Lithuanie, en Ruthénie Blanche et en Volhynie*. Varsovie, 1921 (en polon.).
- Rapports agraires au Royaume du Congrès* (ouvrage collectif). Varsovie, 1918 (en polon.).
- ROSE (A.). — *Le problème agraire en Pologne*. Varsovie, 1926. — *Les réformes agraires en Europe Centrale après la guerre mondiale*. Varsovie, 1925 (en polon.).
- RUTKOWSKI (J.). — *Histoire Economique de la Pologne avant les partages*. Paris, 1927. — *La question paysanne en Pologne aux XVIII^e et XIX^e siècles*. Varsovie, 1922 (en polon.).
- SCHIFF (W.). — *La nouvelle législation agraire en Autriche* (article paru dans le « Bulletin mensuel des institutions économiques et sociales de 1913 », n° 5).

- SCHKAFF (E.). — *La question agraire en Russie*. Paris, 1922.
- SCHRAMM (W.). — *La structure agraire en Pologne* (article paru dans « Le Bilan économique de la dixième année de la Pologne restaurée », ouvrage collectif). Poznan, 1929 (en polon.).
- SEE (H.). — *Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII^e et XIX^e siècles*. Paris, 1921.
- SMOLENSKI (L.). — *Gouvernement prussien dans les provinces polonaises*. Varsovie, 1903 (en polon.).
- SOUCHON (A.). — *La propriété paysanne*. Paris, 1899.
- STANIEWICZ (W.). — *Le programme agraire en Pologne et son exécution* (discours prononcés en 1926-1928). Varsovie, 1928 (en polon.). — *Résultats de deux années de travail pour la refonte de la structure agraire en Pologne (1928-1929)* (article paru dans « L'Agriculture », revue mensuelle, tome II, fasc. 1 et 2). Varsovie, 1930 (en polon.).
- SZELAGOWSKI (A.). — *Monnaie et révolution des prix en Pologne au XVI^e et au XVII^e siècles*. Lwow, 1902 (en polon.).
- SWIETOCHOWSKI (A.). — *Histoire des paysans polonais*. Poznan-Lwow. tome I, 1925; tome II, 1928.
- THUGUTT (S.). — *Gouvernement populaire de Lublin*. Varsovie, 1928 (en polon.).
- TOKARZ (M.). — *La Galicie au début de l'ère de Joseph II d'après l'enquête officielle de 1783* (en polon.).
- TROTSKI (L.). — *Histoire de la Révolution Russe*. 2 tomes. Paris, 1933.
- TRUCHY (H.). — *Cours d'économie politique* (2^e édition). Paris, 1927.
- TURCZYNOWICZ (S.). — *Quelques aspects de la politique d'améliorations rurales* (article paru dans « L'Agri- Vivrel (M.). — *La législation anglaise en faveur de la culture* », revue mensuelle, n° 2, tome I de 1928). petite propriété. Paris, 1909.

Périodiques

Publications de l'Institut International d'Agriculture, à Rome :

- *Annuaire International de Statistique agricole.*
- *Annuaire International de Législation agricole.*
- *Bulletin mensuel des institutions économiques et sociales.*

Publication de la Société des Nations, à Genève :

- *Annuaire Statistique International.*

Publications de l'Office Central de Statistique de la République polonaise, à Varsovie :

- *Nouvelles Statistiques* (en polonais).
- *Revue de Statistiques* (en polonais).
- *Annuaire Statistique de la République polonaise* (en polon.).
- *Petit Annuaire statistique* (en polonais).
- *Statistique de la Pologne* (en polonais).

Autres périodiques :

- *Statistisches Jahrbuch für den preussischen Staat.* Berlin, 1913.
- *Journal des Lois de la République polonaise.* Varsovie (en polon.).
- *Documents de la Diète Constituante.* Varsovie (en polon.).
- *Documents de la Diète de la République polonaise.* Varsovie (en polon.).
- *Comptes rendus sténographués des séances de la Diète.* Varsovie (en polon.).
- *Rapports de la Banque Agraire d'Etat.* Varsovie (en polon.).

TABLE DES MATIERES

<i>Introduction</i>	1
-------------------------------	---

Première Partie.

L'EVOLUTION DU REGIME AGRAIRE ACTUEL

<i>Chapitre premier. — L'organisation agraire avant l'affranchissement des paysans</i>	7
<i>Chapitre II. — L'affranchissement des paysans, ses modes et son influence sur les problèmes agraires actuels</i>	23
<i>Généralités</i>	23
§ 1. — La Pologne sous la domination prussienne	24
§ 2. — La Pologne sous la domination autrichienne	28
§ 3. — La Pologne sous la domination russe	31
A. — Provinces centrales	32
B. — Provinces orientales	39

Deuxième Partie.

LES DIFFERENTS ASPECTS DES PROBLEMES AGRAIRES EN POLOGNE

<i>Chapitre premier. — Les défauts de la structure agraire et de la production agricole</i>	45
§ 1. — Les changements survenus dans la répartition de la propriété foncière à la fin du XIX ^e et au commencement du XX ^e siècles	45

Généralités	45
1) Provinces occidentales	47
2) Provinces centrales	54
3) Provinces méridionales	59
4) Provinces orientales	65
§ 2. — La répartition de la propriété du sol au lendemain de la restauration de la Pologne	67
A) La petite propriété foncière : 1) Les exploitations dites naines ; 2) les exploitations parcellaires ; 3) les petites exploitations paysannes ; 4) les exploitations paysannes moyennes ; 5) les grandes exploitations paysannes	73
B) La grande propriété	79
§ 3. — La dispersion parcellaire, les servitudes et les terres en possession commune	81
1. — La dispersion parcellaire et les esclaves	81
2. — Servitudes	90
A. — Provinces centrales	94
B. — Provinces orientales	96
3. — Les terres en possession commune	98
§ 4. — Le rendement du sol	100
Chapitre II. — <i>Le surpeuplement agricole</i>	110
§ 1. — L'accroissement de la population dans le territoire de la Pologne actuelle, au cours du XIX ^e et au début du XX ^e siècle : Généralités. — 1) Provinces du Sud ; 2) Provinces centrales ; 3) Provinces de l'Ouest ; 4) Provinces orientales	110
§ 2. — Le nombre et la densité de la population en Pologne restaurée	116
Généralités. — 1) Provinces du Sud ; 2) Provinces centrales ; 3) Provinces de l'Ouest ; 4) Provinces orientales	116

§ 3. — La population rurale et les agglomérations urbaines	125
Généralités. — 1) Provinces méridionales ; 2) Provinces centrales ; 3) Provinces occidentales ; 4) Provinces orientales	125
§ 4. — Le degré de surpeuplement agricole	129
Généralités. — 1) Provinces méridionales ; 2) Provinces centrales ; 3) Provinces occidentales ; 4) Provinces orientales	129
§ 5. — Migrations	133

Troisième Partie.

LES REFORMES AGRAIRES EN POLOGNE
ET LEURS RESULTATS

Chapitre premier. — <i>Les mouvements agraires et la Pologne</i>	137
§ 1. — Les mouvements agraires dans quelques pays étrangers	137
§ 2. — Le mouvement agraire en Pologne	146
Chapitre II. — <i>Les autorités administratives et financières assumant l'exécution des réformes agraires en Pologne</i>	163
§ 1. — Les autorités administratives	163
§ 2. — Le Banque Agraire d'Etat	167
Chapitre III.	
§ 1. — Le morcellement et la colonisation intérieure en 1919-1925	173
§ 2. — Le morcellement et la colonisation intérieure sur les bases de la loi du 28 décembre 1925	182
Chapitre IV. — <i>Les régularisations et les améliorations agricoles</i>	201

§ 1. — Le remembrement.....	201
§ 2. — La liquidation des servitudes et des terres en possession commune.....	206
§ 3. — Les améliorations agricoles.....	211
<i>Conclusion</i>	215
<i>Bibliographie</i>	221

Imprimerie GEORGES SUBERVIE
